

cret du foyer

Il faut que le foyer soit un lieu de vie, un lieu de rencontre, un lieu de partage. C'est pourquoi, dans ce numéro, nous avons voulu rendre compte de la vie des foyers, de leur rôle, de leur importance. Nous avons donc réuni des articles, des interviews, des reportages, qui nous permettent de mieux connaître ces lieux de vie, ces lieux de rencontre, ces lieux de partage.

GRÈVE A LA TRIBUNE DE L'ÉCONOMIE

Les journalistes de la Tribune de l'économie ont décidé de faire grève. Ils ont décidé de ne pas travailler pendant 24 heures. Ils ont décidé de ne pas écrire, de ne pas parler, de ne pas agir. Ils ont décidé de faire grève.

La Tribune de l'économie a décidé de faire grève. Elle a décidé de ne pas travailler pendant 24 heures. Elle a décidé de ne pas écrire, de ne pas parler, de ne pas agir. Elle a décidé de faire grève.

Impôts 1986
1% pour SOS RACISME
Deductible de votre revenu imposable!
à verser: 19 rue Martel, 75010 Paris

SH PLUS EST DISPONIBLE
chez
INAL COMPUTER
Informatique Professionnelle

1024 Ko de mémoire
extensible à 4096 Ko
écran couleur 800 K

Naissance de la francophonie

Un délégué québécois au premier sommet des « pays ayant en commun l'usage de la langue française », qui s'est tenu à Versailles et à Paris, du lundi 17 au mercredi 19 février, a calculé que les médias français avaient consacré moins de place à cette « première » diplomatique-linguistique qu'à tel Salon de la lingerie féminine.

Quant au président Abdou Diouf, du Sénégal, il estimait que la francophonie ne pourrait vraiment prendre son essor que le jour où le peuple français s'y intéresserait, même s'il est vrai que, désormais, les français, plus parisiens que jamais, ont fait de l'hexagone même, est devenu le patrimoine commun d'une bonne quarantaine de nations des cinq continents.

Le président Mitterrand, en décidant de réunir enfin un sommet dont l'idée était dans l'air depuis un quart de siècle, a une fois de plus montré que mener une politique extérieure digne de ce nom, c'est bien souvent devancer l'opinion publique. Tôt ou tard, les Français se rendront compte que la dimension francophone est une manière originale offerte à un groupe de pays de résister à la banalisation du monde. Le Canada fédéral l'a enfin admis, quitte à mettre maintenant les bouchées doubles, faisant apparaître le Québec presque trop « mou ».

La Suisse elle-même s'interroge... « Vous avez dit francophonie ? », dépêchant au sommet un observateur gouvernemental. Quant à la cohorte des petits États menacés ou fragiles comme le Liban ou le Tchad, ils voient dans la francophonie une sorte de protection morale. Le Vietnam communiste y oublie un instant son tête-à-tête obligé avec les Soviétiques.

Certes, le sommet aurait constitué un succès plus complet si le Cameroun n'avait pas fait défection à la dernière minute ; si l'Algérie, qui joue un rôle « de facto » considérable en faveur du français au Maghreb, avait daigné paraître ; si des petites communautés comme celle de Pondichéry — mais on aperçoit un Val d'Aoste et un Languedoc — avaient pu être représentées.

Le bilan reste étonnamment concret pour un grand rassemblement de ce type, ayant obtenu l'accord de la quarantaine de participants en faveur de pas moins de vingt-huit « décisions pratiques », concernant aussi bien une agence d'images télévisées que la coopération agricole ou un baccalauréat international en français. Un groupe restreint de pays, aussi divers que la Belgique, le Liban ou le Zaïre, a été chargé de faire respecter ce programme.

Ainsi que le notait lundi soir, en conclusion, le président Mobutu, la francophonie a dépassé au sommet de Paris le stade du folklore. On peut même avancer qu'elle y est née comme ensemble politico-culturel mondial. Il faut maintenant lui donner les moyens de vivre. En annonçant d'emblée la libération de crédits chiffrés en faveur de plusieurs projets précis, Paris, après des années de restrictions financières dans le domaine de l'action culturelle, paraît maintenant décidé à augmenter son effort, espérant sans doute que les autres langues francophones riches l'imiteront.

(Lire nos informations page 3.)

L'ANCIEN GARDE DES SCEAUX, PRÉSIDENT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

L'opposition, à l'exception de M. Chirac, dénonce la nomination de M. Badinter

La nomination de M. Robert Badinter au poste de président du Conseil constitutionnel par M. Mitterrand suscite des réactions parfois vives dans l'opposition, d'autant plus vives quand elles émanent des hommes de second rang et de l'UDF.

En effet, alors que M. Jacques Chirac se tient dans une prudente expectative et

que M. Barre, tout en rendant hommage aux qualités humaines et de juriste de l'ancien garde des sceaux, évoque le « verrouillage » politique, M. Gaudin parle de provocation, M. Létard de cynisme et M. d'Ornano assure que cette nomination « rabaisse » la France. Quant à M. Pasqua, il y voit la confirmation que la majorité se fait battre.

chacun de ses discours et chacune de ses confidences ont relancé le débat.

La dernière en date de ses initiatives (la nomination de M. Badinter au poste de président

du Conseil constitutionnel) crée une polémique avec l'opposition, prépare l'après-16 mars, et, accessoirement, gêne M. Jospin et le gouvernement. Comme s'il fallait signifier une fois pour toutes que cette campagne-là n'appartient qu'à lui. Alors que le premier secrétaire du PS, invité de « L'Heure de vérité » d'Antenne 2, et le gouvernement, rassemblé par les clubs de M^{me} Castro, ambitionnaient de monopoliser l'attention, ce jour-là, et les commentaires le lendemain, patras ! Mitterrand nous sort Badinter...

Le renouvellement par tiers du Conseil constitutionnel comporte deux nouveautés. C'est la première fois, dans l'histoire encore récente de la juridiction suprême, qu'un président en exercice abandonne son mandat. Certains objecteront qu'une telle novation est contraire à l'esprit (c'est-à-dire à la pratique) des institutions.

JEAN-MARIE COLOMBANI

(Lire la suite page 10.)



LE LANCEMENT DE LA « 5 » ET DE LA « 6 »

Une nouvelle ère de la télévision

Les bouchons de champagne vont sauter, dans la soirée de ce jeudi 20 février. A Milan et à Paris, les dirigeants de la « 5 » ont toutes les raisons de laisser éclater leur allégresse : ils ont triomphé de la course d'obstacles qui risquait de faire capoter leur entreprise. Fréquences disponibles, tour Eiffel, recours en justice... Le gouvernement aidant, la première chaîne de télévision privée non cryptée voit le jour en France. Un événement historique. Le plus gros bouchon qui saute, c'est celui du monopole, définitivement mis à mort avec cette arrivée en fanfare de la chaîne de M. Jérôme Seydoux et Silvio Berlusconi, suivie à une courte longueur (samedi 1^{er} mars) par les premières images de la « 6 », la « musicale »

du groupe Publicis-Gaumont-NRJ-Gross.

Historique, cette fin de semaine l'est surtout parce que la France bascule pour de bon dans la civilisation des images et son corollaire, la liberté de choix. Passer de trois à six chaînes (en comptant Canal Plus) et bientôt à sept (la future chaîne culturelle par satellite), c'est une multiplication qui équivaut à un changement de nature. La mise en route effective des premiers réseaux câblés — dès octobre pour cinquante mille Parisiens — fera le reste : chaînes étrangères reçues par satellites, canaux locaux, futurs programmes à la carte...

Avec la « 5 », la « 6 » et les autres, c'est une autre conception de la télévision qui s'installe, bien

après les États-Unis et le Canada, qui ont en la matière une énorme avance sur les pays européens. Le choix ne sera plus seulement entre des genres d'émissions diffusées par des chaînes « généralistes », mais aussi entre des types de chaînes carrément différents. Canal Plus, c'est déjà le cinéma et le sport. La « 5 », le divertissement. La « 6 », la musique. Suivront des programmes spécialisés sur l'information, les jeunes, la santé... L'archaïque conception du « télé-spectateur moyen », à qui il faut plaire à tout prix, va s'effacer devant les publics-cibles, les goûts différents à satisfaire de l'ouvrier de Montreuil et de l'universitaire de Toulouse.

VYVES AGNÈS

(Lire la suite page 25.)



L'AMOUR
ROMAN
GRASSET

MORT DE L'ETHNOLOGUE ANDRÉ LEROI-GOURHAN

Les hommes préhistoriques au quotidien

Préhistorien, ethnologue, professeur honoraire au Collège de France, André Leroi-Gourhan est décédé le mercredi 19 février à Paris. L'analyse approfondie de quelques matériaux, outils, ossements, débris végétaux et poisons lui avait permis de retracer la vie quotidienne de l'homme préhistorique et même de mesurer sa capacité de réflexion.

La vocation de préhistorien fut pour André Leroi-Gourhan le fruit d'une longue maturation. Son itinéraire intellectuel et professionnel est en effet loin d'être rectiligne. Né à Paris le 25 août 1911, orphelin de guerre à l'âge de trois ans, il est élevé par ses grands-parents. Il ne montre pas de prédispositions particulières pour les études et quitte l'école à quatorze ans pour travailler dans une librairie. Il prépare son baccalauréat tout seul, à ses heures libres.

Est-ce parce qu'il est issu d'une famille d'armateurs qu'il manifeste un certain goût pour l'exotisme ? Toujours est-il qu'il est attiré par l'Asie et l'Extrême-Orient. A dix-huit ans il s'inscrit à l'école des langues orientales ; il y obtient un diplôme de russe, puis un diplôme de chinois. Au début des

années 30, il est l'un des tout premiers étudiants d'une discipline neuve, l'ethnologie : il se passionne pour les cours de Paul Grignon et de Marcel Mauss à l'École des hautes études, il collabore à la jeune équipe qui, sous l'impulsion de Paul Rivet, va rénover le poussiéreux musée d'ethnographie du Trocadéro, où il est chargé de réorganiser les collections « Arctiques ».

Les hasards d'une bourse octroyée par le gouvernement nippon l'envoient au Japon. De 1937 à 1939, il va séjourner avec sa femme à Kyoto, où il enseigne le français. Ce séjour lui donne l'occasion de mener ses premières observations ethnographiques : son premier « terrain » aura lieu chez les Aïnous.

C'est donc un orientaliste que la guerre ramène en France en 1939. Enrôlé dans la marine, au service du chiffre, André Leroi-Gourhan est rapidement démobilisé après la débâcle. Commence alors pour lui une période d'intense activité scientifique : il est appelé en 1940 à prendre la sous-direction du musée Guimet ; il entre au C.N.R.S., dont il gravit les échelons à vive allure ; il enseigne un peu partout, à l'université d'ethnologie de l'université de Paris, aux « langues O », au Collège

de France ; il publie l'*Homme et le milieu*, bientôt suivi de *Milieu et Techniques*. En 1945, il soutient sa thèse de doctorat en lettres sur l'*Archéologie du Pacifique-Nord*. Déjà se manifeste sa prédilection pour la technologie comparée, mais son aire culturelle de référence demeure l'Arctique et l'Extrême-Orient.

Pourtant, André Leroi-Gourhan ne sera pas orientaliste. Après la Libération, tandis qu'il assure l'interim de Jacques Soustelle à la sous-direction du Musée de l'Homme, on lui propose une chaire d'ethnologie à Lyon : Leroi-Gourhan accepte. Il va devoir enseigner l'anthropologie physique, l'ethnologie... et la préhistoire. C'est au cours de l'été 1945 que le jeune professeur mène ses premiers travaux pratiques sur le terrain : avec une poignée d'étudiants, il part fouiller dans la Méconna la grotte des Furtins. Le Centre de recherches préhistoriques était né ! Désormais, chaque été sera consacré à des fouilles préhistoriques ; après les Furtins viendront les grottes d'Ay-sur-Cure, puis, à partir de 1964, le site de plein air de Pincovent, près de Fontainebleau.

CHRISTIAN DUVERGER

(Lire la suite page 29.)

Le dollar à 7,06 F

Le président de la Réserve fédérale s'inquiète de la baisse du billet vert, passé un temps au-dessous de 7 francs. La Maison Blanche reste favorable à cette évolution.

PAGE 30

Rupture entre le roi Hussein et M. Yasser Arafat

La relance de la négociation au Proche-Orient a tourné court...

PAGE 3

Tension croissante au Liban du Sud

La résistance islamique annonce l'« exécution » de l'un des deux prisonniers israéliens.

PAGE 3

Le malaise au Quai d'Orsay

Journée de protestation, à l'appel des organisations professionnelles, contre les nominations « politiques ».

PAGE 6

Les élections législatives et régionales en Haute-Normandie

M. Fabius et M. Lecanuet face-à-face en Seine-Maritime.

PAGE 12

Le Monde

DES LIVRES

- Paul Léautaud l'érotomane.
- Lettres étrangères : Schalom Asch, Éça de Queiroz.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Exercices d'admiration », de Cloran ; « Théorie des exceptions », de Soliers.

Pages 17 à 23

Débats : Culture et télévision (2) • Étranger (3 à 7) • Politique (8 à 14) • Société (15 et 16) • Culture (24) • Communication (25) • Économie (30 à 35)

Programmes des spectacles (26) • Radio-télévision (27) • Méthodologie (27) • Mots croisés (28) • Loterie nationale, Loto (28) • Carnet (28) • Annonces classées (29)

débats

CULTURE ET TÉLÉVISION

20 février : démarrage de la cinquième chaîne. Que n'a-t-on dit sur les résultats culturels de la fréquentation des postes de télévision ? Les jugements vont du meilleur au pire. Lucien Sfez, se fondant sur des études récentes, refuse ce manichéisme, l'homme-récepteur a de la défense. Il interprète ce qu'il voit. Jean-Pierre Teyssier, de son côté, souhaite un vrai marché français de l'audiovisuel pour éviter l'inondation des productions étrangères.

Les réalités de la fiction

Le téléspectateur n'absorbe pas les messages comme une éponge

L'AUDIOVISUEL est accusé d'influencer les spectateurs au point de transformer leur rapport au monde. Cette accusation prend les allures de l'apocalypse ou celle du panagyrisme. Ou bien les censeurs moroses lancent des anathèmes : on ne lit plus, on ne pense plus, la violence vue à la télévision ferait des ravages sur les enfants ; en somme notre civilisation prend fin, et nous sommes sous la domination des manipulateurs, des producteurs stériles et cupides aux mains desquels sont tous les pouvoirs. Ou bien, au contraire, c'est le monde, dans sa diversité, qui est donné en partage par les nouvelles techniques. Grâce à elles, la nouvelle génération sera plus apte à comprendre et à communiquer dans l'absolu de l'ubiquité.

En réalité, les choses sont plus nuancées : surtout, elles ne sont pas à sens unique. Car les deux attitudes opposées se réclament d'un même procès, linéaire, qui partirait d'un émetteur tout-puissant pour aller vers un récepteur passif, absorbant les messages comme une éponge. Voilà qui constitue le schéma traditionnel de la décision, depuis longtemps dénoncé et toujours renouveau.

Or les résultats d'analyses récentes semblent accorder plus de crédit au récepteur qu'il n'en eut jamais dans les théories de grand-père. Il y a belle lurette que le procès n'est plus vu comme linéaire et que le spectateur-auditeur joue sa partie dans le concert audiovisuel.

Je ne songe pas ici aux procédés simplistes qui consistent à demander ce qu'on préfère, à tester les taux d'écoute de telle émission pour en conclure qu'elle est « bonne » ou non, ou à déterminer

par LUCIEN SFEZ (*)

les cotes des partenaires des matches politiques qui grimpent ou chutent sur l'échelle des valeurs comme des grenouilles dans leur bocal. Ces enquêtes ont fait leur temps, les réponses sont l'écho des questions posées et en acceptant la forme. Elles ne disent rien sur le procès réel de l'usage dans ses pratiques et, partant, sur l'influence qu'a pu avoir sur son comportement tel ou tel spectacle. L'extraordinaire construction médiatique - presse écrite incluse - qui s'est développée à l'issue du duel Fabius-Chirac n'a-t-elle été absorbée en profondeur ? On peut en douter.

L'image de fond

Les travaux d'Élihu Katz et de son équipe montrent que *Dallas* n'est pas pris au pied de la lettre, mais interprété en fonction des rituels et des modes de vie. Savez-vous que Sue Ellen, vue par des Arabes, n'a quitté son mari que pour revenir à la maison de son père, car ils ne peuvent supposer qu'une femme vive seule, sans protection masculine ? Les exemples abondent en ce sens : le récepteur, en quelque manière, crée sa propre histoire à partir de l'intrigue. Interprétation toujours active qui, sans les limites d'une culture, laisse à chacun la liberté de voir ce qu'il veut voir et d'entendre ce qu'il veut entendre.

Mais il y a plus : le spectateur a bien des moyens de se « brancher » qui sont quelquefois étonnants et jurent avec l'idée reçue d'une écoute passive. Sans parler de l'interactivité, gâteau à la

(*) Professeur à l'université Paris-Dauphine.

mode et argument de vente, il y a ce que j'appellerai l'intra-activité de l'usage : se « brancher » sur plusieurs télévisions dans la même pièce comme c'est la pratique en Italie, de sorte que des images différentes arrivent de partout et que les messages s'annulent pour ne laisser subsister que la rumeur ; laisser le flux ininterrompu se répandre le jour durant, comme le font les enfants américains qui en même temps téléphonent longuement et pianotent sur leur ordinateur, c'est tout un. A moins qu'on n'imagine que chaque message arrive à destination et que la tête tourne comme une girouette selon le vent de la télévision. Or il n'en est rien : il y a image de fond, avec aussi peu d'effet dans l'un ou l'autre cas.

En vérité, les effets ne dérivent pas d'une seule cause, c'est-à-dire de l'origine précise d'un message et de son contenu explicite. Ce qui domine est un brouillage général et un montage permanent par chaque spectateur des différentes intrigues qu'il regarde et dont il fait parfois une seule histoire. Activité simultanée de liaison et de déliaison. Ce qui reste alors à répondre aux détracteurs ou aux apologistes frontaux, c'est que l'écoute de la télévision, comme l'usage du magnétoscope ou de l'ordinateur, donne du réel une image quelque peu éloignée, fragmentée et imaginaire.

Il existe aujourd'hui une fiction réelle, réalisée à son insu par le destinataire des fictions romanesques et des informations télévisuelles, mais on ne sait encore rien de la réalité de cette fiction, c'est-à-dire des conséquences qu'elle emporte dans la vie de nos contemporains. C'est désormais dans cette direction que devront s'orienter les recherches.

Pour la décolonisation du service public

Face à la concurrence des chaînes privées, il faut débloquent l'ancien système de l'audiovisuel

par J.-P. TEYSSIER (*)

L'ANNÉE 1986 voit l'avènement, pour la première fois en France, de la télévision privée. Les groupes et professionnels français de l'audiovisuel, écartés avant de concourir, ont perdu une bataille en se faisant préférer un opérateur transalpin. Mais on peut assister à un désastre national si les nouveaux diffuseurs choisis et annoncés ne peuvent se fournir en programmes français. Pour ce faire, il faut qu'existe un vrai marché français de l'audiovisuel : c'est-à-dire une offre et une demande de programmes, notamment dans le domaine de la fiction, que producteurs et diffuseurs négocient en tant qu'entreprises libres, motivées en toute indépendance par les seuls critères de qualité et de coût : 1986 sera-t-elle l'année de la « nouvelle télévision » ? L'irruption, après Canal Plus, d'un diffuseur privé mettra-t-elle fin à notre « société bloquée » de l'audiovisuel ?

Les décisions de fin 1985 n'ont pas encore créé les conditions d'un marché libéré : on peut craindre en effet de voir s'installer, non pas la vraie concurrence qu'aurait pu faire naître la télévision privée, mais la coexistence cahotante d'un secteur public tourné vers lui-même et d'un secteur privé tourné vers l'étranger. Peut-on douter, à la lecture du contrat de concession de la « 5 », que cette chaîne soit libre de pouvoir diffuser, les premières années, exclusivement des programmes importés, puisqu'elle est dispensée jusqu'à la fin de son troisième exercice de toute obligation à cet égard ? Qui peut penser qu'un opérateur n'ayant jusqu'ici aucune attache dans notre pays et disposant en Italie de sociétés et de professionnels efficaces ne fasse pas d'abord appel à eux pour réussir sa difficile entreprise en France ?

En face, le service public de l'audiovisuel : les sociétés créées en 1974 dans une tentative d'indépendance dans l'interdépendance, ont fait place en 1982 à un système bloqué, bémol sur les relations obligatoires imposées à chaque chaîne, TDF et la SFP, les condamnées à ne vivre qu'ensemble, avec deux conséquences graves pour l'économie de l'audiovisuel :

Cet irréalisme économique devient en 1986 une fausse grave. On pouvait auparavant s'accommoder d'un tel système, aux avantages politiques évidents, même si l'absence de sanction qu'entraîne tout monopole pouvait, un jour, faire oublier une grue nécessaire pour un entretien présidentiel à Latché. Mais l'arrivée de la télévision commerciale pose dans toute sa ampleur le problème de la capacité du secteur public, non pas à s'adapter à la concurrence (ce qu'il peut), mais à réduire un coût de fonctionnement excessif pour acquiescer des programmes qui vont coûter de plus en plus cher.

Sous l'effet des nouveaux diffuseurs, on va voir flamber dès le prochain mois les coûts des films, des animateurs et des produits de qualité, que l'on va s'arracher. Va s'ouvrir pour nos chaînes l'ère des dures nécessités économiques. Le coût de la transmission par TDF (25 % du budget d'une chaîne) va devenir de plus en plus difficile à supporter. Ainsi, rien ne serait plus illusoire que de s'installer dans la prévision confortable d'un service public fourré et régénéré par la concurrence privée, comme, dans une certaine

(*) Directeur de la production à RTL-CLT et ancien secrétaire général de TF 1.

Une faute grave

mesure, à su le faire la RAI en Italie (pays décidément de référence). Mais la RAI, n'ayant ni SFP, ni TDF, est propriétaire de ses émetteurs et libre de s'adresser à des producteurs extérieurs.

Le service public français peut cependant s'adapter, grâce à la qualité et au savoir-faire de ses professionnels et de ses techniciens, à condition de faire régner l'esprit d'entreprise. Comment les dirigeants de nos chaînes le pourraient-ils, soumis à la tutelle du gouvernement (qui leur alloue leur budget), à celle de la Haute Autorité (qui les nomme, les convoque, les coordonne, etc.), au contrôle du ministère des finances (qui, depuis 1981, a réintroduit le contrôle a priori des dépenses, revenant sur une conquête de l'ORTF de 1964) ? Si 1986 doit être l'année de tous les changements, pourquoi ne pas mettre en œuvre celui-ci, inscrit à l'évidence dans le paysage audiovisuel de demain : à l'heure des satellites, l'harmonisation des chaînes nationales n'est plus possible. Il est temps de leur donner leur autonomie, le libre choix de leurs décisions, dictées non plus par « le système » mais par l'intérêt public, et une gestion concurrentielle. Réclamée par tous les professionnels de la communication, qu'ils soient de droite ou de gauche, la décolonisation du service public est un premier pas indispensable vers un vrai marché audiovisuel.

COURRIER DES LECTEURS

La cause de l'abaissement : l'éclatement de l'ORTF

Alfred Grosser parle d'or (*Le Monde* du 23 janvier), sauf que ce n'est pas la télévision de service public qui veut l'abaissement ; ce sont les pouvoirs publics, expression de la volonté patrimoniale, qui ont cassé le service public avec la loi de 1974. En créant sept sociétés à la place de l'ORTF, cette loi a institué une concurrence qui fut d'abord factice, puis de plus en plus réelle au fur et à mesure que l'inflation grignotait la redevance que le pouvoir politique refusait de réévaluer. Les chaînes furent dès lors contraintes d'avoir davantage recours à la publicité : le niveau des programmes s'est abaissé pour attirer les annonceurs. La concurrence est devenue sauvage, comme en témoignent les déprogrammations de plus en plus fréquentes.

Mais ce ne sont pas les sociétés de service public qui en sont responsables. C'est la société française, par l'intermédiaire de ses gouvernements.

En télévision comme ailleurs, on n'est toujours que pour son argent. C'est une réalité que les téléspectateurs français ont méconnue lorsqu'ils ont protesté - et combien violemment - contre les grèves des syndicats qui protestaient devant l'éclatement de l'ORTF. Le résultat est là.

Bernard Marrey (Paris).

Un nouvel art de vivre

L'apparition de spots publicitaires pendant les émissions pour modifier considérablement la durée et le niveau d'écoute des téléspectateurs. La télé ne nous transporterait plus pour longtemps dans d'autres univers ; elle nous ramènerait sans faute à notre propre quotidien. Celui des pauses cuisines, w.c., petites soifs, et celui évoqué par la publicité même. Un rôle plus payant que la « mission culturelle » : la présence permanente et légère, une sorte de chien (...).

MICHELLE BOUZIGNON (Paris).

PROCHE-ORIENT

L'ÉCHEC DE

Le roi Hussein

la « sin

Correspondance

Amman. - Un an après la conclusion de l'accord jordanien-palestinien, le roi Hussein et l'OLP se retrouvent de nouveau à la case départ. S'adressant notamment aux Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, le roi Hussein a en effet confirmé, mercredi 19 février, l'échec des pourparlers triangulaires entre le royaume hachémite, l'OLP et Washington en vue d'une relance du processus de paix au Proche-Orient. Plus nettement encore qu'en 1985, lors de la rupture des négociations jordanien-palestiniennes sur le plan de paix Reagan, le souverain a publiquement prononcé l'échec d'une coopération palestinienn

Au terme d'un discours fleuve de mots heurtés et denses, le roi Hussein a annoncé que son gouvernement et l'OLP ne pouvaient pas poursuivre leur coordination politique avec la direction de l'OLP tant que la parole (de cette dernière) n'aurait pas valeur d'engagement « crédible et ferme ». Seules la « sincérité » et la « clarté », a-t-il ajouté, peuvent créer « la confiance indispensable à une coopération constructive ».

Le roi Hussein a certes tenu à souligner que les principes contenus dans l'accord d'Amman continuent à régir les relations entre les Palestiniens et les Jordaniens, mais il a fait de leur destinée commune. Il s'en a pas moins clos le chapitre ouvert le 11 février 1985 par cet accord.

Les efforts entrepris par la Jordanie et l'OLP depuis lors n'ont pas été vains. Ils ont permis de convoquer une conférence de paix internationale sur le Proche-Orient et la participation de l'Organisation palestinienne à cette conférence. C'est autour de ces deux points essentiels qu'ont également tourné toutes les discussions entre les Jordaniens et les Américains, soit à Amman, soit lors des visites du roi Hussein à Washington.

L'initiative jordanien-palestinienne s'est d'abord heurtée aux réticences américaines. L'assassinat de trois Israéliens à Larnaca en septembre 1985 par un commando palestinien puis le bombardement du QG de l'OLP à Tunis par l'aviation israélienne, le déclenchement du processus de paix ont été les deux événements qui ont pratiquement réduit à néant. A quoi s'est ajouté le rendez-vous manqué de Londres entre une délégation jordanien-palestinienne et le chef de la diplomatie britannique.

Les contacts se sont cependant poursuivis fin 1985 et début 1986.

La guerre du Golfe

LES ÉTATS-UNIS CONDAMNENT L'UTILISATION PAR L'IRAK D'ARMES CHIMIQUES

Tandis que les combats pour le contrôle de Fao continuent à faire rage et que Téhéran et Bagdad font des communiqués de victoire concurrents, les États-Unis ont condamné - mercredi 19 février - l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques dans son conflit avec l'Iran et souligné qu'il s'agit d'une violation grave du droit international.

Dans une réponse écrite à une question du département d'État à l'usage que des informations qui lui sont parvenues « suggèrent fortement » que l'Irak a utilisé des armes chimiques dans les récents combats entre les deux pays, le département d'État a souligné l'utilisation de ces armes, poursuit le département d'État, « compromet les efforts entrepris depuis plusieurs dizaines d'années pour les interdire ».

Le département d'État a, dans le même temps, rejeté sur l'Iran la responsabilité de la poursuite de cette guerre, qui dure depuis plus de cinq ans, en soulignant que ce pays a écarté les nombreux efforts de la communauté internationale pour mettre un terme au conflit.

Le recours à de telles armes témoigne de « la nécessité urgente de mettre fin à cette lutte absurde, qui a coûté la vie à des milliers de personnes », ajoute le département d'État, en soulignant que les États-Unis « demeurent convaincus qu'il n'y a pas de solution militaire » à leur guerre et qu'ils « renouvellement des hostilités ».

Le journaliste Dieter Steinboer, envoyé spécial du magazine *Der Spiegel*, est pendant un bombardement irakien sur Fao. (A.F.P.)

PAYOT NOUVEAUTÉS

CHRISTOPHE DEJOURS
LE CORPS ENTRE BIOLOGIE ET PSYCHANALYSE
Préface de François Dognot
SCIENCE DE L'HOMME - 140 F

PIERRE GUIRAUD
STRUCTURES ETYMOLOGIQUES DU LEXIQUE FRANÇAIS
Préface d'Alain Rey
LANGAGES ET SOCIÉTÉS - 140 F

MAURICE SWADSH
LE LANGAGE ET LA VIE HUMAINE
Traduction de Christine de Heredia
LANGAGES ET SOCIÉTÉS - 140 F

THOMAS S. SZASZ
DOULEUR ET PLAISIR
Traduction de Claire Flecher et Monique Monin
BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE - 120 F

PSYCHANALYSE, ADOLESCENCE ET PSYCHOSE
Colloque international.
Ministère de la Recherche. Mai 1984
SCIENCE DE L'HOMME - 120 F

106, bd St Germain 75006 Paris

« LA RÉSISTANCE AUX SYSTÈMES D'INFORMATION », d'Anne-Marie Laulan

Comment s'approprier de nouveaux outils ?

« La guerre des robots n'a pas encore eu lieu, la guerre des hommes contre la société de l'information est désormais bien engagée. » L'auteur de ce propos n'est pas une nostalgique des sociétés rurales où le tambour municipal tenait lieu de Minitel ni une militante du retour à Gutenberg. Sociologue, professeur d'université, présidente de la Société française des sciences de l'information et de la communication, Anne-Marie Laulan observe depuis des années avec passion le feu d'artifice qui constitue la galaxie McLuhan.

Dans l'ouvrage qu'elle vient de consacrer aux rapports des individus et des groupes avec les nouveaux outils et systèmes d'information, l'auteur se défend de tout manichéisme et dénonce même le jeu réducteur à la mode du oui/non, positif/négatif, qui renforce l'emprise de l'information et de son système binaire sur nos manières de penser. Ce qu'elle met en lumière dans *La Résistance aux systèmes d'information*, c'est moins une opposition frontale à de nouvelles techniques « multiples, diverses, créatrices et toujours actives ». Ce qu'elle appelle la résistance, c'est ici la sous-utilisation d'un nouvel outil, l'à son détournement ou son piratage.

Les discours largement répandus dans le public sur le caractère inductible voire positif des progrès technologiques cachent en fait des angoisses et des peurs profondes. Ce n'est pas un hasard si les ouvrages de science-fiction mettent le plus souvent en scène, aujourd'hui encore, une société totalitaire à l'organisation sociale complètement bouclée et se terminant en

apocalypse. L'homme « branché » se sent devenir un homme-prothèse, véritable terminal de la machine. L'informaticien, les télécommunications, font éclater les notions traditionnelles de temps et d'espace, bousculent les rythmes biologiques et sociaux, obligent les individus pour communiquer à substituer aux langages naturels des procédures formalisées.

Mais, face à l'organisation pesante de ces systèmes, se multiplient des réseaux pervers, pirates, imprévus, aphoriques. Qui aurait pensé que le Minitel, destiné à l'origine à remplacer l'annuaire du téléphone et à permettre l'accès rapide du public à des informations-services de toute nature, deviendrait en quelques mois un formidable instrument pour la « drague », les liaisons particulières et l'échange de fantasmes ? Exemple parfait de détournement qui révèle le formidable décalage entre la démarche rationnelle des ingénieurs, des gestionnaires, et le « démarrage social », autrement dit les aspirations, les désirs, les besoins plus ou moins confus des individus et des groupes.

A travers de nombreuses études et enquêtes de terrain auxquelles elle a souvent participé, Anne-Marie Laulan montre que les rapports des usagers avec l'informaticien et les machines à communiquer n'ont que peu à voir avec la rationalité économique ; ils sont faits de ruses, de détournements, d'abandons, d'annonciateurs à ses yeux d'une lente « appropriation sociale des nouvelles technologies ».

JEAN-MARIE DUPONT.
★ Édition Retz, 174 pages, 96 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65972 F
Télécopieur : (1) 45-23-86-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principales sociétés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, M.M. André Fontaine, gérant, et Robert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wout.

Rédacteur en chef : Daniel Veroot.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 286 136 F

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F	
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F	
ÉTRANGER (par mandat)	L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 080 F	1 380 F
EL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F	

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande sur un mandat ou un mandat leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'obligation d'écriture aux seuls mandats en capital d'abonnement.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,60 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 9 350 L. ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 5 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 5 fr. ; Suisse, 1,80 F. ; USA, 1,25 \$; USA (New Conn.), 1,80 \$; Yougoslavie, 110 din.

étranger

PROCHE-ORIENT

L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS JORDANO-PALESTINIENNES

Le roi Hussein déplore que M. Arafat n'ait pas montré la « sincérité » et la « clarté » requises

Correspondance

Amman. — Un an après la conclusion de l'accord jordanien-palestinien d'Amman, la Jordanie et l'OLP se retrouvent de nouveau à la case départ. S'adressant notamment aux Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, le roi Hussein a en effet déclaré, mercredi 19 février, l'échec des pourparlers triangulaires entre le royaume hachémite, l'OLP et Washington en vue d'une relance du processus de paix au Proche-Orient. Plus nettement encore qu'en avril 1985, lors de la rupture des tractations jordanio-palestiniennes sur le plan de paix Reagan, le souverain a publiquement prononcé le divorce d'avec les dirigeants palestiniens.

Au terme d'un discours fleuve de trois heures et demie, le roi Hussein a annoncé que son gouvernement et lui-même « ne pouvaient pas poursuivre leur coordination politique avec la direction de l'OLP tant que la parole (de cette dernière) n'aurait pas valeur d'engagement « sincère et ferme ». Seules la « sincérité » et la « clarté », a-t-il ajouté, peuvent créer « la confiance indispensable à une coopération constructive ».

Le roi Hussein a certes tenu à souligner que les principes contenus dans l'accord d'Amman continueraient à régir les relations entre les peuples jordanien et palestinien « face à leur destin commun ». Il n'a pas moins clos le chapitre ouvert le 11 février 1985 par ces

Les efforts entrepris par la Jordanie et l'OLP depuis lors visent deux objectifs, a-t-il rappelé : la convocation d'une conférence de paix internationale sur le Proche-Orient et la participation de l'organisation palestinienne à cette conférence. C'est autour de ces deux points essentiels qu'il a également tourné toutes les discussions entre les Jordaniens et les Américains, soit à Amman, soit lors des visites du roi Hussein à Washington.

L'initiative jordanio-palestinienne s'est d'abord heurtée aux réticences américaines. L'assassinat de trois Israéliens à Larnaca en septembre 1985 par un commando palestinien puis le bombardement du QG de l'OLP à Tunis par l'aviation israélienne, le déclenchement du paquebot *Achille-Lauro* en octobre, l'ont pratiquement réduits à néant. A quoi s'est ajouté le rendez-vous manqué de Londres entre une délégation jordanio-palestinienne et le chef de la diplomatie britannique.

Les contacts se sont cependant poursuivis fin 1985 et début 1986.

La guerre du Golfe

LES ÉTATS-UNIS CONDAMNENT L'UTILISATION PAR L'IRAK D'ARMES CHIMIQUES

Tandis que les combats pour le contrôle de Fao continuent à faire rage et que Téhéran et Bagdad publient des communiqués de victoire contradictoires, les États-Unis ont « condamné » mercredi 19 février l'utilisation par l'Irak d'armes chimiques dans son conflit avec l'Iran et souligné qu'il s'agit d'une « violation grave du droit international ».

Dans une réponse écrite à une question, le département d'État a indiqué que des informations qui lui sont parvenues « suggèrent fortement » que l'Irak a utilisé des armes chimiques dans les récents combats entre les deux pays. L'utilisation de ces armes, poursuit le département d'État, « compromet les efforts entrepris depuis plusieurs décennies d'années pour les interdire ».

Le département d'État a, dans le même temps, rejeté sur l'Iran la responsabilité de la poursuite de cette guerre, qui dure depuis plus de cinq ans, en soulignant que ce pays a écarté les nombreux efforts de la communauté internationale pour mettre un terme au conflit.

Le recours à de telles armes témoigne de « la nécessité urgente de mettre fin à cette lutte absurde, qui a coûté la vie à des milliers de jeunes gens », ajoute le département d'État, « demeurant convaincus qu'il n'y a pas de solution militaire » à cette guerre et qu'ils « renouvellent leur appel pour qu'il soit mis fin rapidement aux hostilités ».

Le journaliste Dieter Steinbauer, envoyé spécial du magazine ouest-allemand *Der Spiegel*, est mort mercredi d'une crise cardiaque pendant un bombardement irakien sur Fao. — (AFP.)

Washington, a souligné le roi Hussein, a alors fini par accepter le principe d'une conférence internationale à laquelle participeraient les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. D'autre part, après deux entretiens décisifs entre le souverain jordanien et l'envoyé spécial américain, M. Richard Murphy, à Londres en janvier, les États-Unis ont également accepté que l'OLP y soit invitée, à condition toutefois qu'elle reconnaisse les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU et renonce au terrorisme.

Les Jordaniens estiment avoir arraché le maximum de ce qu'ils pouvaient obtenir des États-Unis. Mais le chef de l'OLP a refusé de reconnaître la résolution 242 si cela n'était pas assorti d'une reconnaissance par Washington du droit du peuple palestinien à l'autodétermination. « Nous avons rappelé aux dirigeants palestiniens que la question de l'autodétermination dans le contexte d'une confédération jordanio-palestinienne était l'affaire des Jordaniens et des Palestiniens », a indiqué le roi Hussein, et que « l'important était d'obtenir

d'abord le retrait [israélien des territoires occupés] ».

Le roi Hussein n'en a pas moins transmis les suggestions de l'OLP à Washington, qui a, pour sa part, présenté le 5 février une nouvelle proposition mentionnant « les droits légitimes du peuple palestinien ».

M. Yasser Arafat est cependant resté sur sa position, exprimée par trois textes. Aucun d'eux n'a eu l'aval de Washington, et M. Arafat a quitté Amman le 7 février sans qu'un accord soit intervenu.

EMMANUEL JARRY.

Satisfaction à Jérusalem

Jérusalem. — Ce n'est sans doute pas la « divine surprise » mais, à Jérusalem on ne peut que se féliciter de l'annonce par le roi Hussein de la « fin de la coordination politique » avec Yasser Arafat. Le drapeau du souverain hachémite est déjà considéré comme positif, car elle confirme ce que l'on a toujours dit en Israël, à savoir que l'OLP ne peut être considérée comme un partenaire dans les négociations. La question est de savoir si le roi Hussein a véritablement ouvert la porte vers une autre option, celle que les travaillistes israéliens ont toujours appelée de leurs vœux, c'est-à-dire « l'option jordanienne sans l'OLP ».

Au Likoud, on restera vraisemblablement sceptique. Toutefois, un des dirigeants travaillistes le ministre de la Défense, M. Itzhak Rabin, s'est empressé mercredi soir à la télévision d'inviter les habitants des territoires occupés de Cisjordanie à saisir la balle au bond et à s'associer au roi Hussein pour négocier avec Israël à la place de l'OLP. « C'est une nouvelle occasion qui se présente pour le processus diplomatique », a dit M. Rabin. Les habitants des territoires doivent se libérer de l'OLP et cesser de prendre leur destin entre leurs mains. — (Interim.)

LA FIN DU SOMMET DE VERSAILLES

« Rendez-vous à Québec en 1988 ! »

La francophonie est un sujet qui met en verve M. Mitterrand. Après la solennité empaillée de l'inauguration versailleuse et la familiarité du dîner élyséen de lundi, où l'on repart en chœur des chansons de Guy Béart, le président de la République a eu, lors de sa conférence de presse finale, à Paris, mercredi 19 février, trouver le ton juste, ni trop officiel ni trop « débonnaire » pour tirer les conclusions de Francophonie-1.

« Les utilisateurs du français sortent d'un trop long sommeil, la renaissance est là, la volonté politique aussi », a déclaré M. Mitterrand avec l'approbation d'une dizaine de chefs d'État ou de gouvernement constituant le bureau restreint de la conférence.

A la suite de l'arrivée du premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, appuyé par un chef de gouvernement fédéral canadien plus qu'enthousiaste, le deuxième sommet francophone se réunira en 1988 dans la ville de Québec. D'ici là une douzaine de pays veilleront à l'application des décisions de la rencontre de Paris et, sans doute, prépareront les deuxièmes assises générales.

L'Agence de coopération

Le comité de suivi, a-t-il été précisé, « agit en liaison » avec l'Agence de coopération culturelle et technique. L'impression n'en demeure pas moins que le sommet n'a pas vraiment donné une seconde chance à une organisation qui a certes été créée par un manque d'imagination, mais, constituée depuis 1970 le forum permanent de la francophonie.

Répondant à des questions, M. Mitterrand a affirmé qu'il ne savait pas si le sommet s'était penché sur le sort du Tchad, mais qu'il avait lui-même abordé ce sujet avec les délégués tchadiens : « Nous

La francophonie à la télévision. — Des modifications sont intervenues dans les programmes annoncés par le Monde du 20 février. Vendredi 21 février, TF1 présentera à 23 h 35 « La francophonie en chansons » (cinquante-huit minutes) et FR 3 « Vanuatu » à 22 h 50 (vingt minutes) et un « Spécial sommet » à 23 h 10 (dix minutes).

PRÉCISION. — M. Eugénie Charles, chef de la délégation de la Dominique au sommet, est également premier ministre de cette île des Caraïbes.

Voici le résumé du texte de l'accord signé le 11 février 1985 à Amman entre la Jordanie et l'OLP, portant relance du processus de négociation dont le roi Hussein vient de constater l'échec :

1) « La terre contre la paix », selon les résolutions des Nations unies, y compris les résolutions du Conseil de sécurité ;

2) Droit du peuple palestinien à l'autodétermination : les Palestiniens exerceront leur droit inaliénable à l'autodétermination quand Jordaniens et Palestiniens seront dans la possibilité de le faire dans le cadre d'une confédération arabe entre deux États, jordanien et palestinien ;

3) Solution du problème des réfugiés palestiniens, selon les résolutions de l'ONU ;

4) Solution de la question palestinienne « sous tous ses aspects » ;

5) Sur cette base, des négociations de paix seront menées dans le cadre d'une confédération arabe entre deux États, jordanien et palestinien ;

6) Les Palestiniens participeront à la conférence internationale sur le Proche-Orient, à l'initiative de la Ligue arabe, dans le cadre d'une délégation commune (délégation jordanio-palestinienne). — (AFP.)

LIBAN

La Résistance islamique annonce l'« exécution » d'un des deux soldats israéliens capturés dans le Sud

Un interlocuteur anonyme se réclamant de la Résistance islamique a annoncé mercredi 19 février, dans un appel téléphonique à une agence de presse étrangère à Beyrouth, l'« exécution » de l'un des deux militaires israéliens fait prisonniers lundi au Liban du Sud.

L'interlocuteur a précisé que la « Résistance islamique a exécuté la sentence de mort contre l'un des deux otages israéliens conformément aux termes de l'ultimatum précédemment fixé à l'armée israélienne ».

Sur le terrain, selon le porte-parole des « casques bleus », la situation s'est gravement dégradée mercredi. « La situation est devenue très tendue au Liban du Sud et nous mettons en garde toutes les parties contre les risques très sérieux d'un bain de sang dans la région », a dit le porte-parole de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL).

Trois Libanais ont été tués et deux autres blessés au cours d'un accrochage qui a éclaté à midi à Haris, village chiite situé au nord de la « zone de sécurité » israélienne, dans un secteur où sont déployés des « casques bleus » irlandais de la FINUL. La radio militaire israélienne a déclaré que ce sont les miliciens de l'Armée du Liban du Sud (ALS, milice créée et financée par Israël) qui ont abattu « trois terroristes armés » qui les attaquaient.

Le porte-parole de la FINUL a, d'autre part, fait état de l'interpellation par les forces israéliennes d'une quarantaine de personnes.

Les autorités militaires israéliennes se sont déclarées déterminées à poursuivre les opérations de recherche jusqu'à leur terme. Le rattachement sans précédent commencé lundi par Tshahal avec le concours de centaines de chars, d'avions et d'unités navales s'est encore amplifié mercredi matin, indiquant-on de source militaire israélienne.

D'autre part, l'Organisation des opprimés sur Terre, qui a revendiqué

qu'il, mercredi, à Beyrouth, l'exécution d'un quatrième otage juif libanais, M. Elie Hallack, a affirmé qu'elle ne rendra son corps que si les Israéliens mettent fin au rattachement du Liban du Sud, et contre la libération des prisonniers de Khyam, centre de détention dans la « zone de sécurité » israélienne au sud du pays. — (AFP.)

LE MOUVEMENT CHITE AMAL A LIBÉRÉ

LES TROIS FONCTIONNAIRES ESPAGNOLS ENLEVÉS

Trois fonctionnaires de l'ambassade d'Espagne au Liban, MM. Gaspar et José Abdo et Pedro Sanchez, ont été libérés mercredi 19 février à Beyrouth par le mouvement chite Amal, après trente-deux jours de détention.

On ignore les termes de l'accord qui ont permis la libération des trois hommes, enlevés le 17 janvier dernier sur la route de l'aéroport de Beyrouth. Les ravisseurs exigeaient la libération de deux chites libanais, Mohammed Rahal et Mostapha Khail, condamnés en Espagne à vingt-trois ans de prison pour avoir blessé à Madrid un diplomate libyen, en septembre 1984.

Lors de la libération, au domicile de M. Nabih Berri, le chef d'Amal s'est contenté de remercier « la famille Rahal » (qui détenait les otages), pour avoir compris la situation et accepté de libérer les trois hommes, en faisant confiance à la justice espagnole.

M. Rafael Vera, sous-secrétaire du ministère espagnol de l'Intérieur, a rappelé qu'« un recours était pendant devant la Cour suprême espagnole » (plus haute instance judiciaire civile) pour les deux prisonniers libanais. Il a affirmé que le gouvernement « n'interviendrait pas dans la course de la justice », conformément au principe de la séparation des pouvoirs.

Toutefois, à Madrid, M. Barriomora, ministre de l'Intérieur, qui s'exprimait au micro de la radio Cadena SER (première radio privée espagnole), a déclaré : « Cette libération a eu lieu, et (...) à partir de ce moment il existe de bonnes dispositions pour étudier une solution dans le cadre de la législation espagnole ».

Selon des indications de la presse espagnole, Madrid souhaiterait trouver une solution pour que les deux chites condamnés puissent purger leur peine au Liban. — (AFP.)

Voici le résumé du texte de l'accord signé le 11 février 1985 à Amman entre la Jordanie et l'OLP, portant relance du processus de négociation dont le roi Hussein vient de constater l'échec :

1) « La terre contre la paix », selon les résolutions des Nations unies, y compris les résolutions du Conseil de sécurité ;

2) Droit du peuple palestinien à l'autodétermination : les Palestiniens exerceront leur droit inaliénable à l'autodétermination quand Jordaniens et Palestiniens seront dans la possibilité de le faire dans le cadre d'une confédération arabe entre deux États, jordanien et palestinien ;

3) Solution du problème des réfugiés palestiniens, selon les résolutions de l'ONU ;

4) Solution de la question palestinienne « sous tous ses aspects » ;

5) Sur cette base, des négociations de paix seront menées dans le cadre d'une confédération arabe entre deux États, jordanien et palestinien ;

6) Les Palestiniens participeront à la conférence internationale sur le Proche-Orient, à l'initiative de la Ligue arabe, dans le cadre d'une délégation commune (délégation jordanio-palestinienne). — (AFP.)

FRANCOPHONIE

LA FIN DU SOMMET DE VERSAILLES

« Rendez-vous à Québec en 1988 ! »

La francophonie est un sujet qui met en verve M. Mitterrand. Après la solennité empaillée de l'inauguration versailleuse et la familiarité du dîner élyséen de lundi, où l'on repart en chœur des chansons de Guy Béart, le président de la République a eu, lors de sa conférence de presse finale, à Paris, mercredi 19 février, trouver le ton juste, ni trop officiel ni trop « débonnaire » pour tirer les conclusions de Francophonie-1.

« Les utilisateurs du français sortent d'un trop long sommeil, la renaissance est là, la volonté politique aussi », a déclaré M. Mitterrand avec l'approbation d'une dizaine de chefs d'État ou de gouvernement constituant le bureau restreint de la conférence.

A la suite de l'arrivée du premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, appuyé par un chef de gouvernement fédéral canadien plus qu'enthousiaste, le deuxième sommet francophone se réunira en 1988 dans la ville de Québec. D'ici là une douzaine de pays veilleront à l'application des décisions de la rencontre de Paris et, sans doute, prépareront les deuxièmes assises générales.

Le comité de suivi, a-t-il été précisé, « agit en liaison » avec l'Agence de coopération culturelle et technique. L'impression n'en demeure pas moins que le sommet n'a pas vraiment donné une seconde chance à une organisation qui a certes été créée par un manque d'imagination, mais, constituée depuis 1970 le forum permanent de la francophonie.

Répondant à des questions, M. Mitterrand a affirmé qu'il ne savait pas si le sommet s'était penché sur le sort du Tchad, mais qu'il avait lui-même abordé ce sujet avec les délégués tchadiens : « Nous

La francophonie à la télévision. — Des modifications sont intervenues dans les programmes annoncés par le Monde du 20 février. Vendredi 21 février, TF1 présentera à 23 h 35 « La francophonie en chansons » (cinquante-huit minutes) et FR 3 « Vanuatu » à 22 h 50 (vingt minutes) et un « Spécial sommet » à 23 h 10 (dix minutes).

PRÉCISION. — M. Eugénie Charles, chef de la délégation de la Dominique au sommet, est également premier ministre de cette île des Caraïbes.

Voici le résumé des principales « décisions pratiques » — vingt-huit au total — du sommet francophone, annoncées par M. Mitterrand mercredi 19 février. Un « comité de suivi » a été constitué pour surveiller l'application de ces mesures : il comprend la Communauté française (Bruxelles-Wallonie) de Belgique, le Burundi, le Canada, les Comores, la France, le Liban, le Maroc, le Québec, le Sénégal et le Zaïre.

Création d'une « agence internationale francophone d'images de télévision » (actuellement 96 % d'entre elles sont fournies par des agences anglo-saxonnes). Financement, 16 millions de francs par an, dont 5 millions de francs fournis par la France ;

la télévision par câble TV 5 (France, Belgique, Suisse romande, Canada et Québec) vers son champ de diffusion étendu à l'Amérique du Nord, la Méditerranée et l'Afrique (le Maroc peut déjà le capter). Mise française supplémentaire : 29 millions de francs ;

A partir de 1987, la France ouvrira à des « programmes francophones » l'un des quatre canaux disponibles sur le futur satellite de télévision directe TDF ;

Constitution d'un groupe de travail qui remettra en 1988 son rapport sur l'extension au monde francophone des banques de données linguistiques par vidéotexte ;

Etude de l'utilisation du vidéotexte par l'enseignement médical dans dix facultés francophones, à partir de l'expérience de l'hôpital parisien de la Salpêtrière ;

Tenu à Paris, tous les deux ans, en même temps que le Salon du livre, d'un « Salon du livre francophone » sur 400 mètres carrés. Coût : 3 millions de francs fournis par la France ;

Lancement, à la demande expresse du Vietnam, d'une collection populaire de cent titres d'auteurs de graphie française ;

Réalisation d'une « maquette de fonctionnement de la langue » pour le traitement automatique des textes. Coût : 20 millions de francs dont la moitié fournie par Paris. Création d'un prix international d'innovation linguistique (part de la France : 100 000 F) ;

Appui financier au « programme photovoltaïque » des pays du Sahel africain en faveur de la maîtrise des petites techniques énergétiques. Coût : 5 à 10 millions de francs par an ;

Institution d'un baccalauréat francophone international ;

Création de « centres de formation d'agronomes en milieu rural » (participation française : 8 millions de francs en quatre ans) et, sur demande tunisienne, de « centres de formation artisanale » (participation française : 15 millions de francs sur cinq ans) ;

Renforcement de la concertation entre délégations francophones au sein du système des Nations unies.

Un interlocuteur anonyme se réclamant de la Résistance islamique a annoncé mercredi 19 février, dans un appel téléphonique à une agence de presse étrangère à Beyrouth, l'« exécution » de l'un des deux militaires israéliens fait prisonniers lundi au Liban du Sud.

L'interlocuteur a précisé que la « Résistance islamique a exécuté la sentence de mort contre l'un des deux otages israéliens conformément aux termes de l'ultimatum précédemment fixé à l'armée israélienne ».

Sur le terrain, selon le porte-parole des « casques bleus », la situation s'est gravement dégradée mercredi. « La situation est devenue très tendue au Liban du Sud et nous mettons en garde toutes les parties contre les risques très sérieux d'un bain de sang dans la région », a dit le porte-parole de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL).

Trois Libanais ont été tués et deux autres blessés au cours d'un accrochage qui a éclaté à midi à Haris, village chiite situé au nord de la « zone de sécurité » israélienne, dans un secteur où sont déployés des « casques bleus » irlandais de la FINUL. La radio militaire israélienne a déclaré que ce sont les miliciens de l'Armée du Liban du Sud (ALS, milice créée et financée par Israël) qui ont abattu « trois terroristes armés » qui les attaquaient.

Le porte-parole de la FINUL a, d'autre part, fait état de l'interpellation par les forces israéliennes d'une quarantaine de personnes.

Les autorités militaires israéliennes se sont déclarées déterminées à poursuivre les opérations de recherche jusqu'à leur terme. Le rattachement sans précédent commencé lundi par Tshahal avec le concours de centaines de chars, d'avions et d'unités navales s'est encore amplifié mercredi matin, indiquant-on de source militaire israélienne.

D'autre part, l'Organisation des opprimés sur Terre, qui a revendiqué

qu'il, mercredi, à Beyrouth, l'exécution d'un quatrième otage juif libanais, M. Elie Hallack, a affirmé qu'elle ne rendra son corps que si les Israéliens mettent fin au rattachement du Liban du Sud, et contre la libération des prisonniers de Khyam, centre de détention dans la « zone de sécurité » israélienne au sud du pays. — (AFP.)

LE MOUVEMENT CHITE AMAL A LIBÉRÉ

LES TROIS FONCTIONNAIRES ESPAGNOLS ENLEVÉS

Trois fonctionnaires de l'ambassade d'Espagne au Liban, MM. Gaspar et José Abdo et Pedro Sanchez, ont été libérés mercredi 19 février à Beyrouth par le mouvement chite Amal, après trente-deux jours de détention.

On ignore les termes de l'accord qui ont permis la libération des trois hommes, enlevés le 17 janvier dernier sur la route de l'aéroport de Beyrouth. Les ravisseurs exigeaient la libération de deux chites libanais, Mohammed Rahal et Mostapha Khail, condamnés en Espagne à vingt-trois ans de prison pour avoir blessé à Madrid un diplomate libyen, en septembre 1984.

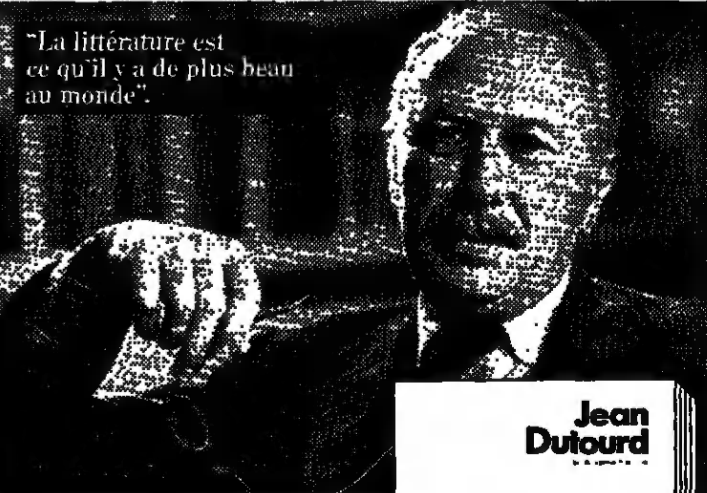
Lors de la libération, au domicile de M. Nabih Berri, le chef d'Amal s'est contenté de remercier « la famille Rahal » (qui détenait les otages), pour avoir compris la situation et accepté de libérer les trois hommes, en faisant confiance à la justice espagnole.

M. Rafael Vera, sous-secrétaire du ministère espagnol de l'Intérieur, a rappelé qu'« un recours était pendant devant la Cour suprême espagnole » (plus haute instance judiciaire civile) pour les deux prisonniers libanais. Il a affirmé que le gouvernement « n'interviendrait pas dans la course de la justice », conformément au principe de la séparation des pouvoirs.

Toutefois, à Madrid, M. Barriomora, ministre de l'Intérieur, qui s'exprimait au micro de la radio Cadena SER (première radio privée espagnole), a déclaré : « Cette libération a eu lieu, et (...) à partir de ce moment il existe de bonnes dispositions pour étudier une solution dans le cadre de la législation espagnole ».

Selon des indications de la presse espagnole, Madrid souhaiterait trouver une solution pour que les deux chites condamnés puissent purger leur peine au Liban. — (AFP.)

Contre les dégoûts de la vie.



Jean Dutourd

Contre les dégoûts de la vie

« La littérature est ce qu'il y a de plus beau au monde ».

« Une journée sans la perspective d'une lecture, écrit Dutourd, me paraît aussi redoutable que la traversée du désert sans point d'eau pour le bédouin ». Dutourd a beaucoup lu. Il a écrit sur ses lectures et cela fait un livre qui est un enchantement pour les amoureux de la littérature. 318 pages, 89 F.

Flammarion

on du service public

des chaînes privées, système de l'audiovisuel

YSSIER (*)

Le service public français ne peut pas se faire la fête. Il doit être qualitatif et au service de la nation. Il doit être professionnel et de ses citoyens. Il doit être libre et indépendant. Il doit être financé par l'État. Il doit être financé par les chaînes privées. Il doit être financé par les chaînes publiques. Il doit être financé par les chaînes de télévision. Il doit être financé par les chaînes de radio. Il doit être financé par les chaînes de presse. Il doit être financé par les chaînes de cinéma. Il doit être financé par les chaînes de sport. Il doit être financé par les chaînes de musique. Il doit être financé par les chaînes de culture. Il doit être financé par les chaînes de science. Il doit être financé par les chaînes de technologie. Il doit être financé par les chaînes de santé. Il doit être financé par les chaînes de justice. Il doit être financé par les chaînes de défense. Il doit être financé par les chaînes de diplomatie. Il doit être financé par les chaînes de commerce. Il doit être financé par les chaînes de finance. Il doit être financé par les chaînes de industrie. Il doit être financé par les chaînes de transport. Il doit être financé par les chaînes de communication. Il doit être financé par les chaînes de culture. Il doit être financé par les chaînes de science. Il doit être financé par les chaînes de technologie. Il doit être financé par les chaînes de santé. Il doit être financé par les chaînes de justice. Il doit être financé par les chaînes de défense. Il doit être financé par les chaînes de diplomatie. Il doit être financé par les chaînes de commerce. Il doit être financé par les chaînes de finance. Il doit être financé par les chaînes de industrie. Il doit être financé par les chaînes de transport. Il doit être financé par les chaînes de communication. Il doit être financé par les chaînes de culture. Il doit être financé par les chaînes de science. Il doit être financé par les chaînes de technologie. Il doit être financé par les chaînes de santé. Il doit être financé par les chaînes de justice. Il doit être financé par les chaînes de défense. Il doit être financé par les chaînes de diplomatie. Il doit être financé par les chaînes de commerce. Il doit être financé par les chaînes de finance. Il doit être financé par les chaînes de industrie. Il doit être financé par les chaînes de transport. Il doit être financé par les chaînes de communication. Il doit être financé par les chaînes de culture. Il doit être financé par les chaînes de science. Il doit être financé par les chaînes de technologie. Il doit être financé par les chaînes de santé. Il doit être financé par les chaînes de justice. Il doit être financé par les chaînes de défense. Il doit être financé par les chaînes de diplomatie. Il doit être financé par les chaînes de commerce. Il doit être financé par les chaînes de finance. Il doit être financé par les chaînes de industrie. Il doit être financé par les chaînes de transport. Il doit être financé par les chaînes de communication. Il doit être financé par les chaînes de culture. Il doit être financé par les chaînes de science. Il doit être financé par les chaînes de technologie. Il doit être financé par les chaînes de santé. Il doit être financé par les chaînes de justice. Il doit être financé par les chaînes de défense. Il doit être financé par les chaînes de diplomatie. Il doit être financé par les chaînes de commerce. Il doit être financé par les chaînes de finance. Il doit être financé par les chaînes de industrie. Il doit être financé par les chaînes de transport. Il doit être financé par les chaînes de communication. Il doit être financé par les chaînes de culture. Il doit être financé par les chaînes de science. Il doit être financé par les chaînes de technologie. Il doit être financé par les chaînes de santé. Il doit être financé par les chaînes de justice. Il doit être financé par les chaînes de défense. Il doit être financé par les chaînes de diplomatie. Il doit être financé par les chaînes de commerce. Il doit être financé par les chaînes de finance. Il doit être financé par les chaînes de industrie. Il doit être financé par les chaînes de transport. Il doit être financé par les chaînes de communication. Il doit être financé par les chaînes de culture. Il doit être financé par les chaînes de science. Il doit être financé par les chaînes de technologie. Il doit être financé par les chaînes de santé. Il doit être financé par les chaînes de justice. Il doit être financé par les chaînes de défense. Il doit être financé par les chaînes de diplomatie. Il doit être financé par les chaînes de commerce. Il doit être financé par les chaînes de finance. Il doit être financé par les chaînes de industrie. Il doit être financé par les chaînes de transport. Il doit être financé par les chaînes de communication. Il doit être financé par les chaînes de culture. Il doit être financé par les chaînes de science. Il doit être financé par les chaînes de technologie. Il doit être financé par les chaînes de santé. Il doit être financé par les chaînes de justice. Il doit être financé par les chaînes de défense. Il doit être financé par les chaînes de diplomatie. Il doit être financé par les chaînes de commerce. Il doit être financé par les chaînes de finance. Il doit être financé par les chaînes de industrie. Il doit être financé par les chaînes de transport. Il doit être financé par les chaînes de communication. Il doit être financé par les chaînes de culture. Il doit être financé par les chaînes de science. Il doit être financé par les chaînes de technologie. Il doit être financé par les chaînes de santé. Il doit être financé par les chaînes de justice. Il doit être financé par les chaînes de défense. Il doit être financé par les chaînes de diplomatie. Il doit être financé par les chaînes de commerce. Il doit être financé par les chaînes de finance. Il doit être financé par les chaînes de industrie. Il doit être financé par les chaînes de transport. Il doit être financé par les chaînes de communication. Il doit être financé par les chaînes de culture. Il doit être financé par les chaînes de science. Il doit être financé par les chaînes de technologie. Il doit être financé par les chaînes de santé. Il doit être financé par les chaînes de justice. Il doit être financé par les chaînes de défense. Il doit être financé par les chaînes de diplomatie. Il doit être financé par les chaînes de commerce. Il doit être financé par les chaînes de finance. Il doit être financé par les chaînes de industrie. Il doit être financé par les chaînes de transport. Il doit être financé par les chaînes de communication. Il doit être financé par les chaînes de culture. Il doit être financé par les chaînes de science. Il doit être financé par les chaînes de technologie. Il doit être financé par les chaînes de santé. Il doit être financé par les chaînes de justice. Il doit être financé par les chaînes de défense. Il doit être financé par les chaînes de diplomatie. Il doit être financé par les chaînes de commerce. Il doit être financé par les chaînes de finance. Il doit être financé par les chaînes de industrie. Il doit être financé par les chaînes de transport. Il doit être financé par les chaînes de communication. Il doit être financé par les chaînes de culture. Il doit être financé par les chaînes de science. Il doit être financé par les chaînes de technologie. Il doit être financé par les chaînes de santé. Il doit être financé par les chaînes de justice. Il doit être financé par les chaînes de défense. Il doit être financé par les chaînes de diplomatie. Il doit être financé par les

ASIE

Philippines

Le Sénat américain a condamné, à une écrasante majorité les conditions de la réélection de M. Marcos

Le Sénat américain a adopté, mercredi 19 février, par 85 voix contre 9, une résolution affirmant que l'élection présidentielle du 7 février dernier a été « marquée par une fraude si étendue qu'elle ne peut pas être considérée comme un reflet de la volonté du peuple des Philippines ». Le président du groupe démocrate, M. Robert Byrd, avait auparavant demandé au président Reagan de faire part personnellement au président Ferdinand Marcos des préoccupations des Etats-Unis au sujet des fraudes.

Quant au secrétaire d'Etat, M. Shultz, il avait demandé, de son côté, aux membres du

Congrès de ne pas commettre d'« action précipitée » avant le retour, la semaine prochaine, de l'ambassadeur du président Reagan, M. Philip Habib. Déclarant qu'il était déjà clair que l'élection avait été entachée de fraude et de violence, « surtout de la part du gouvernement au pouvoir », il avait poursuivi, lançant un avertissement au président Marcos : « Mettons la démocratie et la liberté au-dessus des bases ».

D'autre part, déposant mercredi devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, M. Casper Weinberger, secrétaire d'Etat à la défense, a ré-

clamé une poursuite de l'aide militaire américaine aux Philippines en dépit « de la fraude électorale à grande échelle et de violences perpétrées largement par le parti au pouvoir ».

Les ambassadeurs à Manille de deux Etats membres de la CEE (Espagne et Allemagne fédérale) ont été rappelés en consultation par leurs gouvernements respectifs. Dans un communiqué signé par ses douze membres, la CEE s'est inquiétée, en des termes très vifs, des conditions du déroulement du scrutin. La Thaïlande et Singapour en ont fait de même. Pékin s'est refusé à tout commentaire « sur une affaire intérieure philippine ».

« Que puis-je faire pour vous, monsieur l'ambassadeur ? »

De notre envoyé spécial

Manille. — M. Marcos régnait depuis dix ans sur un pays que l'opposition est en train de graduellement lui soustraire. Non seulement sur le plan intérieur, en appelant à la « désobéissance civile », mais aussi sur la scène internationale en se faisant progressivement reconnaître comme une solution de rechange non seulement crédible mais aussi légitime.

Le jeudi 20 février, les représentants des principaux pays européens (les ambassadeurs de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et des Pays-Bas, ainsi que les chargés d'affaires d'Allemagne fédérale et d'Espagne, dont les chefs de mission ont été rappelés pour consultation) ont été reçus par M. Aquino. Certains d'entre eux avaient expressément demandé une entrevue. Mais la candidate de l'opposition a préféré les recevoir tous sur un même terrain. Un peu plus tard, elle a eu des entretiens avec les représentants de la Finlande, de la Norvège et de la Suisse. L'ambassadeur du Japon a également été reçu : après quelques échanges, les Japonais, qui ont de solides liens avec le régime Marcos, avaient décidé d'envoyer leur chargé d'affaires, mais l'entourage de M. Aquino leur a fait savoir que ce serait l'ambassadeur ou personne.

Au cours d'un entretien de quarante-cinq minutes, M. Aquino a expliqué l'action de l'opposition, répondu aux questions, mais n'a adressé aucune demande à ses interlocuteurs, ce qui aurait contraint ceux-ci à répondre que leurs pays devaient rester dans le cadre de relations d'Etat à Etat. « Il s'agit d'une visite normale au chef de l'opposition légale, qui, de toute façon, même si l'on se base sur les résultats officiels des élections, a recueilli les voix de 47 % de la population », nous a dit l'un des diplomates présents à cette rencontre.

L'ambassadeur des Pays-Bas, parlant au nom de ses collègues européens, a déclaré, en réponse à une question, qu'ils attendaient des instructions de leurs gouvernements respectifs sur l'attitude à adopter lors de la cérémonie d'inauguration du nouveau mandat de M. Marcos. Selon des sources diplomatiques, il est possible que certains pays ne soient pas représentés par leur ambassadeur à cette cérémonie mais simplement par un chargé d'affaires.

Ces démarches diplomatiques des Européens et des Japonais contrastent avec l'attitude adoptée par l'URSS, la Chine et le Vietnam. Alors que M. Marcos n'a reçu, jusqu'à présent, que de rares messages de félicitations pour sa réélection, l'ambassadeur soviétique, qui a présenté mercredi ses lettres de créances, lui a exprimé ses félicitations au nom de son gouvernement : ces derniers jours, le Kremlin avait, pour sa part, critiqué pour leurs « ingérences » dans les affaires intérieures des Philippines. La photographie de l'ambassadeur d'Union soviétique serrait la main de M. Marcos fait ce jeudi la une de tous les journaux pro-gouvernementaux (1).

Afin de désamorcer toute velléité de M. Marcos de tenter d'exercer des pressions sur les Etats-Unis, en jouant des problèmes de sécurité, M. Shultz a déclaré, ce jeudi à Washington, que la question des bases américaines aux Philippines passait après celle du respect de la démocratie.

Incertitudes

Les distances à l'égard du régime que tendent à prendre les Européens et les Japonais, conjuguées aux pressions dont M. Reagan est l'objet de la part du Congrès, pourraient avoir des conséquences financières ne faisant qu'aggraver une situation économique déjà catastrophique. La monnaie philippine a commencé à chuter (de

19,50 pesos pour un dollar il y a dix jours, elle est passée au cours de 23 et même 30 pesos au marché noir). Quant aux banquiers, ils s'attendent à une restriction des crédits et des prêts consentis aux Philippines par leurs partenaires commerciaux et à une progressive hémorragie des capitaux si l'incertitude qui plane sur l'avenir du régime se poursuit.

La plupart des observateurs qui ont des entretiens avec M. Aquino ont l'impression qu'elle a pour l'instant les choses en main même si, dans les rangs de l'opposition, existent des divergences sur la stratégie à suivre, certains souhaitant une action plus radicale que le boycottage. M. Aquino ne manque, en tout cas, pas d'aplomb : « Que puis-je faire pour vous, monsieur l'ambassadeur ? », a-t-elle dit lundi à M. Habib, envoyé du président Reagan, en l'accueillant dans son bureau. Au cours d'un meeting, mercredi à Angeles, ville voisine de la base aérienne américaine de Clark, Cory Aquino a affirmé avoir dit à M. Habib : « Il est inutile de revenir me voir si c'est pour insister pour une coopération avec Marcos ».

M. Habib, qui a rencontré au début de la semaine M. Marcos, Aquino et le cardinal Sin, poursuit

ses entretiens. Il est vraisemblable qu'il sera repartir avant la cérémonie d'inauguration de M. Marcos. Mais les Américains ne paraissent pas, pour autant, avoir encore de politique définie à l'égard des Philippines. Même si la solution de compromis, qu'ils ont pu carresser au départ, paraît désormais écartée, ils semblent penser, comme la plupart des observateurs et, aussi, les membres de l'entourage de Cory Aquino, que l'on s'oriente vers une transition qui va prendre plusieurs mois. M. Habib aurait engagé l'opposition à ne pas radicaliser son action. Washington cherche, apparemment, à la fois à isoler M. Marcos (en encourageant des déficiences dans son parti, et même dans son gouvernement) et à lui conserver des portes de sortie : s'il est vrai, comme l'écrivent certains journaux américains, que le couple Marcos aurait contribué au financement de la campagne électorale de M. Reagan (7 millions de dollars en 1980 et 15 millions en 1984), la Maison Blanche a tout intérêt à ménager un homme qui est prêt à donner le « coup de pied de l'âne ».

PHILIPPE PONS.

(1) Le chef de l'Etat et du parti libéraliste, M. Aquino, a annoncé mercredi soir l'agence officielle CTK.

Inde

Un climat de violence s'installe dans plusieurs Etats

De notre correspondant

New-Delhi. — Les hindous se rebiffent. Six morts et une quarantaine de blessés, dont une dizaine dans un état sérieux, tel est le bilan du grave affrontement — le premier depuis des mois — entre hindous et sikhs, mercredi 19 février au Pendjab. Pour protester contre ce qu'ils appellent la « collusion du gouvernement pendjab » (dominé par les sikhs) avec les terroristes, plusieurs centaines d'hindous, supporters du Shiv Sena, avaient décidé d'organiser, mercredi à Batala (une localité située à une centaine de kilomètres au nord-est d'Amritsar), une manifestation de protestation. Comme on pouvait le redouter, ils se sont heurtés à un nombre presque équivalent d'activistes de la Fédération des étudiants sikhs (AISSF), et il a fallu l'intervention de la police pour séparer les deux camps.

Une vingtaine de magasins du centre commercial local ont été pillés et une douzaine incendiés. Apparemment, l'une des six victimes de la journée a été tuée par les forces de l'ordre, contraintes d'ouvrir le feu pour contenir la violence. Un peu plus tard, alors qu'un couvre-feu général de quarante-huit heures était imposé sur la ville, deux hindous étaient abattus par des extrémistes sikhs, tandis que des affrontements se poursuivaient sporadiquement. Dans une autre localité de la région, deux hindous, dont un sous-inspecteur de police, étaient à leur tour assassinés au pistolet-mitrailleur. Au total, quatre-vingt personnes ont été arrêtées et les forces para-militaires appelées à la rescousse ont pris position tout autour du district enflammé.

L'extrémisme hindou

Quasi inexistant l'an dernier, le Shiv Sena, qui est un peu aux hindous (légèrement minoritaires au Pendjab), ce que l'AISSF est aux sikhs, cesse d'accroître son influence. Il est certain que le nombre d'hindous prêts à passer à l'offensive contre les extrémistes sikhs a fortement augmenté ces derniers temps. Les affrontements de Batala pourraient accélérer le mouvement.

Confiné, ces derniers mois, à une lutte essentiellement frontalière inter-sikhs, le problème du Pendjab prend ainsi une nouvelle et explosive dimension. En outre, cette aggravation du climat dans un Etat « sensible », parce que frontalier avec le Pakistan, se produit au moment où les affrontements entre la majorité nationale hindoue et une autre minorité, les musulmans, se multiplient dangereusement. Le couvre-feu a été imposé, mercredi, pour une durée illimitée dans la vallée de Jammu, également contiguë au Pakistan, après que le Shiv Sena — encore lui — et une autre organisation extrémiste hindoue se soient violemment heurtés à la police de l'Etat. Celle-ci a reçu l'ordre de tirer à vue. Seul Etat de l'Union indienne où les musulmans soient majoritaires, le Jammu-et-Kashmir s'est enflammé ces derniers jours à la suite des affrontements hindou-musulmans dans l'Uttar-Pradesh, le Madhya-Pradesh et les vieux quartiers de Delhi (le Monde des 16 et 17 février).

Les autorités de l'Uttar-Pradesh, l'Etat le plus peuplé de l'Union indienne (cent quinze millions d'habitants), ont demandé mercredi au gouvernement fédéral de New-Delhi le renfort d'une vingtaine de compagnies para-militaires pour les aider à maintenir l'ordre. On craint surtout que la journée de vendredi, jour traditionnel de prières pour les musulmans, ne soit l'occasion, pour les mollahs les plus orthodoxes, d'inciter leurs coreligionnaires à la violence par des homélies passionnées.

PATRICE CLAUDE.



Moscou

Tous les jours départ 16 h 55. Arrivée Paris/Orly-Sud 20 h 10 via Vienne.

Choisissez la qualité ! En Première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau. Et le confort de ses DC9.

Austrian Airlines, Orly-Sud Réservations : (1) 42.66.34.66

AFRIQUE

Tchad

Vive controverse sur les circonstances du bombardement de l'aéroport de N'Djamena.

La situation était calme sur le plan militaire dans la matinée du jeudi 20 février, mais, selon le ministre tchadien de l'Information, « les Libyens poursuivent le renforcement de leurs positions dans le nord du pays ».

L'agence Tass dénonce « l'intervention française coordonnée avec les Etats-Unis ». A Washington on indique que des consultations ont lieu avec la France et le Tchad au sujet d'une aide militaire américaine à N'Djamena, mais on ne précise pas quelle pourrait être la nature de cette aide.

L'aéroport de N'Djamena a été rouvert au trafic civil mercredi. Une controverse s'est engagée sur les circonstances dans lesquelles sa piste avait pu être bombardée lundi.

De notre envoyé spécial

N'Djamena. — Au moment où le président tchadien, M. Hissène Habré, envoie des émissaires dans différentes capitales pour exposer la situation militaire au Tchad, une vive controverse se déroule à N'Djamena à propos des circonstances qui ont permis à un appareil Libyen Tupolev 22 de bombarder lundi, en toute impunité, la piste de l'aéroport de la capitale tchadienne. Les militaires français ainsi que le gouvernement tchadien s'efforcent — maladroitement — de minimiser l'importance de ce raid.

Le ministre tchadien de l'Information, M. Mahamat Soumaila, a implicitement démenti, mercredi 19 février, la thèse française selon laquelle le TU-22 était quasiment inutilisable dans la mesure où il a effectué son bombardement à haute altitude (3 000-5 000 mètres), en affirmant qu'en réalité l'appareil volait « à 200-300 mètres », et en confirmant que l'équipage a fait en sorte que la tour de contrôle a cru qu'il voulait se poser.

Il apparaît, d'autre part, selon des sources sûres, que le TU-22 aurait été repéré par des moyens de détection américains lors de son décollage de la base aérienne libyenne de Koufra. Cette indication rend encore plus préoccupantes les questions sur la mise en état d'alerte des forces françaises et tchadiennes de N'Djamena peu après le raid effectué par les avions de la chasse française sur Ouadi-Doum.

L'efficacité du dispositif aérien dissuasif mis en place par la France à N'Djamena a d'ailleurs été mise à l'épreuve mercredi. Vers 11 heures du matin, la tour de contrôle, désormais assistée des moyens radars militaires français, a repéré un avion volant à haute altitude alors que celui-ci se trouvait à seulement 30 nautiques (54 kilomètres) de N'Djamena, en provenance de « la direction » du Nigeria et volant à une vitesse de 300 nœuds (580 kilomètres/heure). Deux Mirage F-1 d'interception ont immédiatement décollé. Cet appareil, après avoir dépassé la verticale de N'Djamena, a brusquement augmenté sa vitesse à 400 nœuds (750 kilomètres/heure) — ce qui, selon des spécialistes, signifie qu'il ne pouvait pas s'agir d'un appareil civil, — et a pris un cap nord-est.

En tout état de cause, les deux Mirage n'ont pas eu la possibilité d'arriver « au contact » de cet avion avant que celui-ci ne survole N'Djamena. Il est peu probable qu'ils interrompent leur mission. La veille, la chasse française avait également dû décoller à la suite de la pénétration de

deux avions libyens au sud du seizième parallèle, qui ont cependant très vite rebroussé chemin.

Les militaires français sont extrêmement sensibles à cette question de l'efficacité des moyens aériens de l'opération Epervier. A la suite des articles des envoyés spéciaux de la presse internationale sur les interrogations que soulève le bombardement du TU-22, le ministre français de la défense a dépêché mercredi à N'Djamena un officier supérieur dont le rôle était manifestement de couper court à ces questions.

Alors que la situation militaire demeure calme sur l'ensemble du territoire tchadien, le gouvernement de N'Djamena insiste sur la nécessité de la permanence du dispositif français. Selon le ministre de l'Information, le dispositif de l'opération Epervier « devrait rester en place » tant que le danger persiste. « Le jour, a-t-il indiqué, où nous déciderons de reconquérir le Nord, il nous faudra l'appui aérien français ». Une opération, estime M. Soumaila, qui se limiterait à « consolider la partition » du pays « n'arrange personne ». Parlant du raid libyen après le pilonnage de Ouadi-Doum, le ministre tchadien a affirmé : « Cette réponse était prévisible ».

LAURENT ZECCHINI.

ELECTIONS

Bulletins de vote
Professions de foi
Journaux - Affiches
Bandes s/papier fluo
Auto-collants
24/72 h
Tél : 42.46.73.05

Impôts 1986
1% pour SOS
RACISME
Deductible de votre
revenu imposable
à verser : 19 rue Martel,
75010 Paris.

A TRAVERS LE MONDE

SRI-LANKA

Embassade meurtrière

Colombo. — Des séparatistes tamouls ont lancé mercredi 19 février une attaque particulièrement meurtrière contre un convoi escorté par l'armée, faisant quarante morts, dont trente-cinq civils, et trente blessés, tous Cinghalais, a annoncé le ministère de la défense. Le convoi, qui transportait des civils, venait de quitter le village de Dehiwatt, à majorité cinghalaise, dans le district de Trincomalee, lorsqu'il est tombé dans une embuscade tamoule, a-t-il précisé.

Il a ajouté que le mouvement séparatiste tamoul EELAM avait projeté de faire exploser des voitures piégées dans quatre endroits très fréquentés de Colombo et que ce complot avait été déjoué grâce à l'arrestation, mardi, de deux séparatistes. Les deux hommes avaient déjà été arrêtés l'an dernier à leur retour d'Inde, où ils avaient reçu un entraînement à la guérilla, mais ils avaient été relâchés le mois dernier, faute de preuve, a-t-il indiqué. — (Reuters.)

Journaliste libérée. — Enlevée fin janvier dans le nord-est du Sri-Lanka par des séparatistes tamouls (le Monde du 25 janvier), M^{me} Penelope Willis, journaliste britannique, a été libérée mardi 18 février. Elle a affirmé que ses ravisseurs, militants de l'EELAM, lui avaient déclaré se battre pour la constitution d'un Etat marxiste. — (AFP.)

ROUMANIE

Le poète dissident Geza Szoezs est invité à s'expatrier

La police politique roumaine (Securitate) a récemment « conseillé » au poète Geza Szoezs de quitter rapidement la Roumanie où sa sécurité « ne pouvait plus être garantie ».

Geza Szoezs, trente-trois ans, résident à Cluj en Transylvanie, écrivait dans la revue samizdat *Ellenpontok* jusqu'en 1983, date à laquelle cette revue a cessé de paraître. Dans une lettre ouverte adressée l'été dernier à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, il s'était plaint de la « politique d'assimilation forcée de Bucarest à l'égard de la minorité hongroise (à laquelle il appartient) et des persécutions infligées à cette dernière ». Le poète aurait l'intention de demander un visa pour la RFA.

D'autre part, on a appris le mercredi 19 février, le mort du poète roumain dissident Rolf Bossert, trente-trois ans, qui s'est suicidé à Francfort. Rolf Bossert, de souche allemande, était arrivé en RFA le 27 décembre dernier après avoir attendu pendant plus d'un an une autorisation d'émigration. Il avait perdu son travail dans une maison d'édition de Bucarest et ses livres avaient été interdits à la vente après qu'il eut déposé sa demande d'émigration.



* En Chine un arbre introduit

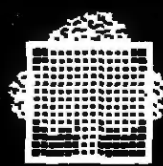
1985 : BULL signe e
grands constructeurs m
équipement pour le m
Agriculture. Ce ne son
10 universités, collèg
recherche qui sero
les systèmes BULL
BULL DPS 6. Belle vict
Depuis 12 ans, BULL
et implanté dans des se
nés que la banque, l'
Administration, et a cho
la coopération techn
Dès 1980, un accord
avec une société cantonn
fabrication sous licence
BULL Solar Livrée dès
1983, l'usine produit déjà
des par an. Derrière cette
Bureau permanent de Pél
BULL en Chine lancen
technique et humain du
coopération avec les part

Jay Tuck

La guerre des ordinateurs

Afin de combler leur retard technique les Soviétiques ont réussi à se procurer clandestinement les secrets les plus sophistiqués de l'électronique occidentale. La plaque tournante de ce « trafic du siècle » est l'Allemagne Fédérale. L'importance de ces opérations, qui permettent à l'U.R.S.S. de réaliser d'énormes économies de recherches, est telle que Washington et l'Otan s'en sont alarmés. Un document tout à fait exceptionnel qui éclaire pour la première fois l'une des affaires les plus secrètes de notre siècle.

PLON



DIPLOMATIE

UNE JOURNÉE DE PROTESTATION AU QUAI D'ORSAY

La « carrière » en proie au malaise

La journée du jeudi 20 février a été marquée par divers mouvements de protestation au ministère des relations extérieures, à l'appel des organisations professionnelles. Ces manifestations sont le résultat d'un malaise grandissant au Quai d'Orsay devant la recrudescence des nominations « politiques ».

« Le lundi 11 mai 1981, en se promenant dans les couloirs du Quai d'Orsay, on pouvait entendre derrière les portes des bureaux se retourner précipitamment bien des vestes d'excellente coupe. Cette fois-ci, on se laissait moins surprendre. Il y a, dès maintenant, des bruissements d'étoffe qui ne trompent pas... Aujourd'hui, ceux qui ne cherchent pas fébrilement à se recaser dans un poste sympathique avant le 16 mars font des fiches pour le RPR... »

Propos sans doute excessifs, et qui tendraient à faire penser qu'au « département », le goût de la formule est en train de l'emporter sur celui de la nuance. Mais propos si souvent entendus, à quelques variantes près, qu'ils doivent bien traduire, dans leur exagération même, le profond malaise qui est aujourd'hui celui de nombre de diplomates français. Quitte à ce que certains d'entre eux en soient : « La malaise du Quai », se souvient un ambassadeur à la retraite, c'était déjà un sujet de conversation sous Briand... »

Ces États d'âme ont aussi, de toute façon, bien d'autres causes que la politisation de la fonction diplomatique. Ne serait-ce que parce qu'on n'y avait pas attendu l'arrivée au pouvoir des socialistes pour assister à des nominations « politiques ». Mais la chose a pris, ces dernières années, une tournure telle que cette politisation est bel et bien devenue un des éléments majeurs du malaise. Il y a, à l'origine, une longue méfiance réciproque entre le PS et le milieu diplomatique, où l'on comptait peu de militants ou de sympathisants socialistes avant 1981. Ceux qui n'étaient encore que les chefs de l'opposition pouvaient craindre que le département fût perçu, comme devait ensuite le dire

crûment un diplomate socialiste à la compétence d'ailleurs reconnue, M. Bernard Garcia, de « petits marquis à part », peu enclins à faire, le jour venu, la diplomatie d'un gouvernement et d'un président de gauche.

De leur côté, bon nombre de hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères avaient quelque peine à imaginer, surtout en prenant en compte l'union des communistes, que M. Mitterrand serait un chef d'État aussi fidèle à la plupart des grandes orientations de la France post-gaullienne. Arrivés au pouvoir, les socialistes ont eu la bonne surprise de constater chez les diplomates un loyalisme sans faille; mais ils avaient, surtout après plus de vingt ans d'éloignement des palais nationaux, quelques amis à caser, quelques autres à promouvoir à l'intérieur de la maison, et quelques [rares] comptes à régler.

Ces nominations d'ambassadeurs ou de directeurs de l'administration centrale ont été, en réalité, accueillies avec une certaine résignation au début du règne; on s'y attendait, et elles ne dépassaient pas, quantitativement, la norme établie par l'usage. Certaines d'entre elles ont même été saluées comme des initiatives heureuses, au moins après coup : M. Vernier-Palliez à Washington est le cas le plus souvent cité, mais aussi - pourtant beaucoup plus « politiques » - M. Gilles Martinet à Rome ou M. Pierre Guindon à Madrid. La nomination de M. Francis Guttman comme secrétaire général du Quai, où il avait été simple chargé de mission dans les années 50, n'a finalement pas soulevé de réel problème, même si son élévation à la dignité d'ambassadeur de France, lorsqu'il a à son tour été affecté à Madrid, a, elle, choqué certains.

Ce qui a en revanche exaspéré une bonne partie du département, c'est la multiplication de telles promotions lorsque les mérites des bénéficiaires ne semblaient pas appeler une telle nomination. L'envoi d'un ami personnel du président de la République, M. Vinson, aux Seychelles, poste plus connu pour la qualité de ses plages que pour la fébrilité de son activité

Ouvrir le « Quai » à des non-diplomates ? Certes, mais à condition que les « vrais pros » n'en pâtissent pas trop...

diplomatique, confinait à cet égard à la caricature. Pour d'autres, sans vouloir mettre en cause les qualités personnelles du nouvel ambassadeur ainsi promu, on voyait assez mal, au Quai, pourquoi il avait été jugé indispensable de faire appel à lui plutôt qu'à un diplomate professionnel. Ainsi de l'écrivain François-Régis Bastide, affecté à Copenhague puis à Vienne, ou de l'homme d'affaires Claude de Kémoularia, nommé à La Haye (il est aujourd'hui représentant permanent aux Nations unies, où il a travaillé jadis comme fonctionnaire international). Etre un ami de l'Elysée n'a jamais, sous aucun septennat, entravé une carrière, mais il n'était pas encore devenu si fréquent que cela fût lieu de passeport diplomatique.

La loi des six mois

Cette irritation a été accrue par plusieurs autres promotions récentes, dont celle de M. Thierry de Beaucourt comme directeur des relations culturelles, scientifiques et techniques, mais il a été, il est vrai, attaché culturel à Tokyo dans les années 70. Cette direction semble d'ailleurs vouée à la contestation, puisque la nomination de M^{me} Catherine Clément, comme sous-directrice de l'action artistique, s'était heurtée en 1982 à une vive opposition, et devait finalement être annulée par le Conseil d'État en décembre 1984. Quant à celle de M. Jacques Hayghe des Etages, député socialiste de la Nièvre, comme représentant permanent auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg, après qu'il eût accepté de ne figurer qu'en position pratiquement indigible sur la liste du PS dans ce département, elle a provoqué les plus vives protestations des quatre associations de personnel du Quai d'Orsay.

« Le drame de tout cela, estime un contestataire, ce n'est pas tant

que l'on ait placé des amis politiques, encore que le pouvoir l'ait fait, cette fois-ci, sans aucune retenue. C'est que, précisément au moment où l'évolution du monde et des techniques administratives conduisent bon nombre d'agents à s'interroger sur le sens de leur mission, on a affiché un total mépris pour le professionnalisme des diplomates. On ne saurait plus clairement signifier à ce milieu professionnel que ce qu'il fait peut être aussi fait par des gens qui n'ont aucune idée, même approximative, de ce que sont les relations internationales. »

L'incertitude a été encore renforcée par la « loi des six mois », qui prévoit que les personnalités nommées ambassadeurs sans appartenir au ministère pourront y être titularisées comme ministres plénipotentiaires si elles ont exercé au moins six mois. Et donc, même « mises au placard », après un changement de majorité, continuer de percevoir un traitement dans une maison où la stagnation budgétaire est de règle et où la pyramide des âges freine ou bloque la promotion interne.

« Six mois de stage, et hop ! vous faites un ambassadeur digne d'être titularisé. Il va falloir dire ça à nos bons jeunes gens qui croient encore utile de faire l'ENA et de fournir deux à trois décennies de bons et loyaux services avant de recevoir une ambassade », ironise le responsable d'une association de personnel. Cette loi a soulevé des protestations jusque dans les rangs de l'association « pour un ministère des relations extérieures moderne et démocratique », pourtant proche de la gauche, et dont les représentants avaient écrit aux parlementaires le 5 décembre dernier pour leur demander - en vain - de repousser le projet.

« Voyez avec Claude... »

Pourtant, tout le monde ou presque l'assure au Quai d'Orsay : il n'est pas mauvais en soi que la « carrière » s'ouvre à d'autres compétences que celles des diplomates professionnels. Encore faut-il qu'un certain nombre de règles du jeu soient respectées, et que les « vrais pros » des relations internationales n'en pâtissent pas trop dans leur mission ou dans leur cursus personnel.

AMÉRIQUES

Le Pérou renégocie avec la France son contrat d'achat d'avions Mirage

Le ministre des relations extérieures du Pérou, M. Allan Wagner Tizon, a rencontré, mardi 18 février, à Paris son homologue français M. Roland Dumas, pour étudier la réduction des achats d'avions Mirage commandés par le précédent gouvernement péruvien de M. Belaunde Terry. Ce contrat qui prévoyait l'achat de vingt-six appareils pour une somme de 700 millions de dollars avait été dénoncé par le nouveau président Alan Garcia, qui estimait lors de son investiture en juillet 1985, que ces dépenses étaient excessives et absurdes, au moment où le Pérou est hors d'état d'honorer sa dette extérieure de 14 milliards de dollars.

Les autorités de Lima ont engagé des négociations positives avec les voisins du Pérou pour une réduction parallèle des armements et proposent aujourd'hui par la voix du ministre des relations extérieures une renégociation du contrat qui ne porterait plus que sur l'achat de quatre Mirage au lieu des vingt-six prévus. Le gouvernement de M. Garcia se dit aussi prêt à négocier avec Paris un arrangement dans le cadre de la dette péruvienne à l'égard de la France. M. Allan Wagner est porteur d'un plan global de règlement et de négociation dont les grandes lignes auraient été acceptées par la firme Dassault. Le Pérou, qui a déjà déboursé 140 millions pour l'acquisition des Mirages, voudrait éviter d'avoir à payer 250 millions de dollars de dommages et intérêts pour l'annulation du contrat.

De source péruvienne, on indique que M. Roland Dumas a donné son assurance que le dossier serait étudié immédiatement. M. Wagner a décidé en conséquence de prolonger son séjour parisien jusqu'à vendredi. Le président péruvien devrait effectuer pour sa part une visite en France à la fin du mois d'avril ou au début du mois de mai.

Certains ambassadeurs d'occasion, parmi ceux qui doivent leur titre à la faveur du prince, ont des comportements parfois assez déconcertants au regard des usages de la maison. Tel celui qui, parti sans crier gare de la capitale où il était en poste, rappelle de très loin son « numéro deux », sans égard pour le décalage horaire, c'est-à-dire en pleine nuit, pour lui annoncer qu'il était à dix mille kilomètres de là, en raison de convenances personnelles. « Mais, monsieur l'ambassadeur, votre rendez-vous au Palais ? - Débrouillez-vous, c'est vous le diplomate, après tout... - Et tel dossier urgent sur lequel nous devions donner une réponse demain matin ? - Je ne sais pas, moi, voyez avec Claude ! - Claude, monsieur l'ambassadeur ? - Mais oui, mon vieux, Cheysson, le ministre, quel ! »

« Le pouvoir de nomination, explique cruellement un de ces énarques du Quai qui n'ont jamais caché leur agacement à l'égard des nouveaux titulaires du pouvoir, c'est ce qui reste quand on a abandonné tout le reste : la doctrine, les ambitions et les illusions des premiers temps, la morale, ou au moins le discours moralisateur, les partenaires communistes et jusqu'à son identité. On garde encore une existence putative on peut au moins faire ou défaire une carrière : je nomme, donc je suis. »

Peut-on ranger parmi les carrières « défilées » par le régime socialiste celle de M. Luc de la Barre de Nanteuil, dont le rappel précipité à Paris, interrompu, après à peine un an, la deuxième ambassade auprès des Communautés européennes à Bruxelles ? L'affaire a provoqué de l'émotion au Quai mais certains estiment toutefois que la sanction qui frappe, à quelques mois d'une vraisemblable alternance politique, ce grand ambassadeur notoirement d'opposition, est extrêmement valorisante pour lui. Et que le plus mérité n'est pas qu'on l'ait rappelé, mais bien qu'on l'ait maintenu, après l'avoir renommé à Bruxelles.

Politique aussi, mais à un niveau plus élevé, est le problème posé par la présence à la tête des relations extérieures d'un ministre certes brillant et qui sait être charmant - c'est M^{me} Thatcher elle-même qui l'a dit - mais qui est souvent invisible. Encore ne serait-ce pas vraiment dramatique - un nouveau secrétaire général « maison », M. André Ross, assurant avec une compétence et une gentillesse manifestement reconnues la supervision quotidienne des services - s'il n'y avait, au sommet, cette manie des « coups » secrets qui avait déjà commencé de se manifester durant le précédent septennat.

Trois personnes

De Gaulle pouvait céder à l'impulsion (ou l'inspiration) d'un instant, comme pour le fameux « Vive le Québec libre ! », qui caillota à froid, en juillet 1967, le personnel diplomatique; mais, se souvenant avec nostalgie un témoin de l'époque, « la politique étrangère de la France, c'était le général de Gaulle, c'était Couve de Murville et c'étaient tout de même, disons, trois cents personnes. Aujourd'hui, ce sont trois personnes : le président, Roland Dumas et tel ou tel homme de l'Elysée, en fonction du coup que l'on est en train de monter et qui, pour le moins, ne réussit pas toujours. »

Cette situation, dont on pourrait disputer longtemps pour savoir si elle était inscrite en germe dans les institutions et la pratique politique de la V^e République, peut être source d'innombrables conflits en cas de cohabitation. Et, fort légitimement, le ministère des relations extérieures s'attend à être un des enjeux majeurs de la rivalité président-gouvernement après mars 1986, alors même qu'il n'existe guère de grandes oppositions, aujourd'hui, entre la droite et les socialistes en matière de politique étrangère. Des conflits qui risquent de porter sur les personnes et sur les méthodes de travail, davantage que sur les grandes options diplomatiques.

BERNARD BRIGOULEUX.

LE SOMMET A

Dublin va

la convention europ

De notre correspondant

Londres. - Selon un prudent et dosé dosage relevant d'une tactique très concertée, les gouvernements de Londres et de Dublin font pour un ou plusieurs pas en arrière pour tenter de faire accepter l'idée qu'ils ont conclu voici trois ans à propos de l'Irlande du Nord.

Cette fois, face aux protestations des nationalistes, qui rejettent catégoriquement tout accord, c'était au premier ministre de la République, M. Garrett FitzGerald, de manifester sa détermination. Lors d'une réunion au sommet à Londres, le 14 février, il a annoncé que son pays s'efforçait de signer la convention de paix depuis dix ans et retardait en raison, notamment, de l'opposition de certains milieux républicains hostiles à l'idée de céder à une requête britannique en vue d'une disposition destinée à combattre l'IRA.

Le geste est, en réalité, assez symbolique, car depuis deux ans déjà le gouvernement de Dublin a accepté l'adhésion au Royaume-Uni des milices délinquantes du Sud. D'autre part, l'engagement n'est pas nou-

Répor

fait par l

Jusqu'à p... prises pour... cation avale... ment bris... avait délé... organisat... de l'un de... mière « c... irlandais... y install... est, malgr... fait violen... Son attitud... renforcer... listes modér...

Nederlandse

U kunt nu voor het eerst vanuit het buitenland... nemen aan de verkiezingen voor de Tweede Staten-Generaal op 21 mei 1986.

Uiteraard wilt U graag gebruik maken van... en Uw stem niet verloren laten gaan.

U kunt zich als kiesgerechtigde laten regis... 24 maart a.s. dat wil zeggen dat Uw form... danum door de Rijksinspectie in Den Haag... ontvangen.

En kiesregistratieformulier kunt U aanvra... Ambassade des Pays-Bas... 7, rue Eole (75007 Paris)... Tél. 43-06-61-88.

Avis aux Néerlandais

France Processus concerne les Néerlandais qui pe... voter ce 21 février pour les élections de la 2... avant du 21 mai 1986.

L'EVENEMENT

18 000 PROPRIETAIRES

Qui a dit... que la campagne éle... était triste?

CETTE SEMAINE UN NU... SPECIAL SURPRENA

LA POLITIQUE

COM

ON NE VO

L'A JAM

RAGON

(Publicité)

ANATOLY CHTCHARANSKY, en émigrant en Israël, vous avez pris la place de trois Palestiniens expulsés de leur terre natale, terre de leurs ancêtres, pour avoir tenté d'user de leur droit d'expression et de résistance à l'occupation. AMZI CHOUEIBI, médecin; HASSAN ABDELJAOUAD, journaliste; ALI ABOU HILAL, syndicaliste. Y avez-vous pensé ?

Expulsés le 31 janvier 1986, sur ordre des autorités israéliennes.

AVANT LEUR DIASPORA

UNE HISTOIRE DES PALESTINIENS PAR LA PHOTOGRAPHIE 1876-1948

Introduction et commentaires de WALID KHALIDI



Un volume 23 x 30 cm de 252 pages, avec 474 photographies en noir et blanc et 6 cartes en couleur, 250 F

AUX ÉDITIONS DE LA REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES

En vente dans toutes les bonnes librairies et par correspondance à la librairie

Autrement dit 73, boul. Saint-Michel, 75006 Paris

Nom

Adresse

Commande 1 exemplaire du livre Avant leur diaspora.

Ci-joint par chèque la somme de 250 F augmentée de 27 F pour les frais d'expédition (paquet poste recommandé, soit 277 F. (tous consulter pour envoi par avion).

date

signature

EUROPE

LE SOMMET ANGLO-IRLANDAIS

Dublin va enfin signer la convention européenne sur le terrorisme

De notre correspondant

Londres. — Selon un prudent et savant dosage relevant d'une tactique très concertée, les gouvernements de Londres et de Dublin font tout pour tenter de faire accepter l'accord qu'ils ont conclu voici trois mois à propos de l'Irlande du Nord.

Trois personnes

De Dublin, on peut dire que l'accord est un succès. Mais il faut se rappeler que c'est un accord qui a été signé par trois personnes : le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Justice et le ministre de l'Environnement. C'est un accord qui a été signé par trois personnes : le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Justice et le ministre de l'Environnement. C'est un accord qui a été signé par trois personnes : le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Justice et le ministre de l'Environnement.

Les ministres de l'Intérieur, de la Justice et de l'Environnement ont signé l'accord. C'est un accord qui a été signé par trois personnes : le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Justice et le ministre de l'Environnement. C'est un accord qui a été signé par trois personnes : le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Justice et le ministre de l'Environnement.

AVANT LEUR DIASPORA
TOIRE DES PALESTINIENS
R LA PHOTOGRAPHIE
1876-1948

WALID KHALIL



WALID KHALIL

DITIONS DE LA REVUE
DES PALESTINIENNES

Autrement dit

plaisir du livre. Avant leur diaspora.

pour la somme de 20 F. Les commandes de 20 F.

éditions de la revue des Palestiniennes.

pour la somme de 20 F. Les commandes de 20 F.

éditions de la revue des Palestiniennes.

pour la somme de 20 F. Les commandes de 20 F.

éditions de la revue des Palestiniennes.

pour la somme de 20 F. Les commandes de 20 F.

éditions de la revue des Palestiniennes.

pour la somme de 20 F. Les commandes de 20 F.

éditions de la revue des Palestiniennes.

pour la somme de 20 F. Les commandes de 20 F.

veau puisqu'il était inscrit dans l'accord du 15 novembre. Néanmoins, M. FitzGerald a laissé entendre que, après plusieurs rencontres entre les chefs des polices du Sud et du Nord — ce qui est très nouveau, — les opérations de recherche des commandos de l'IRA vont être développées et mieux coordonnées. Déjà, à la fin de janvier, en République, la police avait paru vouloir montrer sa bonne volonté en découvrant deux importantes caches d'armes.

Répondre au geste fait par les Britanniques

Jusqu'à présent, les initiatives prises pour mettre l'accord en application avaient été le fait du gouvernement britannique. C'est lui qui avait défilé les partis unionistes en organisant, dans un faubourg de Belfast, l'un de leurs bastions, la première « conférence » anglo-irlandaise prévue par l'accord et en y installant un secrétariat permanent, malgré des protestations parfois violentes.

Son attitude avait pour but de renforcer la position des nationalistes modérés du Parti social-

démocrate et travailliste (SDLP), qui défendent l'accord et doivent faire face à la concurrence du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA. L'opération a été assez fructueuse puisque, en janvier, lors des élections législatives partielles provoquées par la démission en bloc de quinze députés unionistes, le SDLP a gagné un nouveau siège (détenu auparavant par un unioniste) et a nettement réduit les suffrages du Sinn Féin (le Monde date 26-27 janvier). Selon un scénario convenu, c'était maintenant au tour de Dublin de répondre au geste fait par les Britanniques. Les déclarations de M. FitzGerald sont d'autant plus opportunes que M^{me} Thatcher doit rencontrer la semaine prochaine les principaux dirigeants des partis unionistes. Ceux-ci vont de nouveau réclamer l'annulation pure et simple de l'accord et faire savoir au premier ministre qu'ils sont désormais prêts à mettre à exécution leur menace d'une campagne de « désobéissance civile ». Dès à présent, ils appellent la population d'Irlande du Nord au boycottage des impôts locaux, que d'ailleurs les conseils municipaux qu'ils contrôlent refusent de fixer. M^{me} Thatcher n'est cependant pas du tout disposée à faire marche arrière. Son gouvernement a indiqué qu'il n'hésiterait pas, conformément à la loi, à nommer des administrateurs à la tête des municipalités rebelles.

FRANCIS CORNU.

Nederlanders!

U kunt nu voor het eerst vanuit het buitenland deelnemen aan de verkiezingen voor de Tweede Kamer der Staten-Generaal op 21 mei 1986.

Uiteraard wilt U graag gebruik maken van Uw stemrecht en Uw stem niet verloren laten gaan.

U kunt zich als kiesgerechtigde laten registreren voor 24 maart a.s., dat wil zeggen dat Uw formulier op die datum door de Rijksinspectie in Den Haag moet zijn ontvangen.

Een kiesregistratieformulier kunt U aanvragen bij:
Ambassade des Pays-Bas
7, rue Eblé (75007 Paris)
Tél. 43-06-81-88.

Avis aux Néerlandais

L'annonce ci-dessus concerne les Néerlandais qui peuvent pour la première fois voter de l'étranger pour les élections de la 2^e Chambre des Etats généraux du 21 mai 1986.

L'EVENEMENT

18 000 PROPRIETAIRES

Qui a dit
que la campagne électorale
était triste?

CETTE SEMAINE UN NUMERO
SPECIAL SURPRENANT

**LA POLITIQUE
COMME
ON NE VOUS
L'A JAMAIS
RACONTEE**

SERGE JULY
Les années Mitterrand
Histoire baroque d'une normalisation
grasset

"Je trouve votre livre superbe."
Bernard Chou / *Le Monde*

"Humour dévastateur, indépendance d'esprit, bien sûr, et de solides informations."
Alain Duhamel / *Le Quotidien de Paris*

"Ne vous laissez pas manipuler!"
Louis Perle / *Figaro Magazine*

"Un Président qui n'est jamais là où on l'attend et où l'auteur finit par le traquer."
Jean Daniel / *Le Nouvel Observateur*

Espagne

M. Felipe Gonzalez descend dans l'arène pour la bataille du référendum sur l'OTAN

De notre correspondant

Madrid. — La campagne pour le référendum du 12 mars sur l'OTAN, qui ne commencera légalement que le 25 février, bat déjà son plein au Parlement, dans la presse, et dans la rue. Les quotidiens y consacrent chaque jour l'essentiel de leurs pages politiques, tandis que les affiches électorales envahissent les murs de Madrid. « Dans l'intérêt de l'Espagne, vote oui », lit-on sur

les yeux des socialistes. La campagne est d'autant plus animée que le résultat du référendum est loin d'être acquis. Les sondages les plus récents donnent tous un court avantage au « non ». Absents du Parlement (95 % des députés appartiennent à des formations favorables à l'Alliance), les « anti-otanistes » n'en sont pas moins actifs dans la rue, et, chaque fin de semaine, ils mobilisent plusieurs dizaines de milliers de manifestants dans les principales villes du pays. Ils préconisent une politique de « neutralité active », ou, à tout le moins, un système de défense nationale indépendant des deux grands blocs militaires. Pour résumer l'équation « OTAN = démocratie » qu'établissent leurs adversaires, ils ont beau jeu de rappeler le rôle joué par Washington dans la consolidation du régime franquiste.

Pour contrer leur offensive, le président du gouvernement socialiste, M. Felipe Gonzalez, multiplie les interventions à la radio et à la télévision. Le choix offert aux électeurs le 12 mars n'inclut pas la neutralité, rappelle-t-il avec insistance : il est entre le maintien dans une organisation multilatérale de défense à laquelle participent la plupart des

pays d'Europe occidentale, et le retour à une relation militaire purement bilatérale avec les Etats-Unis (1). Un argument susceptible d'ébranler une opinion publique qui reste, dans sa majorité, foncièrement anti-américaine.

Plutôt que de vanter les mérites de l'OTAN face à leur propre électoral, qui fait preuve d'un évident scepticisme à ce propos, les socialistes préfèrent désormais insister sur les graves préjudices économiques, notamment, qui résulteraient d'un retrait : les pays de l'Alliance absorbent les trois quarts des exportations espagnoles et assurent près de 70 % des investissements étrangers dans le pays, rappelle M. Gonzalez, en soulignant que les transferts de technologie avancée sont étroitement liés au maintien dans l'OTAN.

La droite pour l'abstention

L'opposition conservatrice, de son côté, représentée par l'Alliance populaire de M. Manuel Fraga, semble s'accorder au problème du maintien dans l'OTAN (auquel elle se veut pourtant favorable) qu'une importance secondaire. Alors que tous les sondages la donnaient jusqu'à il y a peu largement perdante aux prochaines élections, elle a vu dans le référendum une occasion inespérée de mettre sérieusement en difficulté le gouvernement socialiste. Aussi fait-elle activement campagne pour l'abstention. Il s'agit pour elle d'un véritable quitte ou double : une défaite des socialistes au référendum influencerait, certes, puissamment sur le résultat des législatives qui auront lieu quelques mois plus tard. Mais, en se refusant à prôner le « oui » comme la logique

l'aurait pourtant voulu, l'Alliance populaire laisse, en revanche, aux socialistes le mérite exclusif d'un éventuel succès. Paradoxalement, c'est son appel à l'abstention qui donne au référendum ce caractère de plébiscite qu'elle critiquait.

Les socialistes se retrouvent donc seuls, attaqués à la fois par une opposition de gauche qui défend le « non » et par une opposition de droite qui refuse le principe même du référendum (les nationalistes basques et catalans ont laissé, de leur côté, liberté de vote à leurs militants). Mais il est clair que nombre d'électeurs feront fi des consignes de leur parti. Entre les conservateurs qui voteront « oui » à l'OTAN et ceux qui voteront « non » au gouvernement, entre les socialistes qui, à l'inverse, voteront « oui » au gouvernement et ceux qui voteront « non » à l'OTAN, entre tous ceux qui, dans les deux camps s'abstiendront faute de pouvoir résoudre ce dilemme, le panorama électoral pourrait difficilement être plus confus !

D'autant que les conséquences d'une éventuelle victoire du « non » sont encore loin d'être claires. Pour la première fois, le 13 février, M. Gonzalez nous a laissé entendre qu'il pourrait, en cas d'échec le 12 mars, dissoudre les Chambres et organiser de nouvelles élections avant même que le Parlement ne ratifie la dénonciation du traité de l'Atlantique nord. Nombre d'électeurs en concluraient sans doute, dans ce cas, que ce référendum était inutile !

THIERRY MALINAK.

(1) Définie par le traité bilatéral signé en 1953, qui octroie à Washington l'usage de quatre bases en territoire espagnol.

politique

La nomination de M. Robert Badinter à la présidence du Conseil constitutionnel

■ M. Robert Badinter, ministre de la justice, a été nommé, mercredi 19 février, président du Conseil constitutionnel, en remplacement de M. Daniel Mayer. M. Michel Crépeau, jusqu'à présent ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, remplacera M. Badinter comme garde des sceaux. M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat auprès de M. Crépeau, lui succède comme ministre.

Trois postes de membre du Conseil constitutionnel, qui est renouvelable par tiers tous les trois ans, venaient à expiration le 5 mars. Le président de la République a nommé M. Badinter, M. Louis Merz, président de l'Assemblée nationale, a nommé M. Robert Fabre, jusqu'alors médiateur et ancien président du Mouvement des radicaux de gauche. M. Fabre remplace M. Paul Legat, M. Alain

Pohet, président du Sénat, a reconduit M. Maurice-René Simonnet. Ce dernier, un ancien fondateur du MRP, avait déjà été nommé, en octobre 1984, au Conseil constitutionnel par M. Foch pour terminer le mandat de Louis Groin, décédé.

M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, avait annoncé, mercredi à 15 heures, sur le perron de l'Elysée, la démission de M. Daniel Mayer comme président du Conseil constitutionnel. Celui-ci avait été nommé à ce poste en février 1983. Il reste membre du Conseil pour six ans. Selon l'article 56 de la Constitution, le président du Conseil constitutionnel, qui a voix prépondérante en cas de partage, est nommé par le chef de l'Etat.

■ Dans sa lettre de démission au président de la République, M. Mayer invoque son âge et vante les

services de M. Badinter. Les deux hommes se connaissent bien. M. Badinter fut longtemps membre du comité central de la Ligue des droits de l'homme, dont M. Mayer fut le président puis le président d'honneur. Lors du quarantième congrès de la Ligue des droits de l'homme, le 17 mars 1984 à Marseille, M. Badinter avait rendu un hommage appuyé à M. Mayer, déjà président du Conseil constitutionnel. L'estime dans laquelle se tiennent les deux hommes a certainement facilité le changement annoncé mercredi à la tête du Conseil constitutionnel.

Rue de Montpensier, M. Badinter retrouvera, comme collaboratrice, M^{me} Françoise Toubol-Fischer, qui était jusqu'au mois de janvier conseillère technique à son cabinet, chargée des relations avec le

Parlement. M^{me} Toubol-Fischer travaille aujourd'hui au service juridique du Conseil constitutionnel.

■ Le nouveau ministre de la justice, M. Michel Crépeau, un ancien avocat lui aussi, a rendu hommage en ces termes, mercredi, à son prédécesseur : « On peut succéder à Robert Badinter, on ne le remplace pas. » On prévoyait jeudi matin à la chancellerie que la passation des pouvoirs aurait lieu dans la journée. Ayant reçu le relais d'un radical de gauche (M. Maurice Faure, trente et un jours ministre de la justice en 1981), M. Badinter le transmet à un autre radical de gauche, M. Crépeau, pour sans doute goûter plus longtemps.

CINQUANTE-SIX MOIS A LA CHANCELLERIE

Abolir, humaniser, moderniser

Cinquante-six mois comme ministre de la justice, record seulement battu, sous la V^e République, par M. Jean Foyer, soixante mois. Voici, de l'abolition de la peine de mort à l'information des tribunaux, le bilan de ces presque cinq années passées par M. Robert Badinter à la chancellerie.

LA GUILLOTINE AU MUSÉE

Symbole de la législation, la peine de mort a été abolie en France par la loi du 9 octobre 1981. Une majorité de députés, ce qui allait de soi, mais aussi de sénateurs, ont voté cette abolition. Depuis 1984, six propositions de loi ont été déposées pour exiger son rétablissement, deux au Sénat, pour la signature respectivement de MM. Jean François-Poncet (UDF) et Charles Pasqua (RPR), et quatre à l'Assemblée nationale dont les premiers signataires sont MM. Alain Mayoud (UDF), Jacques Médecin (RPR), Roland Nungesser (RPR) et Pierre Messmer (RPR).

Les deux guillotines encore en service en métropole au moment du changement de majorité ont été cédées par l'Administration pénitentiaire au Musée national des arts et traditions populaires, où l'on explique qu'elles ne seront pas exposées au public avant l'an 2000 pour éviter d'attiser les passions.

Le président de la République a ratifié le 18 février 1986 un protocole additionnel à la convention européenne des droits de l'homme, protocole interdisant le rétablissement de la peine de mort avant cinq ans, à moins de dénoncer préalablement cette convention. Passé ce délai, il suffira, pour rétablir la peine capitale, de dénoncer le seul protocole additionnel.

LE VERROU DE L'ARTICLE 25

C'est la moins connue et sans doute la plus lourde de conséquences des initiatives prises depuis cinq ans par la gauche en matière de justice. Le 2 octobre 1981, la France a reconnu aux plaideurs le droit de saisir en dernière instance la commission, puis la Cour de Strasbourg, en cas de violation de la convention européenne des droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

Ce droit de recours individuel prévu par l'article 25 de la convention constitue une menace pour un gouvernement qui contesterait aux principes libéraux de la convention. Jusqu'à la victoire de M. François Mitterrand, les gouvernements de droite s'étaient refusés à reconnaître ce droit de recours, sachant qu'ils risquaient une condamnation au cas où des justiciables victimes de procédures exceptionnelles - Cour de sûreté de l'Etat, loi « anti-camions », écoutes téléphoniques, internements abusifs... - auraient porté plainte. L'existence, depuis 1981, de ce droit de recours risque de freiner les ardeurs du RPR et de l'UDF dans l'hypothèse où ils voudraient rétablir certaines de ces procédures exceptionnelles.

UNE CROIX SUR LES LOIS D'EXCEPTION

La gauche a abrogé une série de lois et de procédures d'exception, héritages de périodes troubles de l'histoire récente : délit d'homosexualité (Vichy), Cour de sûreté de l'Etat (guerre d'Algérie) et loi anticasseurs (séqueilles de mai 1968). Cette mise au net a été complétée par la suppression des tribunaux militaires en temps de paix, remplacés par des formations particulières des tribunaux correctionnels et des cours d'assises. Symboliquement, l'immeuble parisien qui abritait les services de la Cour de sûreté accueillait désormais le Conseil national de prévention de la délinquance.

LES MAGISTRATS EN LIBERTÉ SURVEILLÉE

C'est le grand échec de la législation. L'un des cent et un engage-

ments de M. François Mitterrand prévoyait que « l'indépendance des magistrats [serait] assurée par la réforme du Conseil supérieur de la magistrature ». Cette réforme, pour avoir une portée réelle, supposait une révision constitutionnelle qu'il aurait été évidemment plus facile de mener à bien avant qu'après mars 1986. Depuis 1958, les magistrats du siège, c'est-à-dire ceux qui jugent, sont nommés et promus par un Conseil supérieur dont les neuf membres sont désignés par le président de la République. Il en résulte une dépendance à l'égard du pouvoir politique, qu'avait 1981 M. Mitterrand avait souvent dénoncée, et qui demeure.

L'un des grands desseins de M. Badinter était d'accroître parallèlement les pouvoirs des juges du siège. Ils auraient décidé à la place de la chancellerie de la libération conditionnelle des condamnés à de longues peines et auraient remplacé dans les tribunaux de commerce les chefs d'entreprise et les commerçants élus par leurs pairs qui y siègent. Ces deux projets ont été abandonnés, victimes des corporatismes divers et du manque de crédits, car ils supposaient le recrutement d'un grand nombre de magistrats.

ORTHODOXIE PÉNALE

M. Badinter est un conservateur. S'il a paru donner un coup de barre à gauche, c'est en proportion du « à droite toute ! » décidé en 1978 par M. Alain Peyrefitte. La philosophie pénale de M. Badinter est d'une grande orthodoxie. C'est celle de tous les ministres de la justice depuis la Libération, y compris de M. Peyrefitte à ses débuts. Les tenants de cette philosophie croient à l'amendement des criminels et préconisent l'adaptation des peines à la personnalité des condamnés. Ils craignent les effets de l'emprisonnement sur les petits délinquants et lui préfèrent des peines plus diversifiées. L'aggravation de la délinquance et le tournant « autoritaire » du septennat précédent avaient conduit M. Peyrefitte à durcir cette politique avec la loi « sécurité et liberté ».

Ce texte a été abrogé ou révisé, selon les articles, par la loi du 10 juin 1983. Ce retour à l'orthodoxie s'est accompagné d'une diversification des sanctions applicables aux délinquants. Le Parlement a en particulier voté à l'unanimité la création d'une peine de travail d'intérêt général. Le contrôle judiciaire, qui consiste à soumettre les délinquants non incarcérés à certaines obligations, a été développé. Il y avait huit associations de contrôle judiciaire en 1981, il y en a aujourd'hui soixante et onze.

Comme ses prédécesseurs, mais avec plus de détermination, M. Badinter s'est attaqué à la révision du code pénal de 1810. Il lui aura cependant manqué le temps de faire voter les quelque quatre cents articles adoptés par le conseil des ministres le 19 février 1986.

LE CHAUDRON DES PRISONS

Quarante et un mille détenus le jour où M. Alain Peyrefitte a cédé la place, quarante-cinq mille environ aujourd'hui, malgré une amnistie (1981) et deux séries de grâces (1981 et 1985). Ces chiffres résumés les obstacles auxquels s'est heurté M. Badinter, qui aurait aimé faire mieux et plus pour les prisons. Son maigre budget (1,18 % du budget de l'Etat en 1986) ne le lui permettait pas.

Pour quarante-cinq mille détenus, les prisons ne comptent que trente-deux mille cinq cents places, certaines « au-dessous des normes de la convention européenne des droits de l'homme », admettait le garde des sceaux. Cette surpopulation explique pour une part les débris de révoltes qui ont eu lieu, la première fois en janvier 1983, la seconde, en mai 1985. Une situation délicate qu'illustre l'augmentation des suicides en prison : quarante-deux en 1981, soixante-quatre en 1985.

Pour remédier autant que faire se peut à la situation, le gouvernement

a, en particulier, décidé un plan de construction qui aura accru le nombre de places en prison de six cent soixante-dix-huit par an en moyenne entre 1981 et 1987. A l'opposition qui lui reproche d'avoir abandonné les ambitieux projets de construction de M. Peyrefitte, M. Badinter rétorque que ces projets n'existaient que sur le papier et que, de 1962 à 1980, trois cents places nouvelles seulement avaient été créées annuellement.

Malgré ses efforts, M. Badinter n'a pas réussi à obtenir de diminution sensible du nombre des petits délinquants incarcérés. Le 1^{er} octobre 1985, la proportion de condamnés à moins d'un an d'emprisonnement était de 25,28 % contre 27,70 % le 1^{er} octobre 1982.

Crédits limités, augmentation de la délinquance, mauvaise volonté, parfois des magistrats chargés de mettre en œuvre la politique : faute de pouvoir mener une action pénitentiaire en profondeur, M. Badinter s'est efforcé d'humaniser les prisons. Les quartiers de sécurité renforcée et les quartiers de plus grande sécurité ont été supprimés. Des parloirs sans séparation ont été installés partout, sauf à la Santé, où ils le seront bientôt. Les détenus de soixante établissements sur cent-soixante-cinq peuvent d'ores et déjà louer des téléviseurs. La médecine pénitentiaire a été profondément réformée. Elle en avait besoin. Les gardiens non plus n'ont pas été oubliés : leur traitement sera progressivement aligné sur celui d'une autre profession à risques, les gendarmes.

AU SECOURS DES VICTIMES

Jamais on n'aura tant fait en faveur des victimes, aime à répéter M. Badinter, oubliant que le rapport commandé par lui au professeur de médecine Paul Milliez était plus ambitieux encore que les décisions qu'il a prises, puisqu'il préconisait la création d'un grand service national d'aide aux victimes. La Rue de Rivoli ayant opposé son veto, la chancellerie mit en chantier des réformes moins vespérales quoique indispensables : subventions accrues aux associations et bureaux municipaux d'aide aux victimes d'infraction (il en existe aujourd'hui quatre-vingt sept) et loi du 8 juillet 1983 qui accélère et facilite leur indemnisation. De 1978 à 1980, l'Etat avait accordé plus de 19,6 millions de francs aux victimes. De 1982 à 1984, cette somme augmenta de 40 % et a été multipliée par trois en 1985 par rapport à 1984.

La loi du 5 juillet 1985 améliore, elle, le sort des victimes d'accident de la circulation. En particulier, une catégorie d'accidentés qui n'avait droit à aucun secours est désormais indemnisée. Il s'agit des cyclistes et des piétons ayant commis une faute, comme de traverser hors des passages cloutés, des personnes âgées ou des enfants très souvent.

« VOS PAPIERS ! »

Après une controverse publique avec M. Gaston Defferre, M. Badinter a fait voter un texte sur les contrôles d'identité, plus libéral que celui préconisé par son collègue de l'intérieur. La loi du 10 juin 1983, qui remplace la loi « sécurité et liberté », n'autorise les contrôles d'identité des simples passants que dans les « lieux déterminés, où la sûreté des personnes et des biens se trouve immédiatement menacée ». Par un arrêt Kisché du 4 octobre 1984, la Cour de cassation a recommandé aux policiers de se conformer strictement à ce texte.

En revanche, les contrôles d'identité d'étrangers restent possibles à tout moment et en tous lieux en application d'un décret du 30 juin 1946. La Cour de cassation a néanmoins précisé le 25 avril 1985 que la qualité d'étranger ne pouvait se déduire de la mine ou de la couleur de peau des intéressés. Cette qualité ne peut résulter que d'« éléments objectifs » et de « circonstances extérieures à la personne même » des individus visés.

(Lire la suite page 10.)

Un homme de droit

C'était en octobre 1981, la vénérable Cour de cassation célébrait le soixante-quatrième anniversaire de la réhabilitation du capitaine Dreyfus. Inspiré, comme toujours, lorsqu'il évoque les grandes heures de l'histoire judiciaire, Robert Badinter eut cette phrase dont il ne renie sûrement pas aujourd'hui l'exigence : « Chaque fois que naît en France la vieille proposition à subordonner le droit au pouvoir (...), l'affaire Dreyfus est rouverte. »

L'étonnement provoqué par sa nomination à la tête du Conseil constitutionnel, la suspicion de partialité que suscita ce curieux inédit, atteignent certainement l'homme qui, mercredi après-midi, s'est mué dans le silence de son bureau, au rez-de-chaussée de la place Vendôme, Paris, où ? Le soupçon sera son fardeau, longtemps, quel qu'il fasse.

On ne dissipe pas une telle interrogation à coups d'affirmations, mais on peut questionner le passé, soupeser une section, évaluer un homme. Et se convaincre que le président de la République a prouvé le moins polémique de ses ministres, le meilleur juriste de ses amis et le plus scrupuleux de ses compagnons de route. Une telle brassée d'éloges peut évidemment se lire autrement : ministre, ami du président et fidèle de toujours. Pour toujours ?

Refuser le pessimisme

Robert Badinter est né à la politique aux heures sombres de l'occupation. L'adolescent juif qui fuyait de ville en ville les persécutions ne reverra jamais son père, venu de Bessarabie, installé comme fourreur à Paris et mort en déportation. La succès venue, l'aisance acquise, il ne reniera pas son engagement à gauche enraciné dans ce drame, là, une gauche qui fut, certains années, les traits de Guy Mollet, mais fut aussi celle de Pierre Mendès France, dont la photographie, en ancre, veillait sur lui au ministère.

Etudes brillantes, une thèse consacrée à un ardu sujet de droit civil américain, après un séjour, comme boursier, aux Etats-Unis. Puis le barreau. Il prononcera ses premières plaidoiries sous l'œil critique et protecteur de celui qu'il appelle toujours « mon maître », Henry Torrès, figure légendaire du barreau. A l'âge où ses jeunes confrères ne songent qu'à jouer d'un début de notoriété, il se lance dans la préparation de la difficile agrégation de droit. Il sera - aussi - professeur.

Ceux qui ne voudront voir en lui, après sa nomination comme garde des sceaux, que l'avocat non repenti des maîtres, se trompent. Robert Badinter fut d'abord ministre, cela va de soi, mais il était resté aussi professeur. Les grandes réformes de la législation seront surtout entreprises au nom des grandes principes, tels qu'on les enseignait dans les facultés. Le droit comme ligne de conduite, presque comme une morale.

Les moins aveuglés de ses adversaires politiques, Simone Veil en particulier, n'auront pas tort d'en déduire qu'il péchait plus

par la forme que par le fond. Mettre les formes, lui, habité qu'il était de telles certitudes ? L'homme, autant que le ministre est tout entier dans l'entretien que publia le Monde au printemps 1983. « Vous ne changerez pas de cap ? » « Jamais. Les textes inutilement répressifs mais politiquement exploitables, je les refuserai toujours parce que ces textes impliquent le refus de rédemption, du salut toujours possible, parce qu'ils méconnaissent l'inspiration même du message judéo-chrétien sans lequel notre civilisation serait spirituellement morte. Et puis, socialement, ces textes expriment une certaine conception des « couches dangereuses » de la population, c'est-à-dire des marginaux, les jeunes sans travail, les déviants, et aussi certains immigrés, bref, tous ceux qu'il faudrait, au regard de leur dangerosité supposée, surveiller et inévitablement punir plus que les autres. Ce pessimisme humain et cette ségrégation sociale, je les refuse également. Et je ne crois pas que la gauche puisse jamais s'en accommoder, sauf à y laisser son âme. »

Symbole d'une gauche qui ne s'est pas reniée, il est salué d'immenses ovations par les foules socialistes à l'heure des révisions économiques déchantées. Les haïnes qu'il déclenche alors sont à la mesure de l'élan qu'il suscite. Une gauche traumatisée retrouve sa raison d'être dans cet homme vilipendé par une droite brutale. Michel Poniatowski : « Avec M. Badinter, nous voyons se profiler une société des Orange mécanique. » Christian Bonnet : le ministre de la justice est « reflet » de la « mobiusure d'une certaine société parisienne ». Présent, un journal d'extrême droite : « Les ministres se classent en trois catégories. Il y a ceux dont on rigole ; il y a ceux qu'on déteste ; il y a ceux pour lesquels on éprouve une aversion qui peut devenir de la haine. M. Badinter, l'avocat d'affaire devenu ministre du Syndicat de la magistrature, le protecteur appointé des von Opel, l'âme de Mitterrand, le gendre de Blumstein, le codirecteur du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) et de l'Aharat Israël, l'homme qui a supprimé la peine de mort, à la grande satisfaction des assassins, appartenant à la dernière catégorie (...). Fils ou petit-fils d'immigrés, il est le symbole même de la France ouverte à l'étranger. »

Il y a du saint Sébastien dans cet homme-là ; mais il y a peut-

être aussi erreur sur le personnage. L'idole des toutes socialistes n'est pas celui qu'elles croient. S'il a suivi François Mitterrand de la Ligue pour le combat républicain à la Convention des institutions républicaines, il n'est inscrit que pour la forme au Parti socialiste depuis qu'il a renoncé, après une candidature malheureuse aux législatives de 1967, au militantisme classique.

Qu'en pensent des nationalistes, favorable au pluralisme scolaire (ses enfants vont à l'Ecole alsacienne à Paris), ce grand bourgeois cultivé n'est pas un apparatchik, de la race qui échafaude les programmes communs. Son étiquette politique ? « Je suis social-démocrate. » Pour un certain égalitarisme, la perspective en plus ? C'est mal le comprendre. « Je suis social-démocrate », parce que ce sont les pays à tendance social-démocrate qui ont poussé le plus loin « le respect des libertés ».

Une profession de foi qui date de décembre et que ne renierait pas le président du Conseil constitutionnel : des options politiques qui s'expriment plus à un Jean-Louis Laurent Fabius qu'à un Jacques Chirac. M. Badinter a débuté des années 70 pour l'aider à rédiger le livre Liberté, liberté, et qu'il présente ensuite à François Mitterrand en le lui recommandant chaudement.

Le barreau perd définitivement un prospère avocat d'affaires et un éloquent avocat d'assises qui ne se perdait pas l'audace de Roger Bontems mais qui, cinq ans plus tard, dans la même salle d'assises de Troyes sauva la tête de Patrick Henry. De cette défense des grands criminels, ou plutôt de son combat passionné et opiniâtre contre la peine de mort, il disait souvent : « Défendre, ce n'est pas aimer, c'est aimer défendre. »

L'avocat qu'il avait été n'envie-rait plus, quel qu'il soit, de devenir un barreau. On ne rode-vient pas avocat après avoir été vingt-cinq ans ministre de la justice. Un rôle dans lequel on ne le sur-prit jamais à intervenir dans les affaires judiciaires. Sa promesse de juin 1981 (« Aucune suggestion, aucune critique et aucun commentaire n'énerveront du ministre à l'égard de ceux qui ont à rendre la justice ») fut scrupuleusement respectée, au point d'engendrer parfois le reproche inverse. A force d'indifférence, certaines affaires sensibles faillirent provoquer de gros dégâts politiques. Ces affaires sensibles dont il disait en privé : « Il faut traiter les dossiers extraordinaires de manière ordinaire. » Promis ?

BERTRAND LE GENDRE.

Sa notice au « Who's who »

BADINTER (Robert). Avocat. Universitaire. Ministre. Né le 30 mars 1928 à Paris. Fils de Simon Badinter, Pelletier, et de M^{me}, née, Charlotte Rosenberg. Mar. en premières noces le 30 octobre 1957 à M^{me} Anne Vernon ; en secondes noces le 1^{er} juillet 1966 à M^{me} Elisabeth Bleustein-Blanchet (trois enfants : Judith, Simon, Benjamin). Etudes : lycée Janson-de-Sailly, Ampère et Carnot à Paris, facultés des lettres et de droit de Paris, Columbia University de New-York. Dipl. : licencié

des lettres, Master of Arts, agrégé des facultés de droit. Carr. : avocat à la cour d'appel de Paris (depuis 1951), chargé de travaux pratiques à la faculté de droit de Paris (1954-1958), professeur agrégé aux facultés de droit de Dijon (1966), de Besançon, d'Amiens (1969), puis de Paris (Panthéon-Sorbonne) (depuis 1974), garde des sceaux, ministre de la Justice (depuis 1981). Œuvres : *L'Exécution* (1973), *Liberté, liberté* (1978).

■ M^{me} Arlette Laguerre, porte-parole de l'organisation Lutte ouvrière (L.O.), a indiqué, le mercredi 19 février, au cours d'une conférence de presse, que L.O. présentera des listes aux élections législatives et régionales dans trente-trois départements, auxquels s'ajoute celui de Mayotte-Lorraine, où elle présentera une liste commune avec la Ligue communiste révolutionnaire. M^{me} Laguerre, qui conduira une liste dans la Seine-Saint-Denis, a déclaré : « Il faut qu'il y ait quelque chose de plus qu'il n'y a pas que le choix entre la politique de Mitterrand-Mauroy-Fitterman-Fabius et celle de Giscard-Chirac-Barre, c'est-à-dire pas de choix du tout. »

L'AUTRE VISAGE DE RAYMOND BARRE

Le document explosif dont tout le monde parle

52 pages + illustrations : 18.20 F Franco

AVENIR INTERNATIONAL

B.P. 390-05 75228 PARIS CEDEX 05

Têtes de liste de l'opposition blicaire aux élections législatives 16 mars 1986 : Jean-Pierre Abelin (Vienne) ■ Achille Fould (Gironde) ■ Vincent (Vendée) ■ François d'Aubert ■ Philippe Aubergier (Yonne) ■ Audinot (Somme) ■ Michel Aud ■ Jean Bégoin (Haute-Corse) ■ Barate (Pyrénées-Orientales) ■ D (Seine-Saint-Denis) ■ Raymon (Rhône) ■ Michel Barrière (Savoie) ■ Barrot (Haute-Loire) ■ Hubert B ■ Dominique Baudis (Haute-Corse) ■ François Bayrou (Pyrénées-Ad) ■ René Beaumont (Seine-et-Marne) ■ Bernard-Raymond (Haute-Alpes) ■ Bicher (Territoire-de-Belfort) ■ Ma (Meurthe-et-Moselle) ■ Jacques B ■ Pierre Bjeuler (Haute-Pyrénées) ■ Bonhomme (Tarn-et-Garonne) ■ Bousquet (Gard) ■ Henri Bou

Cette page a été réalisée à l'im-

Cette page a été réalisée à l'initiative du Cercle Chateaubriand présidé par Pierre Bordeaux Groult.

POLITIQUE

LA NOMINATION DE M. ROBERT BADINTER AU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Abolir, humaniser, moderniser

(Suite de la page 8.)

EXTRADITIONS : LE VIRAGE DE 1982

La date du 10 novembre 1982 marque le début du virage socialiste en matière d'extradition. Ce jour-là, un communiqué du conseil des ministres annonce que la France est décidée à extraditer les étrangers, même militants politiques, ayant eu recours à des moyens « inacceptables » contre des États « respectueux des libertés ». Première application de cette nouvelle doctrine : l'extradition, le 26 septembre 1984, à la demande de Madrid, de trois Basques espagnols accusés de crimes de sang. Entre-temps, la Cour de cassation avait accepté pour la première fois d'examiner le recours suspensif formé par les étrangers menacés d'extradition en application d'arrêts favorables de chambres d'accusation.

Avant de rendre publique la nouvelle doctrine gouvernementale, M. Badinter avait vainement plaidé, le 25 octobre 1982 à Luxembourg, devant ses collègues de la Communauté pour la création d'une Cour européenne pénale chargée de juger les auteurs d'actes de violence, de manière plus générale, les malheureux coupables de crime organisé. La création d'une telle juridiction aurait évité à Paris d'avoir à extraditer vers l'Italie ou l'Espagne des « brigandages » ou des membres de l'ETA réfugiés en France.

LES PETITS JUGES SUR LA SELLETTE

Par deux fois, M. Badinter aura cherché à rogner les pouvoirs des juges d'instruction. La première, en instituant un débat contradictoire entre l'avocat de l'accusé et le représentant du parquet au moment où le juge d'instruction envisage d'incarcérer un prévenu (loi du 9 juillet 1984). La seconde en obligeant les petits juges à travailler à trois au sein de chambres d'instruction. Sauf décision contraire du nouveau Parlement, ces chambres seront créées le 1^{er} mars 1986, date d'entrée en vigueur de la loi du 10 décembre 1985. Les juges devront décider collectivement d'incarcérer ou non un inculpé et de l'envoyer devant les tribunaux. Ils pourront s'appuyer pour les dossiers les plus difficiles mais continueront à instruire seuls les autres affaires.

Pour M. Badinter, la décision de priver de liberté un individu est trop importante pour être laissée, sans contrepartie, à un seul homme. Si la procédure instituée en juillet 1984 n'a pas entraîné de baisse significative des incarcérations, la loi qui entrera en vigueur en 1986 devrait éviter les scandales comme ceux qui

ont perturbé l'instruction de l'affaire Grégory.

DANS LES PRÉTOIRES

Depuis le 15 janvier 1986, des caméras peuvent être installées dans n'importe quelle salle d'audience, Cour de cassation, cours d'appel, tribunaux administratifs, conseils de prud'hommes, etc. Cette date du 15 janvier 1986 est celle de la publication du décret d'application de la loi du 11 juillet 1985, « tendant à la constitution d'archives audiovisuelles de la justice ».

Dans un premier temps, M. Badinter s'était montré séduit par les propositions d'une commission qu'il avait chargée de réfléchir aux conditions d'enregistrement des débats judiciaires. Présidée par M. André Braunschweig, alors président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, cette commission avait fait des propositions relativement libérales. L'autorisation de filmer aurait été la règle, l'interdiction l'exception. La diffusion sur les écrans de télévision aurait eu lieu immédiatement après la fin des procès.

Devant les protestations d'avocats et de magistrats craignant pour la sérénité des débats, le garde des sceaux a finalement défendu au Parlement un projet plus modeste. Seul est autorisé l'enregistrement des audiences présentant « un intérêt pour la constitution d'archives historiques de la justice ». La diffusion de ces enregistrements ne pourra avoir lieu qu'après un délai de vingt ans et seulement si le président du tribunal de grande instance de Paris en est d'accord.

MODERNISER

« Moderniser » fut le mot d'ordre de M. Badinter avant de devenir un slogan du gouvernement Fabius. Il faut dire que les rouages de la justice avaient davantage besoin d'être huilés que ceux d'autres administrations : langage érotique, procédures interminables, méthodes de travail obsolètes. Une série de mesures ont été décidées par le garde des sceaux, qui allait fructueusement vérifier sur le terrain leur efficacité. Beaucoup reste à faire, mais la chancellerie d'aujourd'hui de résultats encourageants : « Un effort sans précédent a permis d'acquiescer deux cent quatre-vingt-huit machines ou micro-ordinateurs de traitement de texte depuis 1981. Si l'on y ajoute le matériel fourni par les collectivités locales, on atteint le chiffre de trois cent quarante machines, contre vingt-cinq avant 1981. »

BERTRAND LE GENDRE.

M. Pasqua : le pouvoir tente de verrouiller

Les grands chefs sont prudents dans leurs réactions à la nomination de M. Robert Badinter, mais leurs lieutenants sont plus brutaux.

C'est M. Jacques Chirac qui est le plus mesuré. Au cours d'une conférence de presse à Rouen, le mercredi 19 février, il a noté : « Le président de la République a le droit de choisir son candidat : il a choisi celui pour lequel, j'imagine, il avait le plus d'estime, et je n'ai aucun commentaire à formuler (...). Le Conseil constitutionnel a su se garder, jusqu'ici, des influences d'ordre politique. J'ai tout lieu de croire qu'il restera au-dessus de ses responsabilités constitutionnelles, c'est-à-dire au-dessus de l'engagement politique. »

M. Jacques Tonbon, lui, avait un commentaire à faire. A La Rochelle-sur-Yon, il a constaté : « Les socialistes casent tous leurs amis. N'est-ce pas là le comportement des rats qui quittent le navire ? » M. Michel Noir a usé de la même image, mais il a ajouté : « M. Badinter est un homme de loi. Espérons qu'il sera capable de faire abstraction de son militantisme socialiste une fois devenu juge. » M. Charles Pasqua parait en douter, car pour lui cette nomination « confirme, s'il en était

besoin, que le pouvoir sait qu'il va être battu le 16 mars. Il met à l'abri les gens auxquels il tient et tente de verrouiller pour la suite. »

A l'UDF, on a le même sentiment. « La nomination de M. Badinter remet en cause l'effort accompli sous le précédent septennat pour hisser le Conseil constitutionnel au-dessus des luttes partitiques et renforcer l'état de droit. Il est surprenant que le président du Conseil constitutionnel soit un homme dont trente-trois projets de loi ont été déclarés non conformes à la Constitution », a affirmé M. Alain Madelin. M. Jean-Claude Gaudin formule cette même idée de manière plus brutale. Pour lui, le choix du président de la République « constitue une véritable provocation », car le Conseil constitutionnel « doit être comme la femme de César inviolable et insusceptible ».

Fidèle à ses habitudes, M. François Léotard charge sans nuance : « C'est une politisation inadmissible de la clé de voûte de nos institutions (...). Le président de la République est en train de transformer le Conseil constitutionnel en une sorte de machine de guerre politique. Pour le secrétaire général du Parti

républicain, il s'agit là de « cynisme ». M. Michel d'Ornano est tout aussi critique. Évoquant les « pressions » qui s'exercent sur M. Daniel Mayer « pour qu'il démissionne », il trouve « tout à fait inquiétant de voir quelqu'un qui accepte les pressions de l'exécutif, les subit et y cède. Comment voulez-vous que ce soit désormais un magistrat indépendant ? En ce qui concerne M. Badinter, comment voulez-vous que quelqu'un qui entre au Conseil constitutionnel en profitant de ces pressions ne soit pas suspect ? »

M. Jacques Barrot trouve dans cette affaire une nouvelle confirmation de ses inquiétudes : « La cohabitation va devenir un exercice de haute voltige extrêmement périlleux. M. André Rousset est plus modéré : « Il constate que « le président de la République place ses amis aux postes stratégiques », il reconnaît que M. Badinter est « un bon juriste ».

M. Raymond Barre a un jugement élogieux sur l'honneur. Il ne met pas « en doute les qualités de M. Badinter » dont il a convenu au

micro de CVS, radio privée de Versailles, qu'il est « un grand juriste », mais il estime que sa nomination illustre le volonte du chef de l'Etat de « quadriller le terrain pour l'après-16 mars ». Au cours d'un meeting dans le quartier de la Défense, le mercredi 19 février, l'ancien premier ministre a eu cette phrase : « Il n'y a pas que le général Mbat qui verrouille. »

Du côté socialiste, bien entendu, on approuve le choix du chef de l'Etat. M. Lionel Jospin, au cours de son « Heure de vérité », a eu l'occasion de le justifier. M. Badinter « a inscrit toute sa vie dans le droit fil du droit », a expliqué le premier secrétaire du PS, qui ne croit pas que « Robert Badinter soit controversé pour sa qualité de juriste ni que beaucoup contestent son élévation d'esprit et sa rigueur ». Pressé de questions, il a reconnu que si l'ancien ministre de la justice ne figurait pas sur l'affiche des bons élèves du gouvernement, c'est qu'il n'était pas possible que le président du Conseil constitutionnel fasse de la propagande pour une des équipes en compétition dans la campagne électorale.

L'opposition dénonce, à l'exception de M. Chirac

(Suite de la première page.)

Elle ne l'est pas à sa lettre : dès lors que la présidence est vacante, le chef de l'Etat nomme, seul, le président du Conseil constitutionnel.

D'autres diront qu'un tel procédé fait douter de l'indépendance de celui qui a accepté ainsi d'entrer dans un schéma présidentiel vraisemblablement établi dès la nomination de M. Mayer il y a trois ans. Mais, pour qui lit bien la lettre de M. Daniel Mayer, il est clair qu'il s'agit d'une démission ad hominem — son départ est conditionné par le nom de son successeur. En quelque sorte, M. Mayer — dont le passé a longtemps montré qu'il n'est guère « manipulable » — a participé au choix de son successeur.

La seconde novation concerne la non-reconduction de M. Paul Legatte, ami et fidèle de M. Mitterrand, au profit de M. Robert Fabre. La règle constitutionnelle est que les membres du Conseil sont nommés pour neuf ans. La loi organique qui la met en œuvre dispose que, lorsqu'un membre décide moins de

trois ans avant l'expiration de son mandat, son successeur peut être nommé. Les auteurs de cette loi organique — notamment M. François Luchaire — avaient eux-mêmes confessé le caractère contestable d'une règle qui permet non seulement à quelqu'un de siéger douze ans, au lieu de neuf, mais qui le place dans la dépendance de celui qui peut, ou non, le reconduire.

Sur cette mauvaise règle s'était greffée une mauvaise coutume : toutes les personnalités placées dans cette situation ont été confirmées. Le remplacement de M. Legatte par M. Fabre rompt avec une pratique que M. Pöcher préfère, lui, prolonger.

Au-delà de ces aspects juridiques, et importants, il y a bien sûr l'effet politique. Badinter. Il choque à droite (sauf M. Chirac, qui, argument, se tient au-dessus de la mêlée). Deux types de réactions apparaissent. Il y a, d'abord, les cris d'orfraie : « Provocation ! », dit M. Gaudin ; « C'est rabaisser la France ! », dit M. d'Ornano. A quoi

M. Jospin répond par le précédent de M. Roger Frey nommé par M. Pompidou en février 1974. Ce précédent-là n'avait guère suscité qu'une réaction du premier secrétaire du PS, M. Mitterrand : « Que le droit soit confié aujourd'hui à M. Roger Frey, quelle distraction ! » (Le Monde du 6 mars 1974).

Il y a, entre les deux nominations, une ressemblance — la gauche, comme la droite, nomment un responsable politique — et une différence, celle entre un ministre de la justice clairement identifié à la défense des droits de l'homme, et un ancien ministre de l'Intérieur qui, avait en sa charge la lutte contre l'OAS et subi les retombées de l'affaire Ben Barka. Tout ancien ministre de l'Intérieur qu'il fut, M. Frey s'acquitta dignement de sa tâche.

Reste le « verrouillage » — comme dit M. Barre — auquel aurait procédé le chef de l'Etat. Qui verrouille ? Pour verrouiller, il faut une majorité politique. Or celle-ci n'existe pas (lire ci-contre la composition du nouveau Conseil). Quant à M. Fabre, qui fut certes un homme de gauche, il est un « cohabitationniste » avant l'heure : il devait son poste de médiateur à M. Giscard d'Estaing.

Enfin, faire par avance du Conseil, et de M. Badinter, l'arbitre, ou le juge, de la cohabitation, c'est sous-estimer le rôle de la juridiction suprême. Car le Conseil constitutionnel n'est pas la Cour suprême des États-Unis. Il n'est pas non plus juge des relations entre le président et le premier ministre. A moins que le président de la République ne saisisse le Conseil d'un conflit avec le premier ministre, et que le Conseil accepte d'en juger : nous n'en sommes pas encore là. Et ce serait, pour le coup, une révolution juridique.

Mais peut-être l'agacement de l'opposition vient-il du fait que, grâce à la nomination de M. Badinter, la gauche gagne trois ans de présidence : de 1992, terme du mandat de M. Mayer, à 1995, terme de celui de M. Badinter. Il vient aussi sans doute de sa propre expérience : pour avoir plus que largement usé de la saisine d'un Conseil particulièrement pointilleux, la droite mesure sans doute ce qui l'attend.

Qu'elle se rassure, « jamais les grands courants de réforme ne se sont laissés arrêter par une cour suprême, quelle qu'elle soit ». M. Jospin l'a dit (le 21 octobre 1981, pendant le débat sur les nationalisations). C'était vrai.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

L'intérêt des salariés avant celui des créanciers

Moins spectaculaire que la politique pénale, la réforme du droit des entreprises en difficulté n'en marquera pas moins le bilan de M. Badinter. Établie en pleine période de croissance par la loi du 13 juillet 1967 — sous les intitulés de règlement judiciaire et de liquidation de biens, — la loi sur les faillites avait sombré en même temps que des pans entiers de l'industrie française dans les années 70. Il y avait 9 000 défaillances d'entreprises en 1968, il y en a 26 000 en 1985. Et les créanciers retrouvaient de plus en plus rarement leur mise.

La réforme de ces textes était donc à l'étude bien avant l'arrivée de M. Badinter place Vendôme. Un rapport Martineau, le travail novateur de M. Sudreau, enfin un projet Peyrefitte adopté partiellement en première lecture en sont la preuve.

Quatre volets étaient initialement prévus dans le projet actuel, sur la prévention des difficultés, le redressement et la liquidation judiciaire des entreprises, les administrateurs judiciaires et sur la réforme de la juridiction consulaire. Si les trois premiers volets ont été promulgués le 1^{er} mars 1984 pour le premier et le 25 janvier 1985 pour les deux autres, le dernier, qui devait amener au moins un magistrat de profession à siéger au tribunal de commerce durt être abandonné faute de moyens financiers, selon le ministre, sous la pression des notables locaux en fait.

La prévention s'appuie sur l'idée que les défaillances sont le plus souvent prévisibles et qu'elles pourraient parfois être évitées si des mesures étaient prises plus tôt. La loi accorde donc le contrôle des comptes (et le pouvoir des commissaires aux comptes) et met en place des mécanismes

d'alerte (avec, notamment, des droits nouveaux pour les partenaires de l'entreprise, qu'ils soient salariés ou actionnaires).

La loi nouvelle sur le redressement (1) substitue aux procédures antérieures de règlement judiciaire — suspension provisoire des poursuites et liquidation des biens — une seule procédure dite de redressement judiciaire qui peut conduire à la continuation des activités, à la cession totale ou partielle de l'entreprise, voire à liquidation. Prévue à deux vitesses — il existe une procédure simplifiée pour les PME, — elle fait du tribunal l'acteur essentiel de la nouvelle loi, puisque celui-ci doit arrêter le plan de redressement. Elle substitue enfin l'intérêt des salariés à celui des créanciers.

Démision du président du tribunal de Paris, M. Carcassonne, levée de boucliers des syndicats (du fait de la séparation des professions d'administrateur judiciaire et de mandataire liquidateur), inquiétude des commissaires aux comptes et des chefs d'entreprise : les lois Badinter ont soulevé, là aussi, bien des passions. Pas toujours à tort.

Vues de 1986, elles semblent déjà dépassées parfois dans leur objet même par l'évolution des mentalités en faveur de l'esprit d'entreprise et du risque industriel. Prudent M. Badinter, qui sait que le droit économique évolue sans cesse, avait décidé une remise à plat de ces textes après dix-huit mois d'application. Il sera intéressant de suivre l'usage qui sera fait de cette révision.

B. D.

(1) Redressement et liquidation judiciaire des entreprises, de Fernand Derridas, Pierre Godé et Jean-Pierre Sordais, Jurisprudence-Dalloz.

FAITS & ARGUMENTS

DOSSIERS 1982-1986

En vente en kiosque et maisons de la presse. 40 F.

PICARD

Votre serrure doit être révisée !

Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.

Il vous dira si votre serrure est encore capable ou non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs.

S.A. PICARD, 4, rue St-Sever, 75002 PARIS, 42-33-44-85 +

Les neuf

La composition actuelle est la suivante : MM. Robert Badinter, président (février 1986), et

Daniel Mayer (février 1983), désigné par M. Mitterrand ; M. Georges Vedel (février 1980), désigné par M. Giscard d'Estaing ; MM. Robert Fabre (février 1986) et Pierre Maréchal (février 1983), désignés par M. Louis Joxe (désigné en octobre 1977 par M. Edgar Faure pour achever le mandat d'Henry Rey, décédé, et renouvelé en février 1980 par M. Jacques Chaban-Delmas) ; MM. Léon Jozeau-Marigné (février 1983), Robert Lacourt (février 1983) et Maurice-René Simonnet (octobre, après le décès de Louis Gros), désignés par M. Alain Pöcher.

LA LETTRE DE DÉMISSION DE M. DANIEL MAYER

Voici le texte de la lettre de démission adressée par M. Daniel Mayer au président de la République :

« Lorsque, il y a trois ans, vous m'avez proposé d'être président du Conseil constitutionnel, j'ai eu soixante-quatre ans. Il nous était alors apparu qu'il serait sage que je ne remplisse pas cette fonction jusqu'à son terme. Vous m'avez fait l'amitié de m'informer de votre intention de désigner Robert Badinter en remplacement d'André Séglat dont le mandat vient à expiration. »

« L'action exemplaire menée sous votre autorité par Robert Badinter au service de la justice et de l'Etat de droit m'inspire admiration et respect. Reconnaissant, je le sais, votre sentiment, je considère que cette action et la force de ses convictions qualifient particulièrement Robert Badinter pour assumer la présidence du Conseil constitutionnel, garant du respect de la Constitution et des libertés fondamentales. »

« C'est pourquoi, en vous remerciant de la confiance que vous m'avez témoignée, je vous prie de bien vouloir accepter ma démission de cette présidence. »

Du commerce à la justice

MICHEL CRÉPEAU : par petites touches

Trente-cinq mois passés au ministère du commerce et de l'artisanat, où il avait été nommé dans le troisième gouvernement Mauroy en mars 1983 (le premier gouvernement de M. Fabius devait lui adjoindre le tourisme), ont été pour M. Michel Crépeau l'occasion d'actions par petites touches en faveur des petits de l'économie. La société personnelle à responsabilité limitée, mieux adaptée que la SARL, ou la SA à l'activité du petit commerce et de l'artisanat, a ainsi enfin vu le jour. Les petits patrons ont aussi acquis la possibilité de prendre leur retraite à soixante ans et leurs épouses celle de bénéficier d'une retraite. A la fin de 1985, M. Crépeau avait lancé une campagne en faveur du secteur des métiers : « L'artisanat : un sérieux coup de main à la France. »

En revanche, on avait beaucoup parlé de transformer la loi Royer, qui régit l'ouverture des magasins de grande surface. On n'y a pas touché.

QUATRE MIS LES

l'histoire, les enje

PC en déclin prévue

des indépendants et paysans. Aussi dans l'Eure, l'opposition présente des listes, s'attend-on à voir celle de M. La... celle de M. Jean-Louis Debré (RPR) en Seine-Maritime, même si les deux députés sortants de l'opposition appartiennent au RPR. La majorité des élus se rallie à M. Lecaillon, qui s'est trompé rep... rée par l'échec de la gauche aux com... nales de 1982.

RÉGIONALES	
Le conseil régional : Roger Foué (RPR)	
Nombre de sièges à pourvoir : 53	
SEINE-MARITIME : 28	
LÉGISLATIVES	
Nombre de sièges à pourvoir	
SEINE-MARITIME : 12	
DÉPUTÉS SORTANTS	
SEINE-MARITIME (10)	
(PS)	Michel Bérégovoy (PS)
(PS)	Marc Masson (PS)
(PS)	suppléant de Laurent Fabius
(PS)	Pierre Bourguignon (PS)
(PS)	Jean-Claude Sateux (PS)
(PS)	Paul Dhallé (PS)
(PS)	Joseph Menges (PS)
(PS)	André Durand (PS)
(PS)	Roger Foué (RPR)
(PS)	Jean Beaufils (PS)
(PS)	Georges Dalme (RPR)

SEINE-MARITIME	
PRÉSIDENTIELLE 1 ^{er} tour	
1 ^{er} tour	14 juin 1981
2 ^e tour	21 juin 1981
3 ^e tour	28 juin 1981
4 ^e tour	5 juillet 1981
5 ^e tour	12 juillet 1981
6 ^e tour	19 juillet 1981
7 ^e tour	26 juillet 1981
8 ^e tour	2 août 1981
9 ^e tour	9 août 1981
10 ^e tour	16 août 1981
11 ^e tour	23 août 1981
12 ^e tour	30 août 1981
13 ^e tour	6 septembre 1981
14 ^e tour	13 septembre 1981
15 ^e tour	20 septembre 1981
16 ^e tour	27 septembre 1981
17 ^e tour	4 octobre 1981
18 ^e tour	11 octobre 1981
19 ^e tour	18 octobre 1981
20 ^e tour	25 octobre 1981
21 ^e tour	1 ^{er} novembre 1981
22 ^e tour	8 novembre 1981
23 ^e tour	15 novembre 1981
24 ^e tour	22 novembre 1981
25 ^e tour	29 novembre 1981
26 ^e tour	6 décembre 1981
27 ^e tour	13 décembre 1981
28 ^e tour	20 décembre 1981
29 ^e tour	27 décembre 1981
30 ^e tour	3 janvier 1982
31 ^e tour	10 janvier 1982
32 ^e tour	17 janvier 1982
33 ^e tour	24 janvier 1982
34 ^e tour	31 janvier 1982
35 ^e tour	7 février 1982
36 ^e tour	14 février 1982
37 ^e tour	21 février 1982
38 ^e tour	28 février 1982
39 ^e tour	6 mars 1982
40 ^e tour	13 mars 1982
41 ^e tour	20 mars 1982
42 ^e tour	27 mars 1982
43 ^e tour	3 avril 1982
44 ^e tour	10 avril 1982
45 ^e tour	17 avril 1982
46 ^e tour	24 avril 1982
47 ^e tour	1 ^{er} mai 1982
48 ^e tour	8 mai 1982
49 ^e tour	15 mai 1982
50 ^e tour	22 mai 1982
51 ^e tour	29 mai 1982
52 ^e tour	5 juin 1982
53 ^e tour	12 juin 1982
54 ^e tour	19 juin 1982
55 ^e tour	26 juin 1982
56 ^e tour	3 juillet 1982
57 ^e tour	10 juillet 1982
58 ^e tour	17 juillet 1982
59 ^e tour	24 juillet 1982
60 ^e tour	31 juillet 1982
61 ^e tour	7 août 1982
62 ^e tour	14 août 1982
63 ^e tour	21 août 1982
64 ^e tour	28 août 1982
65 ^e tour	4 septembre 1982
66 ^e tour	11 septembre 1982
67 ^e tour	18 septembre 1982
68 ^e tour	25 septembre 1982
69 ^e tour	2 octobre 1982
70 ^e tour	9 octobre 1982
71 ^e tour	16 octobre 1982
72 ^e tour	23 octobre 1982
73 ^e tour	30 octobre 1982
74 ^e tour	6 novembre 1982
75 ^e tour	13 novembre 1982
76 ^e tour	20 novembre 1982
77 ^e tour	27 novembre 1982
78 ^e tour	4 décembre 1982
79 ^e tour	11 décembre 1982
80 ^e tour	18 décembre 1982
81 ^e tour	25 décembre 1982
82 ^e tour	1 ^{er} janvier 1983
83 ^e tour	8 janvier 1983
84 ^e tour	15 janvier 1983
85 ^e tour	22 janvier 1983
86 ^e tour	29 janvier 1983
87 ^e tour	5 février 1983
88 ^e tour	12 février 1983
89 ^e tour	19 février 1983
90 ^e tour	26 février 1983
91 ^e tour	5 mars 1983
92 ^e tour	12 mars 1983
93 ^e tour	19 mars 1983
94 ^e tour	26 mars 1983
95 ^e tour	2 avril 1983
96 ^e tour	9 avril 1983
97 ^e tour	16 avril 1983
98 ^e tour	23 avril 1983
99 ^e tour	30 avril 1983
100 ^e tour	7 mai 1983
101 ^e tour	14 mai 1983
102 ^e tour	21 mai 1983
103 ^e tour	28 mai 1983
104 ^e tour	4 juin 1983
105 ^e tour	11 juin 1983
106 ^e tour	18 juin 1983
107 ^e tour	25 juin 1983
108 ^e tour	2 juillet 1983
109 ^e tour	9 juillet 1983
110 ^e tour	16 juillet 1983
111 ^e tour	23 juillet 1983
112 ^e tour	30 juillet 1983
113 ^e tour	6 août 1983
114 ^e tour	13 août 1983
115 ^e tour	20 août 1983
116 ^e tour	27 août 1983
117 ^e tour	3 septembre 1983
118 ^e tour	10 septembre 1983
119 ^e tour	17 septembre 1983
120 ^e tour	24 septembre 1983
121 ^e tour	1 ^{er} octobre 1983
122 ^e tour	8 octobre 1983
123 ^e tour	15 octobre 1983
124 ^e tour	22 octobre 1983
125 ^e tour	29 octobre 1983
126 ^e tour	5 novembre 1983
127 ^e tour	12 novembre 1983
128 ^e tour	19 novembre 1983
129 ^e tour	26 novembre 1983
130 ^e tour	3 décembre 1983
131 ^e tour	10 décembre 1983
132 ^e tour	17 décembre 1983
133 ^e tour	24 décembre 1983
134 ^e tour	31 décembre 1983
135 ^e tour	7 janvier 1984
136 ^e tour	14 janvier 1984
137 ^e tour	21 janvier 1984
138 ^e tour	28 janvier 1984
139 ^e tour	4 février 1984
140 ^e tour	11 février 1984
141 ^e tour	18 février 1984
142 ^e tour	25 février 1984
143 ^e tour	4 mars 1984
144 ^e tour	11 mars 1984
145 ^e tour	18 mars 1984
146 ^e tour	25 mars 1984
147 ^e tour	1 ^{er} avril 1984
148 ^e tour	8 avril 1984
149 ^e tour	15 avril 1984
150 ^e tour	22 avril 1984
151 ^e tour	29 avril 1984
152 ^e tour	6 mai 1984
153 ^e tour	13 mai 1984
154 ^e tour	20 mai 1984
155 ^e tour	27 mai 1984
156 ^e tour	3 juin 1984
157 ^e tour	10 juin 1984
158 ^e tour	17 juin 1984
159 ^e tour	24 juin 1984
160 ^e tour	1 ^{er} juillet 1984
161 ^e tour	8 juillet 1984
162 ^e tour	15 juillet 1984
163 ^e tour	22 juillet 1984
164 ^e tour	29 juillet 1984
165 ^e tour	5 août 1984
166 ^e tour	12 août 1984
167 ^e tour	19 août 1984
168 ^e tour	26 août 1984
169 ^e tour	2 septembre 1984
170 ^e tour	9 septembre 1984
171 ^e tour	16 septembre 1984
172 ^e tour	23 septembre 1984
173 ^e tour	30 septembre 1984
174 ^e tour	7 octobre 1984
175 ^e tour	14 octobre 1984
176 ^e tour	21 octobre 1984
177 ^e tour	28 octobre 1984
178 ^e tour	4 novembre 1984
179 ^e tour	11 novembre 1984
180 ^e tour	18 novembre 1984
181 ^e tour	25 novembre 1984
182 ^e tour	2 décembre 1984
183 ^e tour	9 décembre 1984
184 ^e tour	16 décembre 1984
185 ^e tour	23 décembre 1984
186 ^e tour	30 décembre 1984
187 ^e tour	6 janvier 1985
188 ^e tour	13 janvier 1985
189 ^e tour	20 janvier 1985
190 ^e tour	27 janvier 1985
191 ^e tour	3 février 1985
192 ^e tour	10 février 1985
193 ^e tour	17 février 1985
194 ^e tour	24 février 1985
195 ^e tour	3 mars 1985
196 ^e tour	10 mars 1985
197 ^e tour	17 mars 1985
198 ^e tour	24 mars 1985
199 ^e tour	31 mars 1985
200 ^e tour	7 avril 1985
201 ^e tour	14 avril 1985
202 ^e tour	21 avril 1985
203 ^e tour	28 avril 1985
204 ^e tour	5 mai 1985
205 ^e tour	12 mai 1985
206 ^e tour	19 mai 1985
207 ^e tour	26 mai 1985
208 ^e tour	2 juin 1985
209 ^e tour	9 juin 1985
210 ^e tour	16 juin 1985
211 ^e tour	23 juin 1985
212 ^e tour	30 juin 1985
213 ^e tour	7 juillet 1985
214 ^e tour	14 juillet 1985
215 ^e tour	21 juillet 1985
216 ^e tour	28 juillet 1985
217 ^e tour	4 août 1985
218 ^e tour	11 août 1985
219 ^e tour	18 août 1985
220 ^e tour	25 août 1985
221 ^e tour	1 ^{er} septembre 1985
222 ^e tour	8 septembre 1985
223 ^e tour	15 septembre 1985
224 ^e tour	22 septembre 1985
225 ^e tour	29 septembre 1985
226 ^e tour	6 octobre 1985
227 ^e tour	13 octobre 1985
228 ^e tour	20 octobre 1985
229 ^e tour	27 octobre 1985
230 ^e tour	3 novembre 1985
231 ^e tour	10 novembre 1985
232 ^e tour	17 novembre 1985
233 ^e tour	24 novembre 1985
234 ^e tour	1 ^{er} décembre 1985
235 ^e tour	8 décembre 1985
236 ^e tour	15 décembre 1985
237 ^e tour	22 décembre 1985
238 ^e tour	29 décembre 1985
239 ^e tour	5 janvier 1986
240 ^e tour	12 janvier 1986
241 ^e tour	19 janvier 1986
242 ^e tour	26 janvier 1986
243 ^e tour	2 février 1986
244 ^e tour	9 février 1986
245 ^e tour	16 février 1986
246 ^e tour	23 février 1986
247 ^e tour	1 ^{er} mars 1986
248 ^e tour	8 mars 1986
249 ^e tour	15 mars 1986
250 ^e tour	22 mars 1986
251 ^e tour	29 mars 1986
252 ^e tour	5 avril 1986
253 ^e tour	12 avril 1986
254 ^e tour	19 avril 1986
255 ^e tour	26 avril 1986
256 ^e tour	3 mai 1986
257 ^e tour	10 mai 1986
258 ^e tour	17 mai 1986
259 ^e tour	24 mai 1986
260 ^e tour	31 mai 1986
261 ^e tour	7 juin 1986
262 ^e tour	14 juin 1986
263 ^e tour	21 juin 1986
264 ^e tour	28 juin 1986
265 ^e tour	5 juillet 1986
266 ^e tour	12 juillet 1986
267 ^e tour	19 juillet 1986
268 ^e tour	26 juillet 1986
269 ^e tour	2 août 1986
270 ^e tour	9 août 1986
271 ^e tour	16 août 1986
272 ^e tour	23 août 1986
273 ^e tour	30 août 1986
274 ^e tour	6 septembre 1986
275 ^e tour	13 septembre 1986
276 ^e tour	20 septembre 1986
277 ^e tour	27 septembre 1986
278 ^e tour	4 octobre 1986
279 ^e tour	11 octobre 1986
280 ^e tour	18 octobre 1986
281 ^e tour	25 octobre 1986
282 ^e tour	1 ^{er} novembre 1986
283 ^e tour	8 novembre 1986
284 ^e tour	15 novembre 1986
285 ^e tour	22 novembre 1986
286 ^e tour	29 novembre 1986
287 ^e tour	6 décembre 1986
288 ^e tour	13 décembre 1986
289 ^e tour	20 décembre 1986
290 ^e tour	27 décembre 1986
291 ^e tour	3 janvier 1987
292 ^e tour	10 janvier 1987
293 ^e tour	17 janvier 1987
294 ^e tour	24 janvier 1987
295 ^e tour	31 janvier 1987
296 ^e tour	7 février 1987
297 ^e tour	14 février 1987
298 ^e tour	21 février 1987
299 ^e tour	28 février 1987
300 ^e tour	6 mars 1987
301 ^e tour	13 mars 1987
302 ^e tour	20 mars 1987
303 ^e tour	27 mars 1987
304 ^e tour	3 avril 1987
305 ^e tour	10 avril 1987
306 ^e tour	17 avril 1987
307 ^e tour	24 avril 1987
308 ^e tour	1 ^{er} mai 1987
309 ^e tour	8 mai 1987
310 ^e tour	15 mai 1987
311 ^e tour	22 mai 1987
312 ^e tour	29 mai 1987
313 ^e tour	5 juin 1987
314 ^e tour	12 juin 1987
315 ^e tour	19 juin 1987
316 ^e tour	26 juin 1987
317 ^e tour	3 juillet 1987
318 ^e tour	10 juillet 1987
319 ^e tour	17 juillet 1987
320 ^e tour	24 juillet 1987
321 ^e tour	31 juillet 1987
322 ^e tour	7 août 1987
323 ^e tour	14 août 1987
324 ^e tour	21 août 1987
325 ^e tour	28 août 1987
326 ^e tour	4 septembre 1987
327 ^e tour	11 septembre 1987
328 ^e tour	18 septembre 1987
329 ^e tour	25 septembre 1987
330 ^e tour	2 octobre 1987
331 ^e tour	9 octobre 1987
332 ^e tour	16 octobre 1987
333 ^e tour	23 octobre 1987
334 ^e tour	30 octobre 1987
335 ^e tour	6 novembre 1987
336 ^e tour	13 novembre 1987
337 ^e tour	20 novembre 1987
338 ^e tour	27 novembre 1987
339 ^e tour	4 décembre 1987
340 ^e tour	11 décembre 1987
341 ^e tour	18 décembre 1987
342 ^e tour	25 décembre 1987
343 ^e tour	1 ^{er} janvier 1988
344 ^e tour	8 janvier 1988
345 ^e tour	15 janvier 1988
346 ^e tour	22 janvier 1988
347 ^e tour	29 janvier 1988
348 ^e tour	5 février 1988
349 ^e tour	12 février 1988
350 ^e tour	19 février 1988
351 ^e tour	26 février 1988
352 ^e tour	5 mars 1988
353 ^e tour	12 mars 1988
354 ^e tour	19 mars 1988
355 ^e tour	26 mars 1988
356 ^e tour	2 avril 1988
357 ^e tour	9 avril 1988
358 ^e tour	16 avril 1988
359 ^e tour	23 avril 1988
360 ^e tour	30 avril 1988
361 ^e tour	7 mai

société

LES DOUZE EXPERTS DU PROGRAMME «EURESPOR» REÇUS A L'ÉLYSÉE

Cancers et modes de vie

M. François Mitterrand devait recevoir ce jeudi 20 février à l'Élysée le groupe des douze experts européens chargés de mettre en œuvre le programme d'action européenne contre le cancer, programme baptisé Eurespor.

Cette réunion inaugure une semaine d'information qui, jusqu'au 26 février, s'adressera aux «trois cents vingt millions de citoyens de l'Europe». Un document sera par ailleurs diffusé, intitulé «L'ensemble des pratiques

françaises. Ces actions seront, en 1986, financées par un budget de 2 millions d'ECU débloqués par la Commission des Communautés européennes. Ce budget devrait être doublé en 1987.

Le cancer change de visage. Malade perçue comme un fléau il y a peu encore, la pathologie ne cesse d'apparaître de plus en plus clairement comme une majorité des modes de vie spécifiques. Elle prend en cela une dimension sociale — et sa prise en charge une dimension politique — que personne, à commencer par les pouvoirs publics, ne peut plus aujourd'hui ignorer.

Conférence de chapelle

Ces douze chapitres — prévention et dépistage précoce — dépassent le cadre des possibilités du corps médical. Ils sont spécialisés, et nécessitent une véritable politique nationale. La meilleure illustration actuelle de ce problème à l'échelle européenne est fournie par le dépistage précoce du cancer du sein. De

récentes études conduites en Europe du Nord démontrent le gain significatif — en termes de guérison et d'espérance — que permet le recours systématique, pour les femmes âgées de 40 à 50 ans, à l'examen radiographique. Cette décision politique n'a pourtant entraîné que la publication des résultats dans la presse scientifique internationale, en dépit de l'appel lancé par certains spécialistes (1).

Les initiatives européennes à laquelle on assiste — sur l'initiative, dit-on à l'Élysée, de François Mitterrand et des cancérologues français — sera-t-elle de nature à modifier les pesanteurs administratives et politiques rencontrées dans ce domaine ?

JEAN-YVES MAILLÉ

L'observation épidémiologique a permis de définir, sans ambiguïté aucune, les facteurs «environnementaux» favorisant la genèse et le développement de l'espèce humaine. Et, de la même manière que l'on sait

Les actions sur les sites industriels. — Les études globales de danger et de prévention qui ont été lancées sur tous grands sites industriels à dix autres sites.

La création de comités de concertation pour donner un avis à l'Etat et à la responsabilité de la sécurité sera suivie en liaison avec les différents partenaires concernés (industriels, syndicats, élus, pouvoirs publics).

La mise en place pour chaque site, à l'initiative des pouvoirs concernés, d'un système de détection, d'alarme et d'urgence, en liaison avec les centres de secours locaux pour une intervention efficace.

L'étude de la réalisation de voies nouvelles ou d'extension de l'existant afin de permettre d'organiser rationnellement les secours.

Des propositions seront élaborées en vue de garantir juridiquement la mise en place de plans de sécurité autour des sites industriels.

Actions concernant le transport de matières dangereuses. — Il s'agit de renforcer les textes existants, renforcer l'information des chauffeurs, mettre en place un dispositif permettant une meilleure information sur les produits transportés pour faciliter l'intervention en cas de sinistre, rechercher systématiquement les itinéraires de contournement des agglomérations, voire des itinéraires spécifiques pour le transport de certains produits.

RESPONSABILITÉ DU MINISTRE. — Conformément à l'article 48, alinéa 2, de la Constitution, le chef du ministère a la responsabilité de l'ensemble des actions de la Commission de la sécurité.

Sur proposition du ministre de l'Équipement, M. Jean Delors est nommé inspecteur général de l'équipement.

Sur proposition du ministre de la Culture, M. Jean Mahieu, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Sur proposition du ministre de la Justice, M. Jean-Louis Lauer, est nommé inspecteur général de l'administration des affaires culturelles.

Sur proposition du ministre de l'Équipement, M. Jean Delors est nommé inspecteur général de l'équipement.

Sur proposition du ministre de la Culture, M. Jean Mahieu, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Sur proposition du ministre de la Justice, M. Jean-Louis Lauer, est nommé inspecteur général de l'administration des affaires culturelles.

Sur proposition du ministre de l'Équipement, M. Jean Delors est nommé inspecteur général de l'équipement.

Sur proposition du ministre de la Culture, M. Jean Mahieu, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Sur proposition du ministre de la Justice, M. Jean-Louis Lauer, est nommé inspecteur général de l'administration des affaires culturelles.

Sur proposition du ministre de l'Équipement, M. Jean Delors est nommé inspecteur général de l'équipement.

Sur proposition du ministre de la Culture, M. Jean Mahieu, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Sur proposition du ministre de la Justice, M. Jean-Louis Lauer, est nommé inspecteur général de l'administration des affaires culturelles.

Sur proposition du ministre de l'Équipement, M. Jean Delors est nommé inspecteur général de l'équipement.

Sur proposition du ministre de la Culture, M. Jean Mahieu, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Sur proposition du ministre de la Justice, M. Jean-Louis Lauer, est nommé inspecteur général de l'administration des affaires culturelles.

Sur proposition du ministre de l'Équipement, M. Jean Delors est nommé inspecteur général de l'équipement.

Sur proposition du ministre de la Culture, M. Jean Mahieu, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Une ordonnance pour l'Europe

Le document destiné aux «320 millions de citoyens européens» (1) explique à la fois que «des cancers peuvent être évités» et que «des cancers peuvent être guéris».

Beaucoup de cancers, peut-on lire, surviennent à un âge tardif, mais ils ont la conséquence d'exposition à des risques survenant après ou même au cours de la vie.

1. Ne pas fumer. Si l'on fume, il faut préférer les cigarettes sans filtre, ou au moins les cigarettes à goudron inférieur à 10 milligrammes. Essayer de ne pas dépasser cinq cigarettes par jour.

2. Éviter une consommation excessive d'alcool (pas plus de l'équivalent d'un verre de vin par jour).

3. Éviter une mauvaise hygiène dentaire. Faire pratiquer un examen

médical de la cavité buccale tous les ans à partir de la quarantaine, surtout pour les fumeurs et les buveurs d'alcool.

4. À partir du début de la vie sexuelle, pour les femmes, faire pratiquer un frottoir du col utérin tous les trois ou cinq ans. Avoir une bonne hygiène des organes génitaux et consulter un médecin pour toute infection des voies génitales survenant dans le couple.

5. Éviter des expositions brutales, intenses ou prolongées au soleil, surtout pour les sujets qui ont une peau claire.

Sous le chapitre «Des cancers peuvent être guéris», ce document explique qu'il convient de détecter le plus tôt possible la plupart des cancers. Il convient notamment de faire les examens suivants :

1. Pour les femmes à partir de vingt-cinq ans, se palper soigneusement, régulièrement

ment les seins. Chez les femmes à risque, faire faire un examen radiologique des seins à quarante-cinq ans, puis, à partir de cinquante ans, tous les trois ans.

2. Pour les hommes, à partir de cinquante-cinq ans, demander un examen médical de la prostate chaque année.

3. Consulter son médecin pour toute grosseur ou nodule apparaissant en un endroit quelconque du corps, pour tout grain de beauté qui grossit, change de couleur, ou saigne (on peut ainsi éviter des cancers de la peau), pour tout engorgement, pour tout symptôme inhabituel persistant (difficulté à digérer, uriner, tousser, enrouement, etc.).

Parallèlement à la diffusion de ce document, une série d'actions d'information et de prévention se dérouleront en France jusqu'au 26 février. Outre la diffusion d'un document à l'ensemble des méde-

ciens généralistes, seront organisées des journées portes ouvertes dans les centres anticancéreux, des actions d'information à l'Assistance publique de Paris et dans les hôpitaux, un jeu informatique, un jeu de cartes, un jeu de radio pour les treize-dix-sept ans. L'Association pour le développement de la recherche sur le cancer (Villégier) et la Ligue nationale contre le cancer sont associées à ces opérations. Enfin, une banque de données sur minitel sera créée pour les médecins.

(1) En réalité, certains pays comme le Danemark ou le Royaume-Uni, qui ont une incidence plus élevée de cancers, ont en avance en matière de prévention sur le cancer, ne diffuseront pas ce document auprès de leur population.

SPORTS

BERNARD TAPIE A MARSEILLE

Ménage à trois

Marseille exulte. M. Gaston Defferre peut prousser. Il avait appelé de ses vœux l'accord amical officiellement, mercredi 19 février, entre M. Bernard Tapie et l'Olympique de Marseille. Les tumultueuses fluctuations du club phocéen, jusqu'en 1985, l'homme d'affaires parisien ont finalement abouti à l'officialisation d'un ménage à trois.

M. Bernard Tapie, dont le groupe détient 90 % des parts de la société créée à cette occasion, exerce son pouvoir de l'entreprise. M. Michel Hidalgo, ancien directeur technique national, mais, comme il l'a exigé, les pleins pouvoirs sportifs. Entre les deux, M. Jean Carrière, actuel président du club, conserve son poste.

C'est lui qui avait retardé la conclusion de l'accord, mais que la Canebière a depuis longtemps voté Tapie. Il fallait que ce dernier s'engage, quel que soit le destin de l'OM à l'issue de la saison. C'est fait.

Mardi, dans les salons d'un grand hôtel parisien, il se manifeste l'ombre d'une dissension entre Bernard Tapie et Jean Carrière. Devant la meute des photographes, la cohabitation s'annonçait conviviale : tutoiements, sourires, poignées de mains et coupes de champagne.

«Il n'y aura pas de chambardement, je suis pour la stabilité», a déclaré M. Bernard Tapie, avant de préciser : «J'ai l'intention de faire

confiance aux gens en place jusqu'à ce qu'ils aient la preuve qu'ils ne le font pas». L'avertissement vaut pour les dirigeants et pour l'encadrement technique. Il indique clairement que les dirigeants du club ont l'intention de rester.

Marseille donne 50 millions

D'ailleurs, mobilisant l'attention, M. Bernard Tapie a dévoilé ses objectifs : «Nous mettrons sur pied une politique de formation, ce je veux faire un club, pas seulement une équipe. Mais, dans l'immédiat, il faudra une politique de recrutement afin d'obtenir rapidement des résultats sur le plan européen.» Sans préciser le budget qui sera le sien (on avait parlé de 10 millions de francs par an sur cinq ans), l'homme d'affaires a défendu la volonté de la normalisation dans les transferts : «Je veux que l'industrie provoque une déflation en matière de salaires en proposant aux joueurs autre chose pour leur avenir. Ils ne pensent pas qu'à l'argent.»

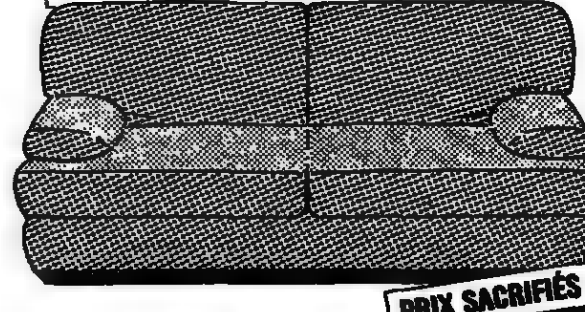
Après pour des raisons juridiques de la société de gestion de l'OM, la maison de Marseille a approuvé. Elle n'a pas hésité à financer un tel projet d'entraînement, un centre de formation et la modernisation du stade-vélodrome, pour un investissement total de 50 millions.

lions de francs. A Marseille, l'annonce d'une telle dépense ne peut pas être un handicap électoral. M. Jean-Claude Gaudin, maire de l'opposition locale, s'est aussitôt réjoui de l'annonce et félicité de l'investissement par la ville. «Si l'avenir me place en situation d'aider une équipe, les dirigeants du club pourront compter sur moi», a-t-il déclaré.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

■ TENNIS : Internationaux de Boca-West (Floride). — Les Français Yannick Noah et Guy Forget ont été inclinés mercredi 19 février, en quarts de finale du tournoi de Boca-West, face, respectivement, à l'Américain Jimmy Connors (5-7, 6-4, 7-6, 6-4) et au Suédois Mats Wilander (5-7, 6-4, 6-4, 6-3). En revanche, les Français Guy Forget et Yannick Noah ont battu en demi-finales du double messieurs, associé à l'Américain Paul Fleming.

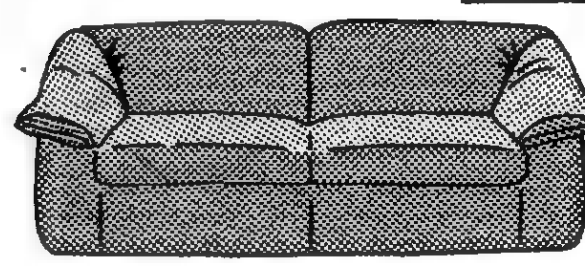
REVOLUTION sur CANAPÉS
Du 21 au 24 février
Ouverture le 21 à 14 h 00



PRIX SACRIFIÉS
Vente exceptionnelle de 160 canapés et fauteuils, contemporains et classiques, en cuir ou en tissu, raffinés, colorés et créatifs, et accessoires. Collections 1985.

Par exemple :

Canapé 2 places, tissu CASAL Manor	2.440 F	3.720 F
Canapé 3 places, cuir épaisseur 1.2/1.3	10.650 F	6.650 F
Canapé 3 places, tissu RUBELLI Ségur	8.792 F	5.270 F
Canapé 2 places, cuir épaisseur 1.2/1.3	10.750 F	5.900 F
Canapé 2 places, déhoussable tissu coton	4.260 F	2.590 F
Canapé 3 places, cuir épaisseur 1.2/1.3	13.980 F	8.200 F
Canapé 3 places, tissu	2.050 F	3.525 F



Tous les modèles sont disponibles et à emporter...
Venez vite pour avoir le choix.

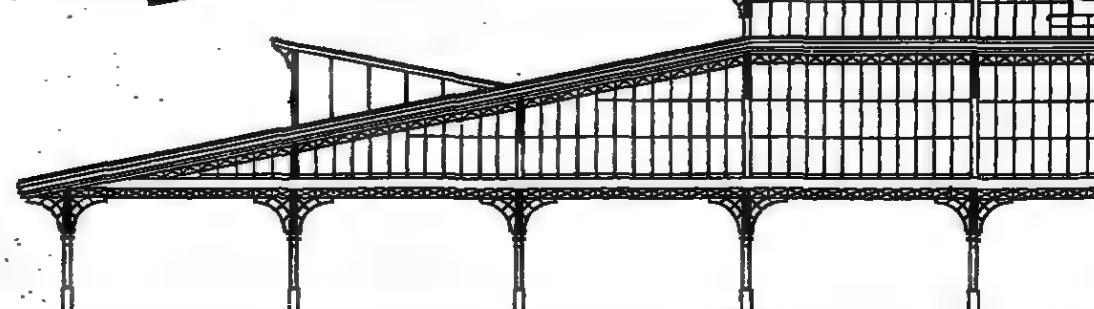
74, quai d'Austerlitz, 75013 Paris
Ouvert tous les jours de 10 h à 19 h dimanche inclus
Ouverture le 21 à 14 h 00

Par autorisation préfectorale CAP N° 009 - LD 86

HUMIDIFICATEUR D'AIR A EFFICACITE VISIBILE (Procedé : **Humidifiant**)
Pour bureaux et maisons jusqu'à 160 m²
Respirez l'air pur, sans bactéries dans le silence, comme si vous étiez à la montagne.
Distributeur : Joseph Brandt, Corniche N.N. DRAP, 06340 LA TRINITE
Tél. : 06 83 57 42 44, Telex : 446 007 P

SI VOUS AVEZ LE SENS DE L'ORIENTATION
VOUS TROUVEREZ BIEN LA VILLETTE

LES 5 JOURS DE L'ÉTUDIANT
POUR CHOISIR SES
ÉTUDES ET SON MÉTIER



la Villette

l'Étudiant

22 AU 26
FÉVRIER
10H - 19H

Seizièmes de finale de la Coupe de France

A l'exception de Tours-Evry et Chaumont-Bastia reportés à raison 22 et 25 février, les matches retour de la Coupe de France de football, disputés mercredi 19 février, ont donné les résultats suivants :

DIVISION 1 - ENTRE EUX		DIVISION 2 - ENTRE EUX	
Auxerre b. Metz	1-0 (1-0)	Amiens b. Metz	1-0 (1-0)
Strasbourg b. Lille	2-2 (1-1)	Strasbourg b. Lille	1-0 (1-2)
Reims b. Le Havre	1-0 (1-2)		
DIVISION 3 - ENTRE EUX		DIVISION 4 - ENTRE EUX	
Montpellier et Nice	1-1 (1-0)	Montpellier et Paris-SS	1-1 (1-2)
Laval b. Angers	2-1 (0-0)	Laval b. Angers	2-1 (0-0)
Lens et Boulogne	1-1 (2-1)		

S,
tats-Unis."

DN!
RAZ
DE
REE
ORDE
A
NCE."

Wajsbrot
elles Littéraires)

"Avec ce premier roman,
id Payne renouvelle le
re... Et son héros Sun I
artient ni plus ni moins à la
ille de Candide, Don
chotte et Parsifal!"
Martine Valo
(Actuel)

• SOCIÉTÉ

Le Couvent des fous

Une passionnante enquête sur l'asile de Limoux, au dix-neuvième siècle.

« **L** 'hôpital public est destiné à faire disparaître l'affligeant spectacle que les fous privés de raison nous donnent trop souvent sur la voie publique ». Les défenseurs de la salubrité qui lancèrent au dix-neuvième siècle la campagne de désodorisation dans les villes françaises furent aussi les pourfendeurs de l'« ordure morale », représentée par les prostituées, puis par les fous. Ni la philanthropie ni le souci médical ne justifiaient la construction hâtive d'un asile qui devait purger les sains d'esprit de la contamination des insensés : le fou errant, à en croire l'imaginaire populaire, semait, tel le diable, l'événement sur son chemin.

Imaginez alors la profit que peut tirer un historien de l'étude d'une ville qui se réveille un beau jour dans la crainte d'une « invasion » des fous. Dans le sillage de Michel Foucault, grâce à des recherches et des enquêtes sur le terrain, Giordano Charuty livre une étude passionnante, originale et instructive sur le Couvent des fous, qui se situait à Limoux, au sud de Carcassonne.

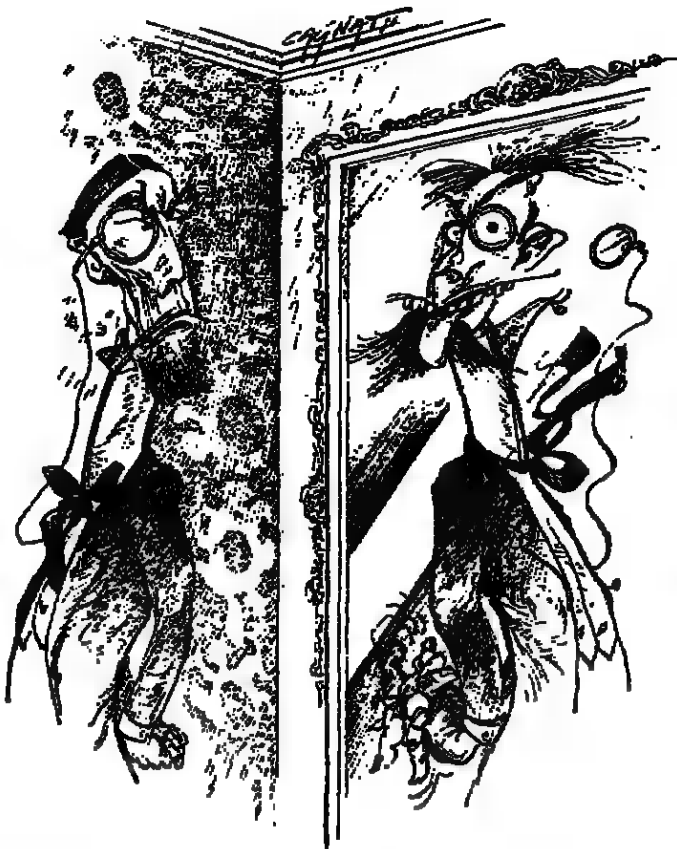
A Limoux, lorsque le vent se levait, les hurlements des aliénés enfermés dans l'asile se répandaient à travers les rues et parvenaient jusqu'aux oreilles des bons citoyens. Mais, nul ne l'ignore, à quelque chose malheur est bon : « Dans le quartier, confia un habitant, on n'avait pas besoin de regarder la girouette, il suffisait de tendre l'oreille, et si l'on

entendait les malades gueuler, c'est que c'était marin, c'était mal. S'ils étaient calmes, c'est que c'était du vent ».

Les cris étaient d'autant mieux tolérés que l'asile faisait vivre la ville : les emplois y étaient, certes, peu rémunérés, mais les bonnes sœurs s'avaient prodigues de viande et de légumes. Les commerçants faisaient de très bonnes affaires avec les malades riches, qui payaient à prix d'or leur camelote. Et, bien sûr, l'asile devint la principale préoccupation des Limouxins. Leurs enfants s'amusaient à ramasser les papiers griffonnés à la hâte et jetés à travers les barreaux par les prisonniers, et qui parfois ne manquaient pas de poésie : « On dit que la Terre est ronde comme une orange, ce n'est pas vrai puisque l'orange je la mange ».

Cette apparente tolérance cachait, cependant, une certaine frayeur, qui explosa le jour où les bonnes sœurs étendirent leur empire. Désormais, deux bâtiments entouraient la gare de Limoux : le magasin des pompes funèbres et le couvent, si bien que le voyageur avait l'étrange impression d'arriver dans une ville où il fallait opter pour la folie ou pour la mort...

Le rejet des fous était d'autant plus visible qu'on ne reconnaissait pas l'enfermement comme une mesure thérapeutique. L'asile, c'était la sanction, la prison pour les malades mentaux aux criminels. L'internement relevait de la police, au point que le père d'un



CAGNAT.

malade écrivit, en 1855, au maire de sa commune pour exposer son cas en ces termes : « Pendant longtemps, j'ai caché soigneusement l'état de mon fils, parce qu'il me faisait de la peine ainsi qu'à sa mère de le dénoncer à l'autorité et de le faire interné au public ». Mais cette attitude qui se soumettait, pourtant, au plus en plus à la médicalisation, avec la répression policière, fut donc jugée efficace : l'enfermement des fous.

Le Figaro, en 1934, n'hésita pas à écrire en écho le savoir de l'immunité des médecins, dans un article révélateur de l'état d'esprit de la frayeur qui pouvaient régner au voisinage du Couvent

des fous : « Il semble bien que l'aliénation mentale soit contagieuse. Ce n'est pas impunément qu'on va dans la rue à la recherche des fous... Qui sait ce qui peut se passer dans l'esprit d'un homme qui n'a guère pour exemple que l'exemple des fous ? »

ROLAND JACCARD.

★ LE COUVENT DES FOUS, de Giordano Charuty, Flammarion, 397 p., 140 F.

★ A signaler également : SEUR JEANNE DES ANGES, autobiographie d'une hystérique possédée, préface de Charcot, suivi de Jeanne des Anges, par Michel de Certeau, éd. Jérôme Milon (134, chemin de l'Étoile, 38330 Monthemont-Saint-Martin), 379 p., 89 F.

Le rêve comme un crime

Marie Lafarge avait-elle empoisonné son époux ?

« **L** e malheur de cette affaire est qu'on y rêve. Marie d'y vivre », confiait Marie Cappelle, épouse Lafarge, à une amie, un mois après son mariage. Toutes les femmes semblaient pourtant « s'être penchées sur le berceau » de cette jeune femme qui, enfant, jouait avec Alexandre Dumas, filleul de son grand-père.

Seulement, voilà, la France de 1839 a des règles qu'il n'est pas bon de transgresser : lire Goethe, le livre ouvert, improviser des vers en italien, pourquoi pas ? Se prétendre républicaine, passer pour une jeune fille romantique, voilà l'insupportable !

Fort heureusement pour la morale, la famille veille. En deux jours, un fiancé - un vend phut - l'insoumise de Charles Lafarge, un industriel du Limousin. Marie, qui avait été dans sa jeunesse prétendante, se sent prise au piège, capturée vive. Non content d'être laid, rustre, et inculte, le fiancé venait, en qui impressionne cette jeune fille romantique.

Marie Cappelle, devenue Lafarge le 12 août 1839, éprouvera vite du dégoût pour ce mari qui a la prétention de se livrer à des attouchements qu'elle n'apprécie pas. Laure Adler, qui pour écrire *L'Amour à l'arsenic*, a lu les *Mystères de Paris* - mille cinq cent pages écrites en trois mois -, le journal, la correspondance et les poèmes de son héroïne, laisse entendre que le couple n'aurait jamais eu de rapports sexuels.

« La fiancée de la mort »

Charles Lafarge mourra le 14 janvier 1888 après deux jours d'agonie. L'affaire Lafarge commençait. Elle allait, comme la coutume le veut, diviser la France en deux. Tout comme Marie : « Les répétitions d'arsenic, le témoignage des domestiques et de sa belle-famille, les commérages... La presse lui traça bien vite des surnoms : « la fiancée de la mort ».

Laure Adler plaide avec passion pour cette femme livrée à la vindicte publique. Marie Lafarge

passera d'abord en prison pour une tentative de vol de bijoux. Elle sera condamnée à deux ans d'emprisonnement, quelques semaines de réclusion avant que débute à Tulle, le 3 septembre 1840, son procès en assises.

« Mais peut-on réellement parler de « justice » lorsque l'on applique la procédure pénale à une femme qui qu'avant même l'ouverture des débats des jurés proclamait en ville leur certitude de la culpabilité de l'accusée. L'un d'entre eux s'écria même : « Elle ne pourra m'empêcher de la condamner à mort ! »

L'avocat général ne cacha pas, dans un réquisitoire liminaire, ses intentions : la victime, c'est la France ; l'accusée, c'est l'oisiveté, la parole, le « vice », enfin, ce vice « redoutable pour la vie bourgeoise et les bonnes mœurs ».

L'auteur nous narre par le détail les batailles des experts en toxicologie. L'esprit de Charles Lafarge - ou du moins ce qu'il en restait - est exposé devant la cour et Mathieu Orfila, doyen de la faculté de médecine de Paris, défendait les thèses de l'accusation en prétendant avoir analysé un demi-milligramme d'arsenic dans les viscères. François-Vincent Raspail, appelé à la rescousse par la défense, arriva trop tard, et Marie Lafarge fut condamnée aux travaux forcés à perpétuité.

Vedette populaire malgré elle, la détenue se livra à l'écriture. Elle écrivit non pour se justifier, mais pour être par-delà les murs de la prison. En onze années de détention, elle recruta des dizaines de milliers de lettres et en expédia six mille.

Grâce à Napoléon III en 1851, Marie Lafarge mourra presque immédiatement après avoir passé près de dix ans de sa vie en prison.

Laure Adler se garde bien de prendre position sur l'innocence ou la culpabilité de Marie Lafarge, mais elle n'est pas le fond de ce fait divers. La morale publique de la bourgeoisie exigeait que Marie fut coupable. Donc, elle le fut.

PIERRE DRACHLINE.

★ L'AMOUR À L'ARSENIC (Histoire de Marie Lafarge), par Laure Adler, Denoël, 222 p., 88 F.

TAHAR BEN JELLOUN



Tahar Ben Jelloun
L'enfant de sable

roman
Seuil

Conte philosophique, roman, incantation, poème de l'amour fou et du désir, critique de la morale traditionnelle, « L'enfant de sable » nous rappelle aussi le commencement de toute littérature, qui est l'ivresse de la parole... Borges aimerait entendre ce conte.

JEAN-MARIE G. LE CLÉZIO / LE MONDE

Un chant, une Odyssée orientale, un cri infiniment modulé, une passerelle entre deux songes...

MICHEL GAZIER / TÉLÉRAMA

L'ivresse de la parole finit par gagner celui qui l'entend. Voilà sans doute une des clés de l'envoûtement qui se dégage de « L'enfant de sable ».

JEAN COCTRIGNE / LE PROVENÇAL

Le plus beau roman de Tahar Ben Jelloun, conte arabe, lumineux, mystérieux, doux, effrayant que mille et une nuits du désert, dit peut-être l'une des mémoires de l'homme. DANIELE BRISON / DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE

Avec « L'enfant de sable » nous retrouvons cette foi dans le merveilleux que Ben Jelloun ressuscite en nous de livre en livre.

JEAN-NOËL PANCRAZI / LA QUINZAINE LITTÉRAIRE

Un roman porte-bonheur. DOMINIQUE DURAND / LE CANARD ENCHAÎNÉ

Ben Jelloun nous ensorcelés. ANTOINE SPIRÉ / LE MATIN

Ce livre baroque est un régal. FRANÇOIS MICHAËL / LE GAI PIED

SEUIL

LETTRES ÉTRANGÈRES

Les nuits blanches de Saint-Petersbourg

La redécouverte d'une superbe trilogie judéo-russe.

SCHALOM ASCH, né en 1880 à Kutno, en Pologne, a vécu, comme Singer plus tard, la vie juive dans l'Est européen. Bien avant le prix Nobel de 1978, il a été l'un des premiers à sortir la littérature yiddish du ghetto. A quarante ans, ses œuvres complètes, publiées à New-York, comptaient déjà douze volumes, romans, pièces, théâtre, nouvelles et récits. Dans ses écrits, inspirés par la réalité de son temps, par le rapport du juif au feu du juif au gentil, le romancier prend ses distances avec l'événement. Ses textes, tristes, serins, dépliés à certains, juifs fanatiques. Le quotidien new-yorkais *Forward*, auquel Schalom Asch avait longtemps collaboré, l'a accusé d'antisémitisme. Errant authentique, il a séjourné dans plusieurs pays. Sa maison, près de Tel-Aviv, est devenue un musée. Lorsqu'il est mort à Londres, en 1957, ses livres étaient traduits en vingt-sept langues.

De sa création foisonnante, par une inégale mais toujours enracinée dans la lignée des conteurs classiques et des romanciers réalistes, se détache la célèbre trilogie *Les nuits blanches de Saint-Petersbourg*, Varsovie, 1910. Publiée en France au début des années 30, dans la traduction d'Alexandre Vialatte, et précédée par Stefan Zweig, ces livres racontent une époque déterminante pour l'avenir de l'Europe, celle de 1910 à 1917. C'est dire l'importance de la réédition, après un demi-siècle, du premier volet d'un triptyque qui nous ramène la féerie blanche d'un monde évanoui.

★ L'ŒUVRE DU QUATRIÈME CENTO, de Michael Bakounine, traduit de l'anglais par Yves de la Motte, Calmann-Lévy, 260 p., 1195 F. à partir de 1-4-1986.

★ RENAISSANCE, de PSEL DOR-RENAISSANCE, de Federico Zeri, traduit de l'italien par Christian Paoletti, 136 p., 50 F.

dérés des citoyens et part entière par les autorités.

L'avocat Halperine est un représentant typique de cette catégorie de privilégiés. Son épouse, Olga, élève ses enfants dans la tradition de tolérance inhérente à son milieu évolué. Nina, jeune fille polyglotte, joue du piano à fréquence la meilleure société; Micha, son jeune frère, écolier méritant, prépare son baccalauréat. Qu'arrive dans cette famille, en apparence heureuse et comblée, Zakhar Mirkin, collaborateur de l'illustre Halperine. Très vite, sa présence agit comme un révélateur puissant. Si les événements avaient suivi leur cours naturel, le jeune homme timide et charmant, fiancé à la ravissante Nina, l'aurait épousé pour mener l'existence plaisante de ses pairs. Mais les attitudes et le comportement de Zakhar Mirkin démontrent à d'autres moments.

Ecrasé par l'autorité d'un père richissime et brutal, vivant dans le souvenir d'une mère morte dans un sanatorium, Zakhar est un élève, une province, par une de ces

admirables nourrices russes, fidèles gardiennes du foyer. C'est elle qui lui révèle le judaïsme lorsque, malheureux, il se tourne vers le Christ. C'est elle qui le protège tout en lui apprenant que la véritable patrie des enfants solitaires est surtout celle du cœur.

Odepe dans la Venise du Nord

C'est dans le bras d'Olga, sa future belle-mère, que Zakhar cherche le fantôme de sa propre mère après avoir découvert le visage derrière le masque de cette brillante curieuse chassée. Nina, délaissée, se sentira attirée par le vieux Zakhar Mirkin, le père de celui qu'elle devait épouser. Leurs destins, comme celui de Micha, l'écolier exemplaire - en fait, un voyou qui saccage la vie d'un humble serviteur amoureux de son visage angélique - sont ceux de parents Halperine, d'une éléance et d'un traitement distingués, préfigurent la chute d'un monde qui abandonne les valeurs

pour bavardages et de vaines coucherries. Zakhar renonce à sa carrière pétersbourgeoise, à ses fiançailles. Il trouvera chaleur humaine et sérénité parmi les juifs *stetli* ou de Varsovie, humanité souffrante vers laquelle il pousse une mémoire ancestrale oubliée.

Il y a des images dans ce livre qui s'inscrivent profondément chez le lecteur : les cerises servies sur la neige au bord de la Baltique en hiver, Olga maternelle, séduite par l'évanescence collaborateur de son mari, le printemps sur les quais de la Néva prisonnière des glaces, leur débâcle devant Zakhar par le vertige du néant. Pourtant, le lecteur aimera bien connaître les avatars de ce héros à l'âme nostalgique, dans un ailleurs lointain. Attendons le mois de septembre pour la sortie du prochain volet, intitulé *Le crime du Padre Amaro*.

EDGAR REICHMANN.

★ PETERSBURG, de Schalom Asch, roman traduit de l'allemand par Alexandre Vialatte. Préface de Stefan Zweig, Belfond, coll. « Vies juives », 355 p., 98 F.

Le prêtre amoureux

Eça de Queiroz (1845-1900), grand romancier portugais évoque la soutane et ses interdits.

EÇA DE QUEIROZ est mort à Neully en 1900, il était natif du Portugal à Paris. Avec Camilo Castelo Branco, il fut le grand maître de la littérature portugaise du dix-neuvième siècle, et le chef de file du mouvement réaliste portugais qui, dans les années 70, succéda au romantisme. Très influencé par Flaubert et Zola, il alla jusqu'à traiter un sujet apparemment identique à *Le Crime du Padre Amaro*.

Mais au-delà de la similitude du sujet, Eça et Eça de Queiroz ont des sensibilités très différentes.

Dès les premières pages de *Le Crime du Padre Amaro*, l'auteur est à la recherche de tout ce qui peut annoncer le crime d'un prêtre dont le nom même est déjà comme une protestation contre l'obligation de célibat. Car Amaro, devenu prêtre malgré lui, du mal il contient sa sensualité. Le style est rapide de l'auteur met un *valium* à *masses de Jupons blancs* qu'une jeune femme laisse apercevoir en tant dans un caleçon, ou ces *bras revêtus d'une gaze noire* qui

que l'on saura qu'Amélia, la fille de sa logeuse, est la plus belle fille de Leiria, que la chambre de cette même Amélia se trouve juste au-dessus de celle du prêtre, comment ne pas deviner une partie de l'intrigue ? Mais une partie seulement car il y a tout ce qui transpire la faute en crime. Bien sûr, le sujet est *amoral*, mais dans la manière d'Eça de Queiroz.

Au-delà de cette lecture au premier degré, on découvre une autre beaucoup plus profonde : l'histoire du Padre Amaro est la nôtre, et sa soutane, qui en souligne les interdits, en exaspère chacun des éléments. Derrière la caricature, apparaît, soigneusement camouflée, une grande analyse psychologique de l'histoire d'Amélia et Amaro une histoire exemplaire.

Le Mandarin, qui paraît en même temps, est une « fantastique », un conte fantastique, écrit en quelques jours dans une chambre d'hôtel d'Angers. Le livre est brillant, mais il illustre surtout un thème littéraire plutôt *mandarin* : la littérature du *Mandarin* (en grec : devenir riche en faisant mourir un inconnu lointain, avec l'assurance de l'impunité, excepté le remords, bien sûr). Et l'excellente préface de Antonio Coimbra Martins illustre sous ses yeux toute une littérature, de Cicéron à Quintilien jusqu'au *Mandarin* merveilleux de Bartok, en passant par Diderot, Chateaubriand, Balzac.

JACQUES BONNET.

★ LE CRIME DU PADRE AMARO, d'Eça de Queiroz, scènes de la vie dévote, traduit du portugais par Jean Girton. Éditions de la Différence, 470 p., 138 F.

★ LE MANDARIN, d'Eça de Queiroz, éd. de la Différence, traduit du portugais par Michelle Gladiol, préface d'Antonio Coimbra Martins, 184 p., 78 F.

LIVRES A VENDRE ?

Téléphones d'abord ou venez à la
LIBRAIRIE
LE TOUR DU MONDE
3, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

A mi-chemin entre l'émotion et la cruauté, l'immense talent de Joyce Carol Oates.

85F

Stock

CLARTEES

Venez Communiquer avec nous !

Vous suivez l'évolution des idées, des courants de pensée, des équilibres économiques, des technologies...

Il vous faut une documentation branchée sur l'actualité qui sache vous proposer une synthèse et vous aider à faire le point.

CLARTEES

Une banque de données culturelles. La seule encyclopédie actualisée, 20 dossiers par an.

CONTACT

Yannick Tréguier
ÉDITIONS TECHNIQUES
123, rue de la République
75001 PARIS Cedex 04
Tél. (1) 45.36.29.91

ÉDITIONS DU MUSÉE RODIN

INVENTAIRE DES DESSINS

Tome 3 - Inv. D.3000-4498, 210x270, en original, relié pleine toile sous jaquette rhododé, 304 pages, 1768 illustrations dont 111 couleurs - Prix : 850 F

En vente au MUSÉE RODIN, 77, rue de Varenne (7^e) - Tél. : 47-05-01-34

Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

Une nouvelle présentation

Revue française de science politique

février 1986, le n° 80

Le point sur la situation des partis politiques à la veille des élections législatives

Jean Chariot : *L'image des partis*
William R. F. ... : *Le RPR et l'UDF*
Monica Chariot : *Le Front national*
Jean Ranger : *Le Parti communiste*

21, RUE SAINT-GUILLAUME - PARIS 7^e

MAISON DE LA POÉSIE

En association subventionnée par la Ville de Paris

101, rue Rambuteau (1^{er}) - Métro : Hôtel de Ville - Tél. : 43-30-47-47

POÉSIE LUXEMBOURGEOISE

Anise Koltz

LUNDI 24 FÉVRIER À 20 H 30 EN PRÉSENCE DE LA POÉSIE

Modérateur : ALAIN BÉLOUET - Textes lus par PIERRE FORST

JEANNE HYVRARD

Canal de la Toussaint

des femmes 1986

de Jacques Dalarun sur le fonda-

apons pas. Ce d beaucoup de e s'est mis à ure philologues dans le dedale noires. Ainsi « s'ennuie » est, du terme, un entente de l'original erdu. C'est elle reconstruire manquant de ndré. On peut, s derniers ins- les tentatives du es dernières, l'après coup

atés relatifs à est enfin com- la dernière gée par André quesi ? A qui l'on manipule l'en censure dernier souf- saine » figure. Le fonda- fontevriste. L'historien recomposer - ar social ? auratio de la rnant des

VENIR
VONA
utionnel
obliques
IS
REFERENCE
vraut

DOMINIQUE JOGNA-PRAT.

★ L'IMPOSSIBLE SÉ-
TÉTÉ, LA VIE RETROUVÉE
ROBERT D'ARRISSEL et
11166, FONDATEUR DE
TEVRAUD, par Jacques Dalarun
Cetf, 382 p., 167 F.

★ A l'usage d'un public
large, Jacques Dalarun ré-
publie un second livre sur le
sujet : ROBERT D'ARRISSEL
FONDATEUR DE FONTE
VRAUD, préface de Georges Da-
Albin Michel, 208 p., 75 F.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA VIE EST UN SONGE, Épicur, 20 h 30 : Les Carottes sont cuites, Th. Grévin (42-46-94-77), 21 h.

■ Spectacles sélectionnés par le club de la "Mondiale des spectacles"

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h : Le Tour d'Égypte.
COMÉDIE-FRANÇAISE (42-96-10-20), 20 h 30 : Le Misanthrope.
ODÉON (42-25-70-32), 20 h 30 : The Real Inspector Hound, de T. Stoppard, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
PETIT ODÉON (42-70-32-32), 18 h 30 : La Vérité, de T. Stoppard, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
TEP (42-64-80-80), 18 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
RENAISSANCE (42-77-12-33), 19 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
SAINT-GEORGES (42-45-45-30), 18 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-73-35-10), 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77), 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
CARRÉ SILVIA MONFORT (42-31-28-34), 19 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).

Les autres salles

■ **AMANDIERS DE PARIS (42-66-42-17)**, 20 h 45 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **ARCADE (42-39-19-70)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **ARTS HÉBERTOT (42-87-23-23)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **ATELIER (42-06-49-24)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **ATHÉNÉE (42-42-67-27)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **ATHÉNAÏS (42-70-04-18)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **BASTILLE (42-37-42-14)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **BOUFFES DU NORD (42-39-34-50)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **BOURVIL (42-73-47-84)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **CAFÉ DE LA GARE (42-78-32-31)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE (42-70-00-15)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **CARTOUCHE (42-74-24-08)**, 18 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **CITÉ INTERNATIONALE (42-89-42-41)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **CLA (42-08-46-28)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **COMÉDIE CALIMARTIN (42-72-42-41)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-70-08-24)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **COMÉDIE ITALIENNE (42-31-22-22)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **DAUNOU (42-61-49-14)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **DÉCLARATIONS (42-36-00-02)**, 18 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **DEUX HEURES (42-06-07-48)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **EDEN THÉÂTRE (42-72-23-41)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **ESPACE ACTEUR (42-62-35-00)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **ESPACE KIRIN (42-73-30-25)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **ESPACE GAITÉ (42-73-95-94)**, 22 h 15 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **ESSAÏON (42-78-42-31)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **GAITÉ-MONTMARTRE (42-23-16-18)**, 20 h 45 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **GALERIE 35 (42-26-63-51)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **GUICHET-MONTMARTRE (42-73-38-61)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **GRAND HALL MONTMARTRE (42-96-04-06)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **HUCHETTE (42-26-38-99)**, 19 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **INTERCLUB 17 (42-73-48-81)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **LA BRUYÈRE (42-74-76-99)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **LIÈRE THÉÂTRE (42-86-55-43)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **LUCIENNE (42-44-57-34)**, 18 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **MADELEINE (42-45-07-09)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **MARAS (42-78-03-53)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **MARIE-STUART (42-08-17-80)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **MARGNY (42-56-04-11)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **MATHURINS (42-65-90-00)**, Grande Salle, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **MICHEL (42-65-35-02)**, 21 h 15 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **MICRODÈRE (42-42-95-22)**, 20 h 45 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **MONTMARTRE (42-30-89-90)**, Grande Salle, 21 h 45 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFERT (42-51-11-99)**, 20 h 45 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **NOUVEAUTES (42-70-52-76)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **OEUVRE (42-74-42-52)**, 21 h 45 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **PAIS-ROYAL (42-97-59-81)**, 20 h 45 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **PELOUSE DE REUILLY (42-45-47-10)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **PENICHE-OPÉRA (42-45-18-20)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **POCHES (42-48-92-97)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **PORT DE GENTILLY (42-80-20-20)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **POTINIERE (42-61-44-16)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **QUAI DE LA GARE (42-45-48-88)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **RENAISSANCE (42-08-18-50)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **SAINT-GEORGES (42-48-78-47)**, 21 h 45 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **SPIRITUEL SAINT-MARTIN (42-08-21-93)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-73-35-10)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **TAL TH. D'YVES (42-78-10-79)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **TEMPLE (42-78-91-15)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **TH. DES CINQUANTE (42-35-33-88)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **THÉÂTRE D'EDGAR (42-22-11-02)**, 20 h 15 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **THÉÂTRE DE L'ESCALIER D'OR (42-35-15-10)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **THÉÂTRE GREVIN (42-46-44-47)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **THÉÂTRE LULA SAINT-LOUIS (42-46-44-47)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **THÉÂTRE SUR (42-73-35-10)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **TEL 12 (42-58-16-30)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **TH. JEAN-MAURIS SERRAVAL (42-45-47-84)**, 20 h 45 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **TH. NOIR (42-46-91-93)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **TH. PARIS-CENTRE (42-47-30-30)**, 21 h : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **TH. DE LA FORTÉ-SAINT-MARTIN (42-07-37-53)**, 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **TINTAMARRE (42-87-33-82)**, 20 h 15 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **TOURTOUR (42-87-33-82)**, 20 h 15 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **TRISTAN BERNARD (42-22-08-04)**, 20 h 15 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
 ■ **VARIÉTÉS (42-33-09-92)**, 20 h 15 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).

Le Monde Informations Spectacles

42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

Ide il h 21 h s'out dimanches et jours fériés

et prix préférentiels la Carte Club

Jeudi 20 février

L'INCENDIE (42-44-57-34), Petite Salle, 21 h 30 : Jonathan.
OLYMPIA (42-42-95-22), 20 h 30 : M. Monty.
LA TANIÈRE (42-37-47-77), 21 h : L. Hama, J.-M. Hamel.
TROIS TOITS DE BUENOS-AIRES (42-60-41-11), 22 h 30 : 24 h : Caricatures du Continent.

La danse
CAFÉ DE LA DANSE (42-57-05-35), 20 h 30 : Le Cœur suspendu.
18-THÉÂTRE (42-36-47-47), 21 h : La p'tite compagnie, 22 h : Voyage au bout d'un rêve.
PALAIS DES CONGRÈS (42-66-20-75), 20 h 30 : Les XX (Dio).

Opérettes
Comédies musicales
CANON DE PARIS (42-35-33-88), 20 h 30 : Black and Blue.
PALAIS DES GLACES (42-07-49-93), 20 h 30 : Les Romantiques.

Les concerts
Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : M. Tabeckin (Beethoven, Bartók, Debussy).
Salle de la Ville, 20 h 30 : G. Tormis, Y. Severo, C. Robert-Robbes (Schubert, Spohr, Mozart).
Salle Saint-Germain, 20 h 30 : Chœur, H. Modugno (Mozart, Chopin, Prokofiev).
Salle de la Ville, 20 h 30 : G. Tormis, Y. Severo, C. Robert-Robbes (Schubert, Spohr, Mozart).
Salle de la Ville, 20 h 30 : G. Tormis, Y. Severo, C. Robert-Robbes (Schubert, Spohr, Mozart).

La région parisienne
AUMERVILLE (42-35-33-88), 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
BOULEVARD (42-35-33-88), 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
CHATELAIN (42-35-33-88), 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
IVRY (42-35-33-88), 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
MAKAROFF (42-35-33-88), 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).
TRÉVILLY-LES-GENÈVES (42-35-33-88), 20 h 30 : Les Éclipses (spectacle en langue anglaise).

cinéma

La Cinémathèque
CHAILLOT (42-94-24-24), 19 h : Voyage à deux, de S. Dumas (v.a.) ; 21 h 15 : Acrobat, de A. Dovgoun.
BOULEVARD (42-78-35-57), 17 h : Aspects du film de la Corée ; 20 h 30 : Aspects du film de la Corée ; 22 h 30 : Aspects du film de la Corée.

Les exclusivités
AMADEUS (A. v.a.), George V, 42-52-95-94 ; Gaité, 42-27-95-94.
AMERICAN WARRIOR (A. v.a.), City Triomphe (ex-Paramount), 42-52-95-94 ; v.f. : Rex, 42-36-83-93 ; Paramount Opéra, 42-42-56-31 ; (ex-Paramount).
L'ANNÉE DU DRAGON (A. v.a.), 42-52-95-94 ; v.f. : Rex, 42-36-83-93 ; Paramount Opéra, 42-42-56-31 ; (ex-Paramount).
ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.), Marivaux (ex-Paramount), 42-96-04-06.

LES FILMS NOUVEAUX
LE BATEAU PHARE, film américain de Jerry Schatzberg (v.a.) : Paramount, 42-96-04-06 ; v.f. : Rex, 42-36-83-93 ; Paramount Opéra, 42-42-56-31 ; (ex-Paramount).
ESCLAVE BLONDE, film italo-brésilien de (v.f.) : Rex, 42-36-83-93 ; Paramount Opéra, 42-42-56-31 ; (ex-Paramount).
LES LONGS MONTAUX, film français de Gilles Béhat : Gaumont, 42-96-04-06 ; v.f. : Rex, 42-36-83-93 ; Paramount Opéra, 42-42-56-31 ; (ex-Paramount).
MORT SUR LE GRIL, film américain de (v.a.) : Gaumont, 42-96-04-06 ; v.f. : Rex, 42-36-83-93 ; Paramount Opéra, 42-42-56-31 ; (ex-Paramount).
MUSCUL ET SHIRAZ, film américain de (v.a.) : Gaumont, 42-96-04-06 ; v.f. : Rex, 42-36-83-93 ; Paramount Opéra, 42-42-56-31 ; (ex-Paramount).
NATTY GARY, film américain de (v.a.) : Gaumont, 42-96-04-06 ; v.f. : Rex, 42-36-83-93 ; Paramount Opéra, 42-42-56-31 ; (ex-Paramount).
ON NE MEURT QUE DEUX FOIS, film français de (v.a.) : Gaumont, 42-96-04-06 ; v.f. : Rex, 42-36-83-93 ; Paramount Opéra, 42-42-56-31 ; (ex-Paramount).

94-94) : UGC Boulevard, 42-74-95-40) : UGC Gaité de Lyon, 42-36-23-44) : Mistral, 42-59-52-43) : UGC Convention, 42-74-93-40) : Images, 42-52-27-94).
CHOLINOS (Franco-ana.), Le 19, 42-52-27-94).
COLONEL REDL (Hongrois, v.a.), 14-Juillet-Paras, 42-36-38-00).
COMMANDO (*) (A. v.a.), Forum Orient Express, 42-33-42-26) ; 14-Juillet-Paras (ex-Paramount), 42-36-38-00) ; Marignan, 42-59-52-43) ; City Triomphe (ex-Paramount), 42-52-45-76) ; UGC Normandie, 42-62-16-16) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 42-74-94-94) ; Paramount Opéra, 42-42-56-31) ; Bastille, 42-42-56-31) ; Nation, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Odéon, 42-59-52-43) ; Gaumont Sud, 42-42-56-31) ; Montparnasse Pathé, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; Gambetta, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).

COTTON CLUB (A. v.a.), Clichy, 42-42-56-31) ; Bette à l'été, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
CUORE (It., v.a.), 3 Luxembourg, 42-42-56-31) ; Paris, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LA BÉNÉDICTINE (A. v.a.), 14-Juillet-Paras, 42-36-38-00) ; Grand Pavois, 42-54-46-85) ; h. sp. 42-60-33).
DOCTEUR ET LES ASSASSINS (A. v.a.), Gaumont Opéra, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE PRINCE DE L'ÉTOILE (Fr.), Armand, 42-42-56-31) ; Clichy, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE JOURNAL (A. v.a.), 42-42-56-31) ; UGC Normandie, 42-62-16-16) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 42-74-94-94) ; Paramount Opéra, 42-42-56-31) ; Bastille, 42-42-56-31) ; Nation, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Odéon, 42-59-52-43) ; Gaumont Sud, 42-42-56-31) ; Montparnasse Pathé, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; Gambetta, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).

LA BÉNÉDICTINE (A. v.a.), 14-Juillet-Paras, 42-36-38-00) ; Grand Pavois, 42-54-46-85) ; h. sp. 42-60-33).
DOCTEUR ET LES ASSASSINS (A. v.a.), Gaumont Opéra, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE PRINCE DE L'ÉTOILE (Fr.), Armand, 42-42-56-31) ; Clichy, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE JOURNAL (A. v.a.), 42-42-56-31) ; UGC Normandie, 42-62-16-16) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 42-74-94-94) ; Paramount Opéra, 42-42-56-31) ; Bastille, 42-42-56-31) ; Nation, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Odéon, 42-59-52-43) ; Gaumont Sud, 42-42-56-31) ; Montparnasse Pathé, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; Gambetta, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).

LA BÉNÉDICTINE (A. v.a.), 14-Juillet-Paras, 42-36-38-00) ; Grand Pavois, 42-54-46-85) ; h. sp. 42-60-33).
DOCTEUR ET LES ASSASSINS (A. v.a.), Gaumont Opéra, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE PRINCE DE L'ÉTOILE (Fr.), Armand, 42-42-56-31) ; Clichy, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE JOURNAL (A. v.a.), 42-42-56-31) ; UGC Normandie, 42-62-16-16) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 42-74-94-94) ; Paramount Opéra, 42-42-56-31) ; Bastille, 42-42-56-31) ; Nation, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Odéon, 42-59-52-43) ; Gaumont Sud, 42-42-56-31) ; Montparnasse Pathé, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; Gambetta, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).

LA BÉNÉDICTINE (A. v.a.), 14-Juillet-Paras, 42-36-38-00) ; Grand Pavois, 42-54-46-85) ; h. sp. 42-60-33).
DOCTEUR ET LES ASSASSINS (A. v.a.), Gaumont Opéra, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE PRINCE DE L'ÉTOILE (Fr.), Armand, 42-42-56-31) ; Clichy, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE JOURNAL (A. v.a.), 42-42-56-31) ; UGC Normandie, 42-62-16-16) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 42-74-94-94) ; Paramount Opéra, 42-42-56-31) ; Bastille, 42-42-56-31) ; Nation, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Odéon, 42-59-52-43) ; Gaumont Sud, 42-42-56-31) ; Montparnasse Pathé, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; Gambetta, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).

LA BÉNÉDICTINE (A. v.a.), 14-Juillet-Paras, 42-36-38-00) ; Grand Pavois, 42-54-46-85) ; h. sp. 42-60-33).
DOCTEUR ET LES ASSASSINS (A. v.a.), Gaumont Opéra, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE PRINCE DE L'ÉTOILE (Fr.), Armand, 42-42-56-31) ; Clichy, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE JOURNAL (A. v.a.), 42-42-56-31) ; UGC Normandie, 42-62-16-16) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 42-74-94-94) ; Paramount Opéra, 42-42-56-31) ; Bastille, 42-42-56-31) ; Nation, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Odéon, 42-59-52-43) ; Gaumont Sud, 42-42-56-31) ; Montparnasse Pathé, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; Gambetta, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).

LA BÉNÉDICTINE (A. v.a.), 14-Juillet-Paras, 42-36-38-00) ; Grand Pavois, 42-54-46-85) ; h. sp. 42-60-33).
DOCTEUR ET LES ASSASSINS (A. v.a.), Gaumont Opéra, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE PRINCE DE L'ÉTOILE (Fr.), Armand, 42-42-56-31) ; Clichy, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE JOURNAL (A. v.a.), 42-42-56-31) ; UGC Normandie, 42-62-16-16) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 42-74-94-94) ; Paramount Opéra, 42-42-56-31) ; Bastille, 42-42-56-31) ; Nation, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Odéon, 42-59-52-43) ; Gaumont Sud, 42-42-56-31) ; Montparnasse Pathé, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; Gambetta, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).

LA BÉNÉDICTINE (A. v.a.), 14-Juillet-Paras, 42-36-38-00) ; Grand Pavois, 42-54-46-85) ; h. sp. 42-60-33).
DOCTEUR ET LES ASSASSINS (A. v.a.), Gaumont Opéra, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE PRINCE DE L'ÉTOILE (Fr.), Armand, 42-42-56-31) ; Clichy, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE JOURNAL (A. v.a.), 42-42-56-31) ; UGC Normandie, 42-62-16-16) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 42-74-94-94) ; Paramount Opéra, 42-42-56-31) ; Bastille, 42-42-56-31) ; Nation, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Odéon, 42-59-52-43) ; Gaumont Sud, 42-42-56-31) ; Montparnasse Pathé, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; Gambetta, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).

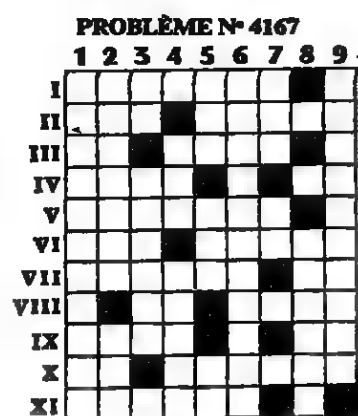
LA BÉNÉDICTINE (A. v.a.), 14-Juillet-Paras, 42-36-38-00) ; Grand Pavois, 42-54-46-85) ; h. sp. 42-60-33).
DOCTEUR ET LES ASSASSINS (A. v.a.), Gaumont Opéra, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE PRINCE DE L'ÉTOILE (Fr.), Armand, 42-42-56-31) ; Clichy, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE JOURNAL (A. v.a.), 42-42-56-31) ; UGC Normandie, 42-62-16-16) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 42-74-94-94) ; Paramount Opéra, 42-42-56-31) ; Bastille, 42-42-56-31) ; Nation, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Odéon, 42-59-52-43) ; Gaumont Sud, 42-42-56-31) ; Montparnasse Pathé, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; Gambetta, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).

LA BÉNÉDICTINE (A. v.a.), 14-Juillet-Paras, 42-36-38-00) ; Grand Pavois, 42-54-46-85) ; h. sp. 42-60-33).
DOCTEUR ET LES ASSASSINS (A. v.a.), Gaumont Opéra, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE PRINCE DE L'ÉTOILE (Fr.), Armand, 42-42-56-31) ; Clichy, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE JOURNAL (A. v.a.), 42-42-56-31) ; UGC Normandie, 42-62-16-16) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 42-74-94-94) ; Paramount Opéra, 42-42-56-31) ; Bastille, 42-42-56-31) ; Nation, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; UGC Odéon, 42-59-52-43) ; Gaumont Sud, 42-42-56-31) ; Montparnasse Pathé, 42-42-56-31) ; v.f. : Rex, 42-36-83-93) ; Gambetta, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).

LA BÉNÉDICTINE (A. v.a.), 14-Juillet-Paras, 42-36-38-00) ; Grand Pavois, 42-54-46-85) ; h. sp. 42-60-33).
DOCTEUR ET LES ASSASSINS (A. v.a.), Gaumont Opéra, 42-42-56-31) ; (ex-Paramount).
LE PRINCE DE L'É

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. Indésirable pour le poire, il est recherché pour la pêche.
II. A toujours cours, mais seulement au pluriel. Unité de puissance.
III. S'acquiert en piochant.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 21 février :

UN DÉCRET

N° 187 du 18 février 1986 relatif à la titularisation des agents collectifs territoriaux des catégories A et B.

DES ARRÊTÉS

Du 18 février 1986 fixant les dates des épreuves écrites des concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure en 1986.
Du 18 février 1986 fixant les dates des épreuves écrites des concours communs aux écoles normales supérieures de Saint-Cloud et Fontenay-aux-Roses en 1986.

« Saute » l'œil. - IV. Un tireur adroit peut le faire passer à gauche. Cri du héros avant de claquer du bec. - V. Famille qui compte un Africain. - VI. Authentifie un original. Figure au bas du tableau de l'Asie d'Asnières. - VII. Ville de Nigéria. Copulative. - VIII. Ne se conçoit pas sans suite. Grand ancêtre hébreu descendant d'Africain. - IX. Sa prise ne va pas dans le nez. - X. Négation. - XI. Sur un quai ou sur un toit.

VERTICALEMENT

1. Commis, ils sont payés très chers. - 2. Ornement sur une arcade. A donc été désagréable. - 3. Personnel. On désigne par la boulangère. - 4. Son fruit nourrit et délecte. Met au monde aux prétentions des « gourmands ». - 5. Fond de bouteille. Un Grec aveugle l'avait fermé les yeux. Préposition. - 6. Fait passer du rêve à la réalité. - 7. D'un jeu. - 8. A un air de grande dame. - 9. Le « qui » qu'elle provoque tend à supprimer les voyelles.

Solution du problème n° 4166

Horizontalement
I. Atelier. - II. Vivandier. - III. Ere. Vogue. - IV. Nenni ! Id. - V. Attitude. - VI. Il. - VII. Thé. Titi. - VIII. Nigéria. - IX. Sil. Ou. - X. Arc. - XI. Nuit.

Verticalement
1. Avezant. - 2. Tiret. Haine. - 3. Haine. - 4. L. Nig. - 5. Haine. - 6. Edo. Haine. - 7. Rigidité. Bu. - 8. Eudémia. Li. - 9. Orde. Ea. VII.

GUY BROUTY.

loterie nationale

FINALES ET VALENTIN	VALENTIN	VALENTIN	FINALES ET VALENTIN	VALENTIN	VALENTIN
NUMÉROS	Stèle 1	Stèle 2	NUMÉROS	Stèle 1	Stèle 2
1 61 3 361 0 111 76 611 163 661	200 800 1 000 10 000 800 000	200 800 1 000 10 000 100 000	5 9 718 26 976 34 189 30 648	2 000 20 000 30 000 20 000 10 000	1 000 20 000 10 000 10 000 10 000

2 002 112 002 087 072	100 700 100 100 3 000 100	100 800 300 100 300 100	6 27 188 37 737 29 747	10 000 200 800 20 000	20 000 200 800 10 000
--------------------------------	------------------------------------	----------------------------------	------------------------------------	--------------------------------	--------------------------------

3 003 2 572 087 072	800 2 000 1 000 2 000	300 1 000 1 000 1 000	8 8 748 47 308 29 948	1 000 10 000 20 000 20 000	2 000 20 000 20 000 10 000
------------------------------	--------------------------------	--------------------------------	--------------------------------	-------------------------------------	-------------------------------------

4 184 424 014 354 2 844 4 844	300 200 200 200 1 000 1 000	600 800 800 800 2 000 2 000	9 018 8 228 178 278	100 400 2 100 300 100	100 700 1 100 3 000 100
---	--	--	------------------------------	--------------------------------	----------------------------------

5 86 488	200 200 300	200 200 800	0 82 130 42 790	200 10 000 1 000	200 20 000 2 000
----------------	-------------------	-------------------	-----------------------	------------------------	------------------------

LOTTO

TIRAGE DU MERCREDI 19 FÉVRIER 1986

POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 26 FÉVRIER ET DU SAMEDI 7 MARS 1986

TRANCHE DE LA SAINT VALENTIN

TIRAGE DU MERCREDI 19 FÉVRIER 1986

Le numéro 296582

4 000 000,00 F

Les numéros approchant à la centaine

096582 496582 196582 596582

396582 696582

Les numéros approchant aux

Dizaines de Mille Centaines Dizaines Unités

206582 290582 296082 296502 296580

216582 291582 296182 296512 296581

226582 292582 296282 296522 296583

236582 293582 296382 296532 296584

246582 294582 296482 296542 296585

256582 295582 296582 296552 296586

266582 296582 296682 296562 296587

276582 297582 296782 296572 296588

286582 298582 296882 296582 296589

6582 5000,00 F

582 1000,00 F

82 200,00 F

2 100,00 F

TIRAGE DU MERCREDI 19 FÉVRIER 1986

LOTOTAC

17

LE CARNET DU Monde

Naissances

- Gabriel LESSARD et Corinne PAOLILLO

sont heureux de faire part de la naissance de leur fils.

Cécile.

Ambassade du Canada, Abidjan, le 16 février 1986.

Décès

- Les proches ont la douleur de faire part de la mort de

ME Albert BERLANT, chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Les obsèques auront lieu le 21 février 1986, à 15 h 15, au cimetière intercommunal de Puteaux-Clamart, avenue de

Cot avis tient lieu de faire-part.

- On nous prie d'annoncer la mort de

Jacques CHARRY, croix de guerre 1939-1945, dans sa famille et tous ses amis.

De la part de M. Jacques Charby, sa femme, M. et M. Pierre Charby, M. et M. Étienne Charby, Mme. Claire et Armand, M. Jean Charby, ses enfants et petits-enfants, De la part de sa famille, Et de sa belle-famille.

Il sera célébré à Saint-Georges (Charente-Maritime), le vendredi 21 février 1986, à 17 heures, à côté de sa fille.

Eve

- Sa famille et tous ses amis ont la douleur de faire part de la mort de

M. Ivan FEDOROVITCH PECOUPOFF.

survenu le 16 février 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 20 février, à 15 h 45, en la cathédrale Saint-Alexandre-Neovski, rue Dura, 75005 Paris.

Cot avis tient lieu de faire-part.

- M. et M. Jacqueline Flory, M. et M. Roger Bécure, M. et M. Robert Bré, ses enfants, Loïc et Anne-Lise Varray, François et François, Michel et Jean-Pierre Bécure, France, et M. et M. Marie, Emmanuel, Antoine et Béatrice, Jean-Guillaume Bré, ses petits-enfants, Arnaud et Denis, Marie, Jonathan et Cécile, Elsa, ses arrière-petits-enfants.

ont la douleur de faire part de la mort de

M. Charles FLORY, née Alice GAUCH.

Le service religieux a été célébré dans l'intimité à Bréau (Gard).

- L'annonce est de M. et M. Quilès.

(1 Jean 4, verset 7.)

27, rue Jeanne, 75016 Paris.

48, avenue Emile-Dicson, 34000 Montpellier.

11, avenue de Suffren, 75007 Paris.

STERN

GRAVEUR

Pour votre Société papiers à lettres et imprimés de haute qualité

Le prestige d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux : 47, Passage des Panoramas, 75002 PARIS

TEL : 47.39.14.14 - 47.39.14.15

VENTE A CHARTRES

GALENE DE CHARTRES

DIMANCHE 23 FÉVRIER à 14 h

MOULIER 2 D'œuvre

HARIGNES dessin anciens

M. Caillet 43-26-88

M. Jorrelle 45-00-42-65 experts Pon-

ductions, glaces, Gélis, Bijoux,

Argenterie

Commodités hollandaises 18^e s.

Silgus 18^e, Bijoux, etc.

Belle salle à manger style Breton

M. Saint-Bris 45-04-40-24. Expo :

vend 21/2 15 h à 17 h 30 22/2, Dim

23/2 15 h à 17 h 30 Catalogue sur de-

mander.

J. et J.-P. LEBREVE et L. BALLY-

commissaires-priseurs associés 1 bis,

place du Général-de-Gaulle

28000 CHARTRES

TEL : (1) 22 22 22

- M. et M. Aimé Vallières, M. et M. François Mantip

et leur fille, M. et M. Marie-Pierre Fromental,

Le docteur Serge Fromental, M. et leurs enfants,

ont la douleur de faire part de la mort de

M. Louis FROMENTAL,

survenu le 14 février 1986.

Les obsèques ont eu lieu en l'église d'Assas, le lundi 17 février.

Cot avis tient lieu de faire-part.

4, rue René-Cassin, 34000 Montpellier.

36, rue des Plantes, 75014 Paris.

- M. et M. Dominique Hepp, M. et M. Bernard Hepp, M. et M. Jean-Michel Hepp, M. et M. Martial Hepp, M. et M. Gérard Hepp, M. et M. Emmanuel Hepp, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Hepp, Rouart et Rey,

ont la douleur de faire part de la mort de

M. François HEPP, née Madeleine Rouart,

survenu le 18 février 1986, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 24 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16.

Cot avis tient lieu de faire-part.

- M. et M. Daniel Muzic et leurs enfants, M. et M. Jean Muzic et leurs enfants, leurs parents et amis,

ont la douleur de faire part de la mort de

M. Pierre ESTHER NEZ, née Catherine,

survenu le 13 février 1986, en son domicile.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

5, rue Poliveau, 75005 Paris.

- Sylvie Whitney-Coates, née Morot, son épouse, Olivier, son fils, Mrs B. Whitney-Coates, M. et M. Jean Morot, Mr et Mrs G. Fischer, M. et M. Denis Morot, et leur fille, Sophie, La comtesse Pierre de Ségur-Paniz

ont la douleur de faire part de la mort de

Anthony WHITNEY-COATES,

survenu le 15 février 1986, à l'âge de quarante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée

Pompes Funèbres Marbrerie CAHEN & C^e

43-20-74-52

allô O.V.S. ?

J'ai mal à mon CV

Vous avez eu une vie professionnelle agitée. Vous cherchez un nouveau job. Vous ne savez plus par quel bout prendre votre CV...

brunchez vous sur CURRICULUM VITAE SERVICES

Admet de CV différents que de jobs possibles pour vous. Une présentation expert (travaux de texte et tout...)

Le mieux, votre photo en photocopie couleur. Et laissez le CV à l'usage (pour : clubs, syndicats, etc.)

Il vous faudra TOUJOURS TOUJOURS votre CV !

Donc l'ordre du jour : 190 FFC pour 10 CV colorés (c'est fini !)

11 bis, rue Ste Anne, 45000 ORLÈANS.

Pour en savoir plus : 38 53 66 66

(Publicité)

EXPORT CHALONS EN CHAMPAGNE

TOUTES

contre remboursement ou par chèque, confirmé irrévocable

4, rue du Général-de-Gaulle

51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE - France

TEL : 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

Tél. 39-88-73

le lundi 24 février, à 13 h 15, en l'église Saint-Peter, à Londres (W 6).

38, Nammyth Street, Londres (W 6).

137, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.

Remerciements

- Que les personnes qui ont témoigné amitié et sympathie lors du décès de

M. Raymond LE ROHELLEC,

trouvent ici l'expression des remerciements de sa famille.

Communications diverses

- Le 28 février, à 20 h 30, en l'église Bernard-Lazare reçoit : Jacques Julliard, s'adresse à l'ÉHESSE, un Nouvel Observateur, pour son ouvrage La France à l'heure du Soud.

M. le docteur Albert Deffas, du Parti socialiste, et Julia-Tri Ochrin, de la revue Esprit, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : 42-71-88.

- Mme Stern présente

Paul KALLOS,

de 4 février au 22 mars 1986, 25, avenue de Tourville, à Paris-7. Tél. : 47-08-08-46. Du mardi au vendredi, 15 heures-20 heures ; le samedi, 10 heures-12 heures et 15 heures-20 heures.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Paris-1, mercredi 19 février, à 9 heures, salle C 22-84, centre Pierre-Mendès-France, M. Daniel Dikine : « De la convention à l'illusion : les conceptions mondaines de Loeb, de Smith et de Smith (première partie) ».

- Université Paris-X-Nanterre, mercredi 26 février, à 14 h 30, salle C 24 : M. André Helms : « Crime et châtiment dans l'Égypte ptolémaïque. Recherches sur l'onomastique d'un papyrus ».

- Université Paris-1, mercredi 26 février, à 14 h 30, salle C 24 : M. André Helms : « Crime et châtiment dans l'Égypte ptolémaïque. Recherches sur l'onomastique d'un papyrus ».

- Université Paris-1, mercredi 26 février, à 14 h 30, salle C 24 : M. André Helms : « Crime et châtiment dans l'Égypte ptolémaïque. Recherches sur l'onomastique d'un papyrus ».

- Université Paris-1, mercredi 26 février, à 14 h 30, salle C 24 : M. André Helms : « Crime et châtiment dans l'Égypte ptolémaïque. Recherches sur l'onomastique d'un papyrus ».

- Université Paris-1, mercredi 26 février, à 14 h 30, salle C 24 : M. André Helms : « Crime et châtiment dans l'Égypte ptolémaïque. Recherches sur l'onomastique d'un papyrus ».

- Université Paris-1, mercredi 26 février, à 14 h 30, salle C 24 : M. André Helms : « Crime et châtiment dans l'Égypte ptolémaïque. Recherches sur l'onomastique d'un papyrus ».

- Université Paris-1, mercredi 26 février, à 14 h 30, salle C 24 : M. André Helms : « Crime et châtiment dans l'Égypte ptolémaïque. Recherches sur l'onomastique d'un papyrus ».

- Université Paris-1, mercredi 26 février, à 14 h 30, salle C 24 : M. André Helms : « Crime et châtiment dans l'Égypte ptolémaïque. Recherches sur l'onomastique d'un papyrus ».

- Université Paris-1, mercredi 26 février, à 14 h 30, salle C 24 : M. André Helms : « Crime et châtiment dans l'Égypte ptolémaïque. Recherches sur l'onomastique d'un papyrus ».

- Université Paris-1, mercredi 26 février, à 14 h 30, salle C 24 : M. André Helms : « Crime et châtiment dans l'Égypte ptolémaïque. Recherches sur l'onomastique d'un papyrus ».

- Université Paris-1, mercredi 26 février, à 14 h 30, salle C 24 : M. André Helms : « Crime et châtiment dans l'Égypte ptolémaïque. Recherches sur l'onomastique d'un papyrus ».

- Université Paris-1, mercredi 26 février, à 14 h 30, salle C 24 : M. André Helms : « Crime et châtiment dans l'Égypte ptolémaïque. Recherches sur l'onomastique d'un papyrus ».

- Université Paris-1, mercredi 26 février, à 14 h 30, salle C 24 : M. André Helms : « Crime et châtiment dans l'Égypte ptolémaïque. Recherches sur l'onomastique d'un papyrus ».

- Université Paris-1, mercredi 26 février, à 14 h 30, salle C 24 : M. André Helms : « Crime et châtiment dans l'Égypte ptolémaïque. Recherches sur l'onomastique d'un papyrus ».

مكتبة

MONTEDISON PROGETTO CULTURA

TOUT NÉO
TOUT BEAU

Centre de
Création Industrielle
Centre Georges Pompidou

20 Février 1986
11 Avril 1986

**Baisse de 4 %
du PN2 argentin**

Les statistiques officielles de la Banque mondiale indiquent que le produit national brut (PNB) de l'Argentine a baissé de 4 % en 1985 par rapport à 1984. Cette baisse est due à une diminution de la production industrielle et à une augmentation des dépenses militaires.

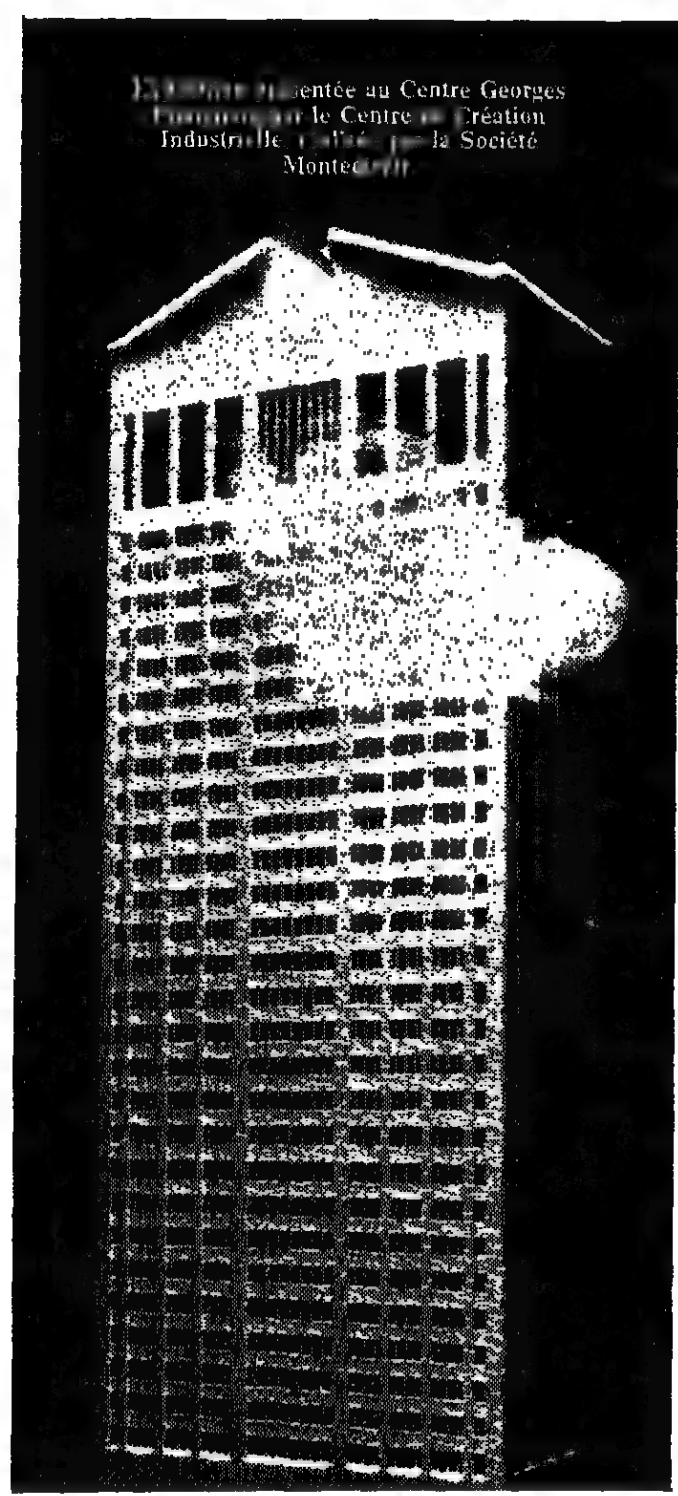
Collar

Les statistiques officielles de la Banque mondiale indiquent que le produit national brut (PNB) de l'Argentine a baissé de 4 % en 1985 par rapport à 1984. Cette baisse est due à une diminution de la production industrielle et à une augmentation des dépenses militaires.

AVEC « Tout néo, tout beau (le design du matériau naissant) », présenté dans la galerie située en façade du futur Centre d'Information, le Centre de Création Industrielle inaugure un nouveau volet de sa politique : la présentation, à travers du support « exposition », des profonds changements qui se manifestent dans les domaines qui sont les siens, le rapport de bouleversements avec la réflexion théorique et le mode d'expression des créateurs, que ce soit en design, en architecture ou en communication visuelle.

Cette première manifestation est consacrée à la présentation de travaux de recherches, réalisés par des designers ou des créateurs, dans les domaines de la science et de la technologie. Elle est une reprise d'une réalisation par « Montedison Progetto Cultura » pour la Triennale de Milan en 1985. Elle est complétée, pour l'occasion, d'une section française.

Elle souligne trois éléments que le C.C.I. juge importants : qu'il souhaite faire découvrir au public quotidien du Centre Georges-Pompidou, de même qu'aux professionnels de la création industrielle, chefs d'entreprise et créateurs :



- DENIS BARTOLUCCI (designer)
VITTORIO DI DATO - IVAN BOSCARDINI - FRANZISCHI SCHIEPATTI (techniciens créateurs)
RITA DI BIANCO (designer)
DONNELLY (entreprise)
ANNE CLAUDE JEITZ (designer)
EMANUELA LIGABUE (artiste)
ALBERTO MEDA (engineering designer)
ANASTASSIOS MICHALOPOULOS - ANA MARINCHI LAGO (designers)
PIETRO MUSSINI (artiste)
HARMI SHUADRON (entreprise)
CICCOLINEA (entreprise)
DANIELA PUPPA (architecte-designer)
EUGENIO QUARTI (inventeur)
FRANCO RAGGI (architecte-designer)
EDDA RIGGI (styliste-designer)
LUIGI SERAFINI (artiste-architecte)
MARIO SERAFINI (architecte-designer)
PHILIP STARK (designer)
GIOVANNA GIANNATTASIO - MARIALUISA TOMACELLI (designers per CALABRIA & MATTIA, entreprise)
MBB (fabricant)
PAOLO DI BARTOLOMEO (technicien inventeur)
ALCHIMIA (designers)
BONDI AULL (designer)
JOINT DE DORMIR (entreprise)
CARLO BOMBARDINI (coordinateur)
PAOLO BODEGA - EMANUELE DE DOMINICIS
ANASTASSIOS MICHALOPOULOS (Centre de recherches technologiques)
CENTRO TAMUSSINO (entreprise)
FRANCESCO TRAMUSSINO - MARCELLO VECCHI (architecte-designers)
DANIEL WEIL (artiste-designer)

Dans cette pratique à l'opposé de celle où le design est la traduction d'un produit techniquement achevé, c'est la clé d'une évolution créative. Au design de l'interprétation succède donc, semble-t-il, le design de l'invention.

3. Les objets exposés ici ont souvent été conçus à partir de l'utilisation de matériaux nouveaux : il s'est agi plutôt de trouver des « effets nouveaux » avec les matériaux et non des « nouvelles formes ». L'invention est alors un jeu et l'on découvre, dans cette exposition, la plaisir qu'ont eu les créateurs à jouer avec des effets qui ont, dans certains cas, permis la découverte d'objets insolites et originaux. Et c'est d'eux que l'industrie va finalement tirer ses bénéfices ; l'important pour elle ayant été d'avoir enclenché le processus et de promouvoir des idées. C'est l'ensemble de cette démarche que se consacre « Montedison Progetto Cultura ».

Nous tenons à lui exprimer notre reconnaissance pour son soutien actif, de même qu'à Denis Santachiara, qui est à l'initiative de cette manifestation et qui est le réalisateur au Centre Georges-Pompidou.

Introduction de F. Burkhardt pour le petit journal de « Tout néo, tout beau ».

L'engagement de la Société Montedison dans le domaine de la culture architecturale remonte aux années 30. La société a agi comme une force stimulante sur la culture italienne de l'entre-deux-guerres, misant d'une manière définitive sur le rationalisme contre l'académisme dominant à cette époque et la rhétorique des différents groupes du début du XX^e siècle.

L'ancien siège de Montedison à Milan, situé à Largo Donnegani, qui est un des rares exemples d'architecture rationaliste en Italie commissionnés par une grande industrie, en est le témoignage. Il ne faut pas oublier que Gio Ponti, architecte de l'immeuble, fut également à cette époque-là l'animateur de la Triennale d'arts appliqués (c'est ainsi qu'elle se nommait alors) qui fut beaucoup de mérite dans le renouveau de la conception du bâtiment italien.

Après la guerre, l'engagement de Montedison n'a pas faibli. Dans les années 60, pour la réalisation de pavillons à la Foire de Milan, Montedison a fait appel à des architectes et designers comme Rogers, Munari, Albini et Castiglioni. En 1971, Gino Marotta créa pour le pavillon Montedison à la Foire de Düsseldorf, une sculpture praticable (« Il Bosco ») en polyméthacrylate Vedril, au nombre peut-être de plus grandes œuvres jamais réalisées à l'aide de ce matériau.

L'exposition internationale « Lumière Matière » (« Luce Materia ») organisée en 1975 par Montedison a constitué une révélation, non seulement pour les critiques, mais aussi pour les visiteurs, de l'importance prise par les nouvelles plastiques dans l'évolution de l'art contemporain.

Montedison a voulu soutenir d'une manière tangible cette évolution de par l'assistance technologique qu'elle a offerte aux designers, aux concepteurs, aux architectes, aux inventeurs, en mettant à leur disposition l'expérience affirmée dans ce domaine durant de longues années d'expérimentation dans ses Centres de recherche et de développement technologique et d'application. Pour la réalisation de quelques-uns de ses prototypes, Montedison a même fait participer certains de ses clients. C'est dans des centres comme ceux de Bollate et Ferrara, et aussi dans les laboratoires de l'Istituto Donegani/Novara, que les idées trouvent le terrain le plus fertile, où la fantaisie éprouve la rigueur scientifique et la créativité avec les méthodes les plus avancées de conception du bâtiment.

Au cours des dernières années, Montedison a également développé une œuvre de récupération et de valorisation de la culture des matériaux dans l'exposition de la collection Montedison « Gli anni di plastica » qui le témoigne récent ; elle représente la première tentative mondiale de regroupement historique du phénomène des matières plastiques qui a révolutionné le paysage technologique de notre temps.

C'est avec cet esprit que Montedison, par le « Progetto Cultura », continue son œuvre non seulement dans le secteur productif et industriel mais aussi dans celui du renouvellement technologique et de l'avancement de la connaissance comme phénomène global qui implique toutes les composantes de l'homme.

Dans le sillage de cette tradition profondément enracinée s'inscrit dès lors l'exposition « Invention et Nouveaux Produits », organisée par Montedison avec le CCI (qui a déjà été présentée l'année dernière dans une version sensiblement différente à la 17^e Triennale de Milan). Avec le but de stimuler les nouvelles dans la pratique du design industriel.

Giorgio Binder
Président-directeur général
MONTEDISON FRANCE

**MONTEDISON
FRANCE S.A.**

agers en 50 tableaux

Les statistiques officielles de la Banque mondiale indiquent que le produit national brut (PNB) de l'Argentine a baissé de 4 % en 1985 par rapport à 1984. Cette baisse est due à une diminution de la production industrielle et à une augmentation des dépenses militaires.

Collar

Les statistiques officielles de la Banque mondiale indiquent que le produit national brut (PNB) de l'Argentine a baissé de 4 % en 1985 par rapport à 1984. Cette baisse est due à une diminution de la production industrielle et à une augmentation des dépenses militaires.

RS D'ENTREPRISES

A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS

1-12 66 bis, rue du Louvre 75002 Paris

MAGE NUMERIQUE

ation de formateurs

2-13-14 MARS 1986

GRAPHIQUES INTERACTIVES

ications industrielles

16-17-18 AVRIL 1986

supplémentaires soutenues de l'innovation technologique

UNIVERSITÉ DE NANTES

Formation continue

Chemin Sarzeville-Tour - 44300 NANTES

J'ai pris connaissance, dans le Monde ■ 5 février, de votre article intitulé « Le menu du ■ ». Il ■ caricatural à l'égard des marins d'aujourd'hui qui, pour la plupart, ne connaissent pas et n'ont même jamais entendu parler de l'arrêté de ■ sur les ■ . Il y ■ bien longtemps que cet arrêté, qui avait sans doute sa justification en 1910, est enterré.

Le rapport englouti

Casse-tête

Le gouvernement se donne un casse-tête : ou il publie le rapport et doit alors accompagner sa publication de mesures concrètes relativement onéreuses, ou l'opération paraîtra électorale : ou il continue de tergiverser, laissant la marine marchande s'abîmer un peu

F. GR.

(1) M. François Rozan, président du Comité central des armateurs de France (CCAF) vient d'adresser à M. Lengagne une lettre sévère dans laquelle il dénonce « l'attitude attentiste » des pouvoirs publics ainsi que « les plaidoyers sommatifs du gouvernement ».

■ ■ ■ ■ ■ annonce, en outre, qu'étant donné les circonstances, il refuse de participer à la prochaine réunion du conseil supérieur de la marine marchande.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

■ **Réplique des Etats-Unis à la guerre de l'acier.** — Les Etats-Unis ont décidé de plafonner strictement à 600 000 tonnes par an leurs importations d'aciers européens semi-fins. Jusqu'à présent, certains dépassements étaient autorisés. Cette mesure est une réplique aux décisions de la CEE du 15 février dernier de contingenter les produits américains, notamment des engrais, des machines, elles-mêmes prises après la restriction unilatérale des Etats-Unis des importations d'aciers européens. Washington « fait savoir que de telles mesures pourraient suivre ».

■ **Affaire Bendis** : décision du tribunal le 5 mars... L'action judiciaire (le dépôt du 14 février 1986) qui oppose le comité de groupe Renault et la CGT à la société Bendis (ex-filiale de Renault) pour le rachat de la société Bendis au repreneur, M. Aliou Bendis, a donné lieu à une audience le 18 février devant le tribunal de commerce de Paris. Celui-ci prendra la décision le 5 mars prochain dans une affaire qui devra se dérouler en deux temps : l'action en cas de réponse positive, sur la demande d'un comité de justice demandée par la CGT.

Agriculture

■ **Les quotas à l'exportation de café sont supprimés.** — Pour la première fois depuis six ans, les pays

AGRICULTURE

■ CNJA veut « geler » la situation pour réfléchir...

« Nos banderoles et nos tracteurs sont prêts pour les manifestations au printemps, mais il y a mieux à faire », écrit M. Michel Teysseoud, président du CNA national des jeunes agriculteurs, dans le prochain numéro du mensuel de cette organisation. Mieux à faire, c'est - refuser tout net de discuter des propositions de la Commission européenne - sur les prix agricoles pour la campagne 1986-1987. Le président du CNAJ se rencontrera le ministre de l'agriculture, M. Henri

Nielsen, le 24 décembre à Bruxelles, avant le début des négociations. Il lui demandera d'imposer « une prolongation » au-delà des dix-huit mois de campagne actuelle. Le CNJIA craint, en effet, que le contexte électoral en France et en Allemagne ne conduise les gouvernements à des négociations, qui seraient de toute façon ardues. Devant une carence prévisible du Conseil, la Commission, poursuit le CNJIA, imposera ses propres vues, en modifiant les règles de la concurrence. Les pays du grand Nord, de la zone du dollar, du grand Nord, des oligopoles et du lait. Il, que la France refuse d'entériner « une nouvelle réforme de l'Europe verte à la suite de la loi de 1980 ». M. Teysseodon. Le report d'un an des prix donnerait le temps de définir la politique agricole commune que l'on veut pour l'avenir.

Une troisième voie

La lumière en ce domaine viendrait-elle du Parlement européen ? Comme il fallait s'y attendre, les députés de l'agriculture à Bruxelles ont mal accueilli les propositions de loi présentées le 19 février par M. Andriessen, chargé de ce dossier. D'une façon plus inattendue, le Parlement a adopté par 298 voix contre 133 13 abstentions un rapport de sa commission de l'environnement, qui préconise une troisième voie, entre la politique agricole traditionnelle axée sur le revenu des revenus paysans et une soumission aux principes du marché. Il s'agit d'une politique

sur la qualité des produits et la défense de l'environnement. L'Assemblée a quelques peu édulcoré le rapport de M. François Roulands du Vivier (écologiste) en refusant, notamment, des mesures de limitation des cheptels en fonction de la surface ou d'interdiction des substances d'engraissement. Mais une orientation nouvelle semble donnée, avec, par exemple, l'idée d'une aide aux revenus pendant la période de reconversion à l'agriculture biologique.

EQUIPEMENT AUTOM

...un redressement q

Cette fois-ci, ce sera la bonne. Cette année, Valco, le numéro un mondial de l'équipement automobile (plus de 100 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1983), en essai l'évolution financière due à l'année record 1980. Cette année, 1986 marque le retour à un résultat net consolidé bénéficiaire de 150 à 200 millions de francs. C'est du fait de la conversion de son PDG, John Wilson, éprouvée le 19 février 1986, dans les analyses financières de la presse. « Je ne pense qu'il n'en ait pas le seul », dit-il, « mais cela inquiète les monétaires, entraînant sur le titre en baisse de 10 % dans la nuit du 16-17 février 1986. Le cours a grimpé de plus de 20 % depuis le début de l'année, et se situe au-dessus du capital qui aurait été de moins en quatre mois, au lieu de 20 % de moins en 1980. »

[illegible]

CFO

Le *par*
Mammou
Fougerat,
la provoc
distiques
autres Co
réver, m
19 févrie
presse...
annoncer
cinq hype
allaient v
cher des
THIUX.

Le drap
fond blanc
diluvien a
congru, p
salon d'o
dentelle n
Notre-Dam
d'esthète
usines ■ v

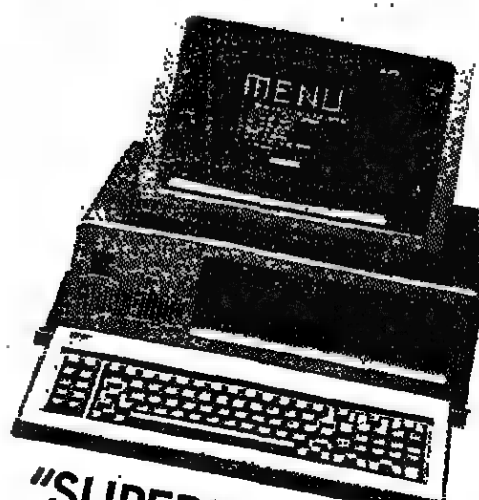
La Secrétairerie



COMPAQ*
PORTABLE**

- 640 Ko mémoire de base
- Disque dur 40 Mo
- Disquette 360 Ko
- Ecran bi-fonction
- Sortie série parallèle
- Clavier AZERTY

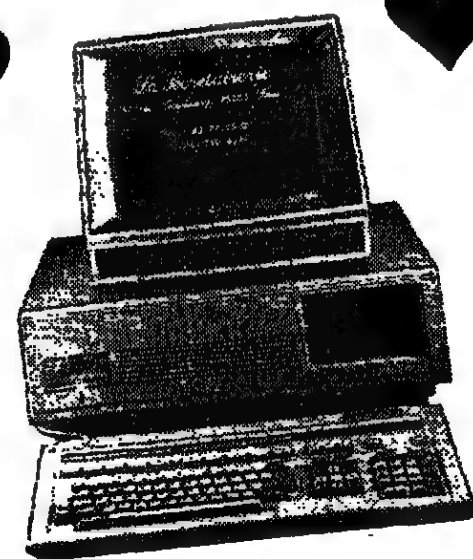
25950 F. HT



"SUPER" IBM XT*
• 640 Kb

- 640 Ko mémoire de base
- Disque dur 40 Mo
- Disquette 1,2 Mo
- Disquette 360 Ko
- Clavier AZERTY
- Ecran couleur ou monochrome
- Adaptateur couleur ou monochrome

39708 F. HT**
Version monochrome:
35481 F. HT**



STM 286 COMPATIBLE AT

- 3,5 Mo mémoire de base
- Disque dur 40 Mo
- Disquette 1,2 Mo
- Sortie série parallèle
- Processeur 80 286
- Vitesse 6 et 8 Mhz par Switch
- Clavier AZERTY ergonomique
- Ecran et carte couleur
- Livré avec MS DOS 3.1 et GW-Basic

39 500 F. HT



VICTOR

- 512 Ko mémoire
- Disque dur 20 Mo
- Disquette 1,2 Mo
- Ecran mono
- Clavier AZERTY
- Sortie série

مكازم الجمل

CULTURE

AGRICULTURE COMMUNE

NJA veut «geler»
la situation pour réfléchir...

Les tracteurs agricoles man-
quent, mais il y a
M. Michel
à la Centre
agriculteurs,
soit du mensuel
Maison à faire,
et de discuter
la Commission
986-1987. Le
renouveau le
M. Henri

membres de
agriculteurs du
plus trou de
ventes. Cette
l'OIC est
international
les prix sont
alors pendant
jours, les Lati-
es ventes sont

Une troisième voie
La lumière en ce domaine
viendrait-elle du Parlement
européen ? Comme il faut s'y attendre,
la commission de l'agriculture a été
accueillie par les propositions de la
Commission présentées le 19 février
par M. Andriessen, commissaire
chargé de ce secteur. D'une façon
plus inattendue, l'Assemblée a
adopté par 293 voix contre 2 a
13 abstentions un rapport de sa com-
mission de l'environnement, qui
prône une troisième voie, entre la
politique agricole traditionnelle axée
sur la défense du revenu paysan et
une autre axée sur la loi du mar-
ché. Il s'agit d'une politique fondée
sur la qualité des produits et la
défense de l'environnement.

L'Assemblée a quelque peu dé-
coré le rapport de M. François Ri-
chards du Vieux républicain belge,
en refusant, notamment, ses
mesures de limitation des chapeaux
en fonction de la surface fournie
ou d'interdiction des substances
d'engrais. Mais une orientation
nouvelle semble dominer, par
exemple, l'absence d'une aide aux
revenus pendant la période de tran-
sition à l'agriculture biologique.

er Thal Air-
ne aérienne
quatre
la somme de
11,5 milliard
très seront
général Elec-
trons trans-
sept pas-
interviendra
juin 1987.

EQUIPEMENT AUTOMOBILE

Valeo : un redressement qui intéresse...

Cette fois-ci, ce sera la bonne.
1986 verra Valeo, le numéro un
français de l'équipement automobile
(11,4 milliards de francs de chiffre
d'affaires en 1985), inverser l'évolu-
tion financière que le groupe connaît
depuis 1980. Cette année 1986 mar-
quera le retour à un résultat net
consolidé bénéficiaire de 150 à
200 millions de francs. C'est du
moins la conviction de son PDC,
M. Boisson, exprimée le 19 février
devant les analystes financiers. Il
faut penser qu'il n'est pas le seul... à
croire, comme l'indiquent les mou-
vements enregistrés sur le titre en
Bourse (le Monde daté 16-17 février
1986). Le cours a grimpé de plus de
50 % depuis le début de l'année, et
c'est le quart du capital qui aurait
changé de mains en quatre mois, au
profit, vraisemblablement, d'un
acheteur unique.

De restructurations juridiques en
restructurations industrielles, de
suppressions d'emplois en consolida-
tions financières, Valeo devrait enfin
achever la constitution du groupe
entreprise il y a seize ans. Avec
14 000 emplois supprimés en sept
ans, c'est le tiers de ses effectifs que
le groupe aura vus disparaître
(28 000 actuellement). Un «ajuste-
ment» social que Valeo accompa-
gne d'un recentrage sur l'automobi-
le, après une tentative de
diversification hasardeuse dans le
bâtiment. Valeo apportera ses actifs
dans ce secteur à la société Lam-
bert, dans laquelle il ne gardera
qu'une participation minoritaire.

M. Boisson, a par ailleurs,
annoncé la signature d'un projet
d'accord pour la vente de sa filiale
SOMA (ponts pour poids lourds et
véhicules hors route), encore défil-
taire de 100 millions en 1985, à
l'américain Rockwell, spécialisé
dans les équipements pour automo-
bile, mais aussi pour l'électronique
et l'aérospatiale.

Le groupe aura encore perdu en
1985 100 millions de francs, malgré
un résultat courant positif de
200 millions de francs et des plus-
values (dus à ses opérations immo-
bilières) du même ordre. Mais les
coûts sociaux et les coûts de restruc-
turation auront pesé, en négatif, res-
pectivement pour 260 et 120 mil-
lions de francs. Valeo entend
appuyer son redressement de 1986
sur un nouvel appel au marché
financier grâce à une augmentation
de capital, sans doute sous forme

d'actions à bons de souscription,
pour laquelle l'assemblée générale
extraordinaire des actionnaires
devrait donner son autorisation le
26 février prochain.

L'équipementier pourra égale-
ment recevoir l'appui financier
d'une société nouvellement créée (le
23 décembre 1985), une filiale à
100 %, Valeo International Holding
BV, holding basée aux Pays-Bas, qui
regroupe la participation étrangère
de Valeo en Italie, en Espagne et
aux Etats-Unis, auxquelles vien-
dront s'ajouter celles du Brésil, du
Mexique et de la RFA. Actuelle-
ment, Valeo International repré-
sente 2,2 milliards de francs de chif-
fre d'affaires, 670 millions de francs
de fonds propres et un bénéfice net
égal à 5 % du chiffre d'affaires.

Par l'attrait qu'elle pourra repré-
senter, notamment sur les places
financières étrangères, cette holding
participera à l'objectif de descende-
ment du groupe (1,5 milliard de
francs d'ici à fin 1987) pour rame-
ner ses frais financiers à moins de
3 % du chiffre d'affaires en 1987,
contre 4,5 % aujourd'hui et jusqu'à
6,5 % dans les pires années.

CLAIRE BLANDIN.

POUR LUTTER CONTRE L'IMPACT DES PUBLICITÉS TÉLÉVISÉES

Lancement du papier
«super haut de gamme»

Avec la multiplication des nou-
veaux médias et notamment l'arri-
vée des nouvelles chaînes de télévi-
sion, le marché publicitaire va
connaître un bouleversement. Dans
cette bataille, la chaîne graphique,
estimée les dirigeants d'Arjomari,
une des trois principales sociétés
publières françaises, doit résister.
Une étude a montré qu'il existait en
Europe, mais aussi aux Etats-Unis,
un nouveau marché pour le papier
«super haut de gamme», afin
«d'améliorer la puissance de
l'impact du message publicitaire».

Aussi Arjomari vient-il d'en lancer
une nouvelle, sorte fabriquée à
Besse-sur-Braye (Sarthe), baptisée
Idéal, dont le prix de vente sera
supérieur de 20 % au haut de
gamme actuel. Pour appuyer ce lan-
cement, le groupe a créé le trophée
de la qualité, sorte de César des arts
graphiques, destiné à récompenser
les meilleures impressions.

La consommation de papier est
un critère de développement pour un
pays. Depuis une quinzaine
d'années, avec l'augmentation de la

publicité en couleurs dans les
médias, ceux-ci ont tendance à utili-
ser des papiers de qualité améliorée.
C'est ce qui a entraîné la progression
des fabrications de papiers couchés
(glacés) et a favorisé la croissance
d'Arjomari : 5 milliards de francs de
chiffre d'affaires consolidé en 1985,
une hausse des résultats de 15 %, en
enfant chéri de la Bourse. Avec une
gamme de soixante-dix familles de
papiers, du papier décoratif pour
stratifiés au papier fiduciaire
(deuxième rang mondial) en pas-
sant par les Canons et Montgolfier,
Arjomari réalise 70 % de sa produc-
tion dans les papiers à usage graphi-
que. Avec 150 000 tonnes environ
de papier couché (sans bois), Arjo-
mari est le numéro un en France et
le numéro deux en Europe dans
cette qualité.

Alors que la consommation fran-
çaise de papiers de toute sorte a
légèrement régressé en 1985, Arjo-
mari a augmenté ses ventes de
1,9 %. Mais le chiffre d'affaires à
l'exportation a progressé, lui, de
9,7 % : il représente 47 % du chiffre
d'affaires total (production et distri-
bution). Les ventes à l'étranger sont
réalisées en monnaies fortes (32 %
en DM, 17 % en livres sterling, 14 %
en dollars, 7 % en florins). L'année
1985 a été favorisée par la baisse du
prix des pâtes à papier. (Celles-ci
sont maintenant payées dans la
divise du pays acheteur et non plus
en dollars, suite à une instruction de
la commission européenne : la
concurrence au niveau de l'offre a
facilité l'adoption de cette exigence
par les producteurs de pâtes).

Avec les investissements réalisés
(200 millions de francs en 1985, et
autant en 1986), Arjomari estime
avoir pris une avance décisive sur
ses principaux concurrents euro-
peens dans ce domaine du papier
couché haut de gamme (le néerlandais
KMP, l'autrichien Leykam,
l'allemand Feldmühle et le français
Condat). Il dispose avant eux,
disent ses dirigeants, «de machines
modernes pour fabriquer un grand
papier de type artisanal».

JOSÉE DOYÈRE.

ENTREPRISES

Singer abandonne les machines à coudre

Le groupe américain Singer, qui produit des machines à coudre
depuis cent trente-cinq ans, va créer une société séparée pour
repréendre cette activité. Les actionnaires de Singer recevront
comme «dividende spécial» une action de cette nouvelle société qui
conservera la marque. Cette opération est en clair un retrait du
groupe désormais centré sur l'électronique militaire. Elle s'explique
par l'érosion constante du marché de ces machines concurrencées
par le prêt-à-porter. Les ventes ne représentent plus que 23 % du
chiffre d'affaires total (1,7 milliard de dollars) de Singer. Le groupe
fondé en 1851 par M. Isaac Singer s'est engagé dans l'électronique à
parti de 1968. Il produit des systèmes de navigation, des
simulateurs de vol, etc., et entend participer au programme de
«guerre des étoiles» de M. Reagan. Signe des temps.

EDF prend pied
aux Etats-Unis

La DITT (développement,
innovation, transfert de techno-
logie), filiale d'EDF, va
construire une usine d'incinération
d'ordures ménagères à Cin-
cinatti (Ohio). L'investissement
porte sur 150 millions de dollars
et sera réalisé en coopération
avec des partenaires américains
associés à l'exploitation de
l'usine. La DITT sera payée par
la municipalité et vendra l'élec-
tricité ainsi produite.

Une société d'études associe
les «grands» du tourisme

La nouvelle société Tou-
risme - Loisirs - Développement
(TLD), dont la naissance a été
annoncée le 20 février à Paris,
étudiera et mènera à bien dans
le secteur du tourisme des opé-
rations de grande envergure,
difficilement réalisables par un
seul promoteur. Ont été ainsi
rassemblés, à l'initiative de la
Caisse des dépôts, six partici-
naires complémentaires bien
que, parfois, concurrents sur le
terrain. Outre la Caisse des
dépôts développement (CSD) et
la Caisse nationale de crédit
agricole, qui détiennent chacune
34 % du capital de 5 millions de
francs, sont associées à l'entre-
prise (à parts égales) le Crédit
d'équipement pour les PME
(8 %), la Compagnie internatio-
nale des Wagons-Lits (8 %), le
Club Méditerranée (8 %) et
Pierre et Vacances (8 %),
numéro un français de l'immobi-
lier de loisirs et des résidences
locatives. La nouvelle société

sera présidée par M. Werner,
directeur financier de CSD, et
son directeur général sera
M. François Duvergé, responsa-
ble du projet tourisme à la
Caisse des dépôts et président
de Bienvenue France.

Nova Park Elysées :
le tribunal de commerce
demande la poursuite
des négociations

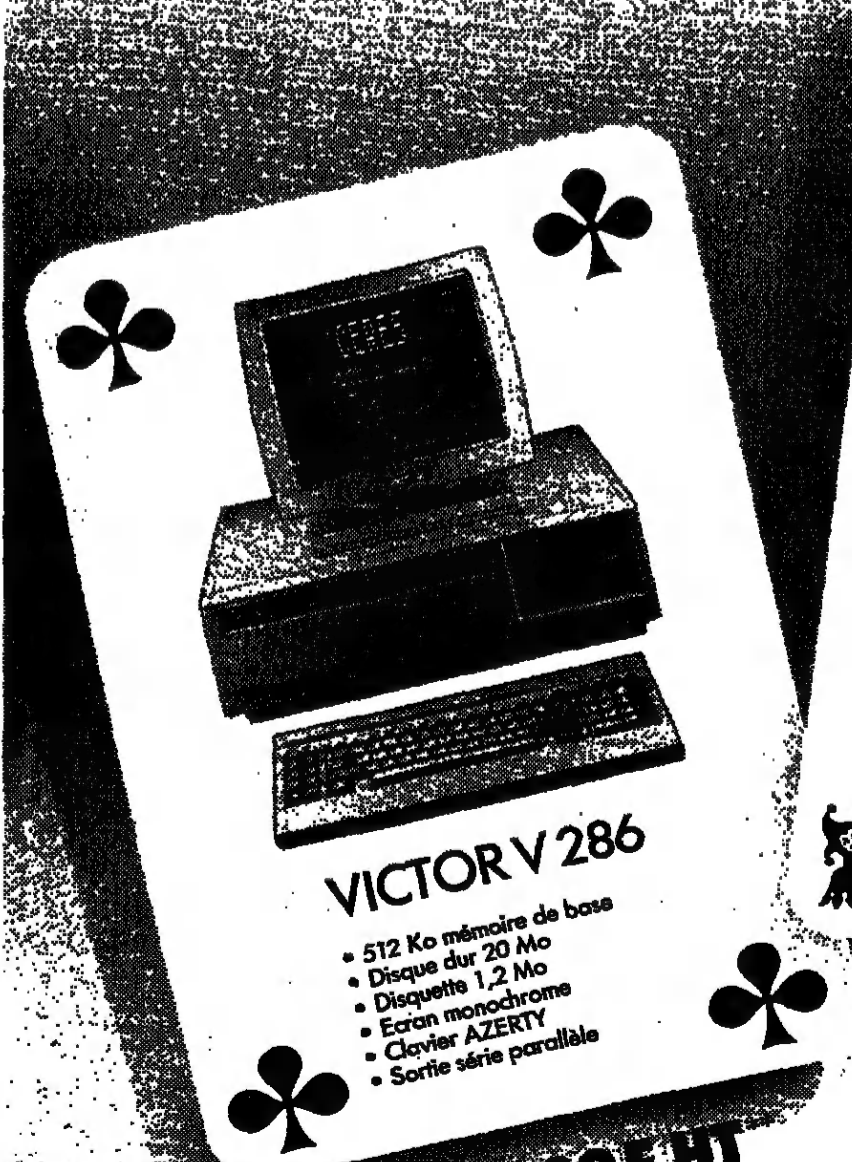
Le tribunal de commerce de
Paris a décidé, le lundi
17 février, la poursuite des
négociations avec d'éventuels
acquéreurs hôteliers intéressés
par le Nova Park Elysées, ce
palais parisien actuellement en
réglement judiciaire, qui a défi-
nitivement fermé ses portes le
31 décembre dernier. Le tribu-
nal n'a pas donné son accord à
la proposition de reprise par une
filiale du Crédit lyonnais, qui
souhaitait aménager des
bureaux dans cet hôtel. Il a, par
ailleurs, étendu la mise en liq-
uidation de biens de la société
Nova Park Elysées, gérante de
l'hôtel, à la société civile immo-
bilière Novapark, propriétaire de
l'immeuble. La filiale du Crédit
lyonnais proposait la reprise de
235 millions de francs, mais le
personnel de l'hôtel (160 per-
sonnes environ) préférait à ce
projet immobilier l'offre de
rachat du groupe Ibanes Crown
Park. Celui-ci proposait 220 mil-
lions de francs pour la reprise
des locaux, tout en maintenant
la Nova Park Elysées en exploi-
tation.

livre tous les jours...



286 COMPATIBLE AT
Mo mémoire de base
disque dur 40 Mo
série parallèle
processeur 80 286
itesse 6 et 8 Mhz par Switch
avier AZERTY ergonomique
ran et carte couleur
ivré avec MS DOS 3.1
et GW-Basic

39 500 F. HT



VICTOR V 286
• 512 Ko mémoire de base
• Disque dur 20 Mo
• Disquette 1,2 Mo
• Ecran monochrome
• Clavier AZERTY
• Sortie série parallèle

39 500 F. HT



VICTOR VPC 2
• 640 Ko mémoire de base
• 2 unités de Disquettes 360 Ko
• Interface série parallèle
• Clavier AZERTY
• Ecran monochrome
• Livré avec MS DOS 3.1
et GW-Basic

9 520 F. HT

-20% DE REMISE
DEJA DEDUITE

...ET VOUS?..
QU'ATTENDEZ-VOUS?..
COMMANDEZ, AUPRÈS DE
LIEN OU ISABELLE,
VOTRE MICRO-ORDINATEUR.
Téléphone 16 (1) 42.77.85.00
Télex 240.537
43, rue Beaubourg 75003 PARIS.

IBM PC, XT et AT sont des marques déposées d'International Business Machines
TVA 18,60 % en sus
Comet Portable est une marque déposée de Comet

La Secrétaire

مكنا من الجاهل

AIRES

LE DIFFICILE REDRESSEMENT DE L'INDUSTRIE ARBED-SARRE-LORE

Bras de fer

Correspondant

Les dirigeants de l'Arbed-Sarre-Lore ont tenu mardi à la Bourse de Paris une conférence de presse pour annoncer la reprise de la production de la sidérurgie. Les dirigeants ont déclaré que la reprise de la production de la sidérurgie est une étape importante dans le processus de redressement de l'entreprise. Ils ont également annoncé que l'entreprise a obtenu un prêt de 1,5 milliard de francs pour financer sa reprise.

Le directeur général de l'Arbed-Sarre-Lore, M. Jean-Louis Lefebvre, a déclaré que la reprise de la production de la sidérurgie est une étape importante dans le processus de redressement de l'entreprise. Il a également annoncé que l'entreprise a obtenu un prêt de 1,5 milliard de francs pour financer sa reprise.

M. Lefebvre a déclaré que la reprise de la production de la sidérurgie est une étape importante dans le processus de redressement de l'entreprise. Il a également annoncé que l'entreprise a obtenu un prêt de 1,5 milliard de francs pour financer sa reprise.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 19 février

Très forte reprise

La hausse a fait sa réapparition mercredi à la Bourse de Paris. Les investisseurs étrangers n'ont pas été déçus par la reprise de la cote. Une telle hausse des cours est très rare pour le marché français. Les investisseurs ont été attirés par la perspective d'une reprise de la production de la sidérurgie.

Le CAC 40 a terminé la séance à 3.470 points, en hausse de 120 points par rapport à la veille. Les valeurs industrielles ont été les plus performantes, avec une hausse de 1,5% en moyenne. Les valeurs financières ont également progressé, avec une hausse de 0,5% en moyenne.

Les investisseurs ont été attirés par la perspective d'une reprise de la production de la sidérurgie. Ils ont également été attirés par la perspective d'une hausse des cours de l'or et des métaux précieux.

NEW-YORK

Forte baisse

La confusion perceptible sur les marchés des changes après les déclarations de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, a provoqué une baisse de la cote. Les investisseurs ont été déçus par la perspective d'une hausse des taux d'intérêt.

Le Dow Jones a terminé la séance à 2.850 points, en baisse de 50 points par rapport à la veille. Les valeurs technologiques ont été les plus touchées, avec une baisse de 1,5% en moyenne. Les valeurs financières ont également baissé, avec une baisse de 0,5% en moyenne.

Les investisseurs ont été déçus par la perspective d'une hausse des taux d'intérêt. Ils ont également été déçus par la perspective d'une baisse des cours de l'or et des métaux précieux.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

Généralistes des eaux en vedette

Parallèlement aux nombreuses valeurs françaises en forte hausse, l'indice de la Bourse de Paris, le CAC 40, a terminé la séance à 3.470 points, en hausse de 120 points par rapport à la veille. Les valeurs industrielles ont été les plus performantes, avec une hausse de 1,5% en moyenne. Les valeurs financières ont également progressé, avec une hausse de 0,5% en moyenne.

Les investisseurs ont été attirés par la perspective d'une reprise de la production de la sidérurgie. Ils ont également été attirés par la perspective d'une hausse des cours de l'or et des métaux précieux.

BOURSE DE PARIS Comptant 19 FEVRIER

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
Actions au comptant				Actions au comptant				Actions au comptant				Actions au comptant			
Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23

SICAV 19/2

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
Actions au comptant				Actions au comptant				Actions au comptant				Actions au comptant			
Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23

Étrangères

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
Actions au comptant				Actions au comptant				Actions au comptant				Actions au comptant			
Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23	Alcatel	228 70	231	+23

Le difficile redressement de l'industrie Arbed-Sarre-Lore

Bras de fer

Correspondant

Les dirigeants de l'Arbed-Sarre-Lore ont tenu mardi à la Bourse de Paris une conférence de presse pour annoncer la reprise de la production de la sidérurgie. Les dirigeants ont déclaré que la reprise de la production de la sidérurgie est une étape importante dans le processus de redressement de l'entreprise. Ils ont également annoncé que l'entreprise a obtenu un prêt de 1,5 milliard de francs pour financer sa reprise.

Le directeur général de l'Arbed-Sarre-Lore, M. Jean-Louis Lefebvre, a déclaré que la reprise de la production de la sidérurgie est une étape importante dans le processus de redressement de l'entreprise. Il a également annoncé que l'entreprise a obtenu un prêt de 1,5 milliard de francs pour financer sa reprise.

M. Lefebvre a déclaré que la reprise de la production de la sidérurgie est une étape importante dans le processus de redressement de l'entreprise. Il a également annoncé que l'entreprise a obtenu un prêt de 1,5 milliard de francs pour financer sa reprise.

Le difficile redressement de l'industrie Arbed-Sarre-Lore

Bras de fer

Correspondant

Les dirigeants de l'Arbed-Sarre-Lore ont tenu mardi à la Bourse de Paris une conférence de presse pour annoncer la reprise de la production de la sidérurgie. Les dirigeants ont déclaré que la reprise de la production de la sidérurgie est une étape importante dans le processus de redressement de l'entreprise. Ils ont également annoncé que l'entreprise a obtenu un prêt de 1,5 milliard de francs pour financer sa reprise.

Le directeur général de l'Arbed-Sarre-Lore, M. Jean-Louis Lefebvre, a déclaré que la reprise de la production de la sidérurgie est une étape importante dans le processus de redressement de l'entreprise. Il a également annoncé que l'entreprise a obtenu un prêt de 1,5 milliard de francs pour financer sa reprise.

M. Lefebvre a déclaré que la reprise de la production de la sidérurgie est une étape importante dans le processus de redressement de l'entreprise. Il a également annoncé que l'entreprise a obtenu un prêt de 1,5 milliard de francs pour financer sa reprise.

INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS	19 fév. 1986	18 fév. 1986	17 fév. 1986
Indice CAC 40	3470	3350	3230
Indice DAX	1200	1180	1160
Indice NYSE	2850	2800	2750

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	19 fév. 1986	18 fév. 1986	17 fév. 1986
Taux à 3 mois	10,5%	10,2%	9,8%
Taux à 6 mois	11,0%	10,5%	10,0%
Taux à 12 mois	11,5%	11,0%	10,5%

COURS DU DOLLAR

COURS DU DOLLAR	19 fév. 1986	18 fév. 1986	17 fév. 1986
Dollar (100 francs)	175,60	175,60	175,60
Dollar (100 francs)	175,60	175,60	175,60
Dollar (100 francs)	175,60	175,60	175,60

Règlement mensuel

Règlement mensuel	19 fév. 1986	18 fév. 1986	17 fév. 1986
Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23

COTE DES CHANGES

COTE DES CHANGES	19 fév. 1986	18 fév. 1986	17 fév. 1986
Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ LIBRE DE L'OR	19 fév. 1986	18 fév. 1986	17 fév. 1986
Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23
Alcatel	228 70	231	+23

Le Monde

«CE QU'ILS ONT FAIT, CE QU'ILS FERONT»

Le gouvernement défend son bilan et présente ses projets

«Ce qu'ils ont fait, ce qu'ils feront» : tous les ministres du gouvernement et leur chef, M. Laurent Fabius, étaient réunis mercredi 19 février à la Maison de la chimie, à Paris, pour le dire en deux mots ou à peine plus. Répondant à l'invitation de M^{me} Françoise Castro, épouse du premier ministre, ils s'adressaient à un parterre de deux mille membres des quelque quarante clubs fédérés par elle dans le collectif loi et maintenant qui en coordonne les activités. A chaque ministre, il appartenait de nommer la mesure qui, selon lui, le plus marquée dans son domaine la législature écoulée et celle qu'il voudrait par-dessus tout voir mise en œuvre au cours de la législature à venir.

Péruceux exorcisme. Un cocktail de réalisations, d'expériences, de fierté du passé et de foi en l'avenir, de générosité et de confiance, de nostalgie avant la lettre, de satisfaction et d'auto-satisfaction, d'actions de grâce et d'exhortation, ce n'est pas digeste à tout coup. Celui qui avait concocté M^{me} Castro était baveux, à condition d'accepter le piment d'une sorte de show ministériel savamment ordonné. Le journaliste Ivan Laval y tenait lieu de Guy Lux, puisque « Yves Mourou » n'était pas libre », comme il le précisait avec humour. « Le gou-ver-ne-ment remanié de la République, le gou-ver-ne-ment au grand complet, hors du palais national, ça paraît simple, ça ne s'était jamais fait », annonça le présentateur d'un air avant d'inviter à la tribune, dans l'ordre protocolaire ascendant, tous les ministres.

Et chacun de s'avancer sur un fond musical choisi par lui. « On nous a demandé, résuma exaltamment Pierre Joxa, ministre de l'Intérieur, de parler de quelques mesures et de proposer un disque pour qu'on fasse entendre quelques mesures » (dans son cas : une nocturne de Chopin). « Mesures pour mesures, je préfère celles qu'on vient d'entendre. Je voudrais d'ailleurs qu'on me rende mon disque ». Lui est particulièrement fier de la modernisation de la police et carresse pour l'avenir l'objectif de « + 10 % par an de sécurité ».

M. Quilès plonge

M. Paul Quilès (défense : Chopin, encore) évoqua pour hier la création de la force d'action rapide et la modernisation des équipements des armées, et pour demain, la maîtrise des technologies nouvelles et la volonté continuée de « diffuser le bien et assurer la paix ». Pour le passé, diversément marqué par son prédécesseur, il marchait sur un terrain miné qu'Ivan Laval transformait en mare aux canards en

déclarant sans rire : « Il fallait chercher un successeur à Charles Hernu, Paul Quilès a plongé ». A l'instant même, le faisceau d'un projecteur baladeur s'arrêta une seconde sur le visage de M. Fabius. Lui non plus ne risait pas.

En zigzaguant au mépris de l'ordre protocolaire dans cette succession de constats et de vœux, on ne put manquer de placer au rang éminent que lui assurèrent l'applaudissement et divers hommages appuyés, un absent : M. Robert Badinter, pas encore tout à fait président du Conseil constitutionnel, mais déjà plus ministre de la justice.

Son successeur, M. Michel Crépeau (qui recevait aussi un héritage de M. Robert Badinter Yellow Submarine par les Be-ties), souligna « l'émotion et la difficulté » de sa tâche avant de sélectionner, sans grande surprise mais sans étonnement de l'auditoire, l'abolition de la peine de mort. Pour le futur, il dit bien sûr aussi ce qu'aurait dit M. Badinter : la réforme du code pénal.

MM. Gaston Defferre (Plan et aménagement du territoire : Vivaldi), Jean-Paul Chevènement (éducation nationale : Satie), Edith Cresson (industrie et commerce extérieur : le Temps des cerises) et les autres n'ont guère été de surprise : à eux tous, les ministres assemblés dessinaient les grandes traits du bilan législatif tel qu'ils le voient et esquisaient tout simplement le souhait de pouvoir le prolonger en tous points le 17 mars prochain.

M. Fabius : l'audiovisuel

Vint enfin M. Laurent Fabius (Cézanne peint, France Gall). Pour le passé, lui, il avait hésité entre la réduction de l'inflation, l'abandon de l'âge de la retraite à soixante ans, la décentralisation et « la formidable couronne de réformes » accomplies par « un ami exceptionnel qui s'appelle Robert Badinter ». Pour finalement se décider en faveur d'un cinquième domaine : l'audiovisuel.

Pour l'avenir, M. Fabius affirma d'abord avoir « une seule pensée (...) la création de l'Europe politique ». Mais, après avoir rendu hommage au gouvernement qu'il conduit « aux côtés du président » (souvent mentionné auparavant comme l'inspirateur des diverses mesures politiques), il formula en conclusion un autre souhait : « Que notre pays puisse continuer à être fier de son gouvernement. Tous ceux qui sont ici y sont prêts ».

MICHEL KAJMAN.

SIDA

LE TEST DE L'INSTITUT PASTEUR SERA COMMERCIALISÉ AUX ÉTATS-UNIS

Les tests de dépistage sanguin du SIDA, mis au point par l'Institut Pasteur et sa filiale américaine, la société Genetic Systems, ont reçu l'autorisation de mise sur le marché américain.

Après une attente qui a duré plus d'un an, la FDA (Food and Drug Administration) a délivré la licence permettant à Genetic Systems de commercialiser les tests, produits sur la base des recherches de l'équipe française du professeur Luc Montagnier, à l'Institut Pasteur.

« Nous attendons la lettre de confirmation qui doit nous parvenir aujourd'hui pour livrer les tests », précisait-on jeudi 20 février dans la matinée à l'Institut Pasteur.

Les tests de dépistage du SIDA, qui représentent un marché de plusieurs millions de dollars aux États-Unis, étaient jusqu'à présent commercialisés par cinq firmes américaines (Abbott, Electro Nucleonics, du Pont de Nemours, Highland-Traeno et Litton-Bionetic) qui avaient reçu leur licence dès le 28 mai 1985.

En Corse-du-Sud

Le Front national s'efface devant le RPR et l'UDF pour « barrer la route à la gauche »

De nos correspondants

Le Front national a décidé, en Corse-du-Sud, de retirer sa liste aux législatives et de soutenir la liste d'union de l'opposition (RPR, UDF, Comité central bonapartiste). Selon M^{me} Nicole Borelli, candidate du parti de M. Jean-Marie Le Pen à Ajaccio, cette décision a été prise dans un « élan patriotique », afin de « barrer la route à la gauche », et en particulier à M. Nicolas Alfonsi, député MRG sortant, qui a contre lui M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député RPR de Porto-Vecchio, allié à M. José Rossi, président UDF du conseil général de la Corse-du-Sud. En prenant cette décision, le Front national espère ainsi resserrer les liens qui existent déjà à l'assemblée régionale de Corse entre les partis de la droite traditionnelle et ses élus régionaux, qui assurent ensemble la direction de la région par trente voix (dont six élus du Front national) contre trente et une (gauche et nationalistes).

L'alliance entre la droite traditionnelle et le Front national est défendue en Corse-du-Sud par tous les chefs de l'opposition insulaire, qui estiment que c'est la seule majorité possible face à la gauche. Ils justifient cette option, qui tranche par rapport aux positions du RPR national, par la « spécificité » de la Corse.

« La Corse est dans une situation exceptionnelle, et le risque de séparation oblige à l'union des anti-séparatistes », a expliqué le président du groupe du Front national à l'assemblée régionale, M. Denis Celli. Face à la gauche, nous ne prendrons pas de risques, et ferons tout pour la faire battre. Si Chirac et ses amis se préparent à gouverner avec la gauche, nous pas. Mais nous ne ferons pas d'extrémisme, et nous irons dans l'union avec civisme et patriotisme. M. Celli a fait cette déclaration au nom de M. Jean-Marie Le Chevalier, directeur de cabinet de M. Le Pen, dont la présence avait été annoncée à la conférence de presse, mais qui se trouvait subitement « retenu à Strasbourg par les travaux du Parlement européen ».

De son côté, M. Pascal Arrighi, tête de liste aux législatives à Marseille et aux régionales en Corse-du-Sud, n'avait pu se déplacer à Ajaccio, étant allé à son domicile toulonnais.

En vérité, le retrait de la liste que devait conduire M^{me} Nicole Borelli était attendu... depuis que son entrée dans la compétition avait été annoncée à Ajaccio même, le 16 janvier.

« Assesinat d'un Philippi ». Le directeur du bureau de Los Angeles d'un journal philippin d'opposition, le Philippine News, Oscar Salvierra, a été abattu, mercredi 19 février à son domicile. Agé de trente-huit ans et père de quatre enfants, il avait reçu la veille une lettre dans laquelle on lui annonçait son exécution prochaine, a déclaré le rédacteur en chef du Philippine News. (AFP).

« La Côte-d'Ivoire rétablit ses relations diplomatiques avec l'URSS ». La Côte-d'Ivoire et l'Union soviétique ont décidé de rétablir immédiatement leurs relations diplomatiques, a annoncé un communiqué de presse publié jeudi 20 février par le ministère ivoirien des affaires étrangères. En 1968, le président Félix Houphouët-Boigny, convaincu de l'immixtion de Moscou dans les affaires intérieures ivoiriennes, avait déclaré « persona non grata » l'ambassadeur soviétique. (AFP).

« La répression en Corée du Sud ». La police a placé, jeudi 20 février, en résidence surveillée la plupart des trois cent cinquante membres du comité central du principal parti d'opposition, le Parti démocratique pour une nouvelle Corée (NKDP), pour les empêcher de développer une campagne de signatures en faveur d'une élection présidentielle au suffrage universel. (Publicité)

CESSATION ACTIVITÉ
50%
SUR TAPIS
D'ORIENT

Dans l'impossibilité d'approvisionner ses stocks dans l'art et la tradition du vrai tapis d'Orient, Atighetchi vend en totalité sa merveilleuse collection rassemblée depuis plus de 40 ans. Sur tous ses tapis, en majorité de Perse et du Caucase, exposés sur 700 m² dans sa galerie, une remise de 50 % vous sera consentie cette semaine.

Atighetchi

4, rue de Penthièvre
8^e, M^{me} Miromesnil
10 h à 19 h, même le samedi. 42.65.90.43

De notre correspondant

Albi. — Une centaine de mineurs du bassin houiller de Carmaux (1) ont perturbé, mardi 18 février au soir, le meeting de M. Pierre Mauroy à Albi. L'ancien premier ministre n'était pas encore monté à la tribune, devant laquelle attendaient deux mille personnes, quand les manifestants se sont emparés du micro au terme d'une violente bousculade avec les militants qui gardaient la porte d'entrée de la salle. « Vous n'avez pas tenu vos promesses faites en 1981 sur la relance charbonnière ! », ont alors lancé les mineurs.

Le premier mouvement des socialistes a été de condamner vigoureusement une telle intrusion. Un secrétaire fédéral, d'un ton amer, a fait savoir qu'il avait reconnu parmi les mineurs une majorité de militants communistes. M. Pierre Béraud, qui est le député PS de leur circonscription, a même qualifié leur comporte-

Les mineurs carmausiens perturbent le meeting de M. Pierre Mauroy

De notre correspondant

Albi. — Une centaine de mineurs du bassin houiller de Carmaux (1) ont perturbé, mardi 18 février au soir, le meeting de M. Pierre Mauroy à Albi. L'ancien premier ministre n'était pas encore monté à la tribune, devant laquelle attendaient deux mille personnes, quand les manifestants se sont emparés du micro au terme d'une violente bousculade avec les militants qui gardaient la porte d'entrée de la salle. « Vous n'avez pas tenu vos promesses faites en 1981 sur la relance charbonnière ! », ont alors lancé les mineurs.

Le premier mouvement des socialistes a été de condamner vigoureusement une telle intrusion. Un secrétaire fédéral, d'un ton amer, a fait savoir qu'il avait reconnu parmi les mineurs une majorité de militants communistes. M. Pierre Béraud, qui est le député PS de leur circonscription, a même qualifié leur comporte-

ment de « fasciste ». Les organisateurs du meeting n'ont finalement obtenu le départ des mineurs qu'en leur garantissant une entrevue avec M. Pierre Mauroy, qui avait suivi, en coulisse, cette violente et insouvenable émeute PC-PS.

Au cours de cette entrevue, qui a duré trente-cinq minutes, à la mairie d'Albi, les mineurs lui ont exposé leurs revendications : à savoir, le report de la fermeture du fond jusqu'au règlement du problème social. Car, à l'horizon 1990, les deux mille mineurs de Carmaux ne seront plus que six cents pour travailler une exploitation charbonnière à ciel ouvert. « Ici, comme chez moi dans le Nord, il n'y aura aucun chômeur chez les mineurs », leur a répondu l'ancien premier ministre, en arguant de la mission de reconversion industrielle des Charbonnages de France. M. Mauroy n'a pas paru troublé par la manifestation et ne s'est jamais départi de son calme : « Je suis originaire du Nord, et je n'ai pas peur de regarder les mineurs en face ».

SABINE BERNEDE.

(1) Dans la nuit de mardi à mercredi, FO a fait état de coups de feu contre sa permanence à Carmaux, ainsi que « d'importants dégâts ».

En URSS

Pendant le congrès du Parti quinze juifs soviétiques ont l'intention de faire la grève de la faim

De notre correspondant

Moscou. — Une quinzaine de juifs soviétiques ont annoncé, mercredi 19 février, leur intention d'observer une grève de la faim pendant quelques jours afin d'attirer l'attention sur leur situation. Tous ont demandé, parfois depuis très longtemps, un visa pour Israël. Le « record » dans ce domaine, si l'on peut dire, appartient à M. Simon Schurman, originaire de Moldavie, dont la famille avait déposé une première requête à son nom dès 1957, alors qu'il n'était âgé que d'un an. Cette nouvelle grève de la faim doit coïncider avec le vingt-septième congrès du Parti qui commence le 25 février.

Le sort des juifs soviétiques s'est

LE LIBÉRIA REFUSE OFFICIELLEMENT L'ASILE POLITIQUE

A JEAN-CLAUDE DUVALIER

En dépit des propos du ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas, annonçant, mercredi 19 janvier, que Jean-Claude Duvalier était « en partance », rien ne laisse prévoir un dénouement imminent de l'affaire. L'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides a fait savoir qu'il refusait à l'ancien dictateur la qualité de réfugié en France, et le gouvernement du Libéria a officiellement rejeté mercredi la requête française d'accorder l'asile politique à l'ancien président à vie. « Pour le moment », est-il toutefois indiqué dans le communiqué.

A l'hôtel de l'Abbaye de Talloires, où Jean-Claude Duvalier vit cloîtré depuis douze jours, aucun élément nouveau n'est à signaler. Un des réservoirs d'eau potable alimentant le bourg a été pollué durant la nuit de mardi à mercredi par de la fluorescéine, un colorant non toxique permettant de localiser en speleologie un cours d'eau souterrain, mais cette pollution n'a pas atteint l'hôtel de l'Abbaye.

De son côté, le ministre hôte de l'éducation, M. Ronny Desroches, à Paris pour le sommet de la francophonie, a confirmé que le gouvernement de son pays n'avait pas l'intention de demander l'extradition de M. Duvalier. « Une chasse aux sorcières ne ferait que créer davantage de problèmes », a-t-il expliqué.

Par ailleurs, le maire de la commune de Blotzheim, dans le Haut-Rhin, M. Bernard Simon, vient de proposer l'asile à l'ancien dictateur « contre une participation financière confortable ». Le maire propose à l'ancien dictateur un domaine privé de 50 hectares « à dix minutes de la Suisse », ce qui ne peut restaurer l'absence de moyens.

MOINS DE
189 F... ils
baissent
le pantalon

Ce pantalon en flanelle, double ; ces vestes en Harris-tweed à 798 F, ces costumes en tissu Dormeuil ou ces cardigans cashmere et laine à 990 F sont vendus actuellement avec des remises progressives qui vous permettent des achats de qualité à des prix incroyables. Même dans les grandes tailles. Jusqu'au 62, aux Entrepôts du Marais, M^{me} St-Sébastien-Francis, 3, rue du Tonnelier-Choux (3^e), du mardi au samedi, de 10 h à 19 h.

SOVT

LA KREMLINOLOGIE SUR ORDINATEUR GRACE AU MONDE

SOVT, premier système mondial de banques de données sur l'élite soviétique a été créé et est géré par le Monde sous la direction de Michel Tatu. Il contient huit mille biographies sur ceux qui détiennent le vrai pouvoir en URSS dans tous les domaines, y compris les sciences et l'économie, ainsi qu'un résumé des principaux événements de la vie politique et institutionnelle. SOVT permet de connaître le nom des responsables des principales entreprises, de reconstituer la carrière des dirigeants soviétiques et de connaître rapidement la composition des organes de direction, institutions et ministères de l'Union comme de chacune des républiques soviétiques.

L'accès à SOVT se fait par minitel ou ordinateur personnel. Facturation en temps de connexion. Abonnement gratuit.

Renseignements et documentation : écrire à Michel TATU, Le Monde-SOVT, 7, rue des Italiens, 75427 PARIS, CEDEX 09 ou téléphoner à M^{me} VAN FLAMERTYNGHE, 46-51-29-77

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - M

M. Ronald Reagan et Lilliput

On célèbre les victoires que l'on peut. Ainsi en va-t-il de M. Reagan, qui a passé, jeudi 20 février, quelques heures à la Grande pour exalter la « victoire » remportée en octobre 1983 par l'armée américaine sur les milices d'un régime marxiste dirigé après avoir terrorisé la grande majorité des quelque cent mille habitants de l'île.

Il y a quelque chose de dérisoire dans ce déplacement à Lilliput du chef de l'Etat le plus puissant de la planète. Bien que l'intercession américaine ait en ces circonstances, elle n'a pas consisté à héroïquement exploiter qu'on voudrait en faire aujourd'hui. La tâche, qui n'a pas exigé moins d'une semaine, n'aurait pas pas hors de portée de l'armée américaine : c'est le moins qu'on puisse dire ! — et surtout de l'opinion publique.

De l'opération de police, mais aussi de la manœuvre de diversion et de propagande. Cette équipée peu glorieuse tomba à pic pour effacer dans la conscience collective américaine le traumatisme provoqué deux jours plus tôt par la destruction d'un bombardier américain à Bayamo, attentat qui entraîna la mort de plus de deux cent cinquante « civils ». M. Reagan d'adresser un message on ne peut plus clair aux Cubains — soupçonnés de vouloir reprendre le contrôle de la Grande — et aux socialistes à Nicaragua.

Ferme et de constater que c'est encore à des fins de propagande que M. Reagan vient de faire son voyage éclair à la Grande. Il ne s'en est pas caché, puisqu'il a consacré la plus grande partie de son discours à plaider en faveur de l'octroi d'une aide d'une centaine de millions de dollars aux « contras » nicaraguayens. La reprise de l'aide militaire aux anti-communistes se traduit en effet à une sérieuse opposition au sein du Congrès. Si bon nombre de ses membres craignent que l'entente d'une guérilla au Nicaragua ne débouche finalement que sur une plus grande radicalisation du régime dont il s'agit en principe de venir à bout, rares sont en revanche ceux qui préconisent un engagement direct des forces américaines.

L'une des leçons de l'affaire de la Grande — même si on écarte soigneusement de la chaîne le Washington — a été de montrer à quel point serait difficile et hasardeuse une intervention militaire au Nicaragua. Il n'y a aucune raison de penser qu'elle a échappé au président Reagan lui-même, qui donne souvent l'impression de brandir en gros bâton pour ne pas avoir le serv.

Il est une autre leçon qui mériterait d'être méditée aux États-Unis. On doit la tirer de la situation économique et sociale déplorable dans laquelle se trouve aujourd'hui la Grande. Certes le futur politique a disparu des élections libres ont été organisées et l'armée américaine ne s'est pas éternisée. Mais le chômage s'est accru au point de concerner 50 % des moins de vingt-cinq ans, et l'importante aide fournie par Washington — près de 75 millions de dollars en 1985, mais elle sera ramenée à 14 millions cette année — a été pour l'essentiel consacrée à des travaux publics de prestige qui n'ont en rien amélioré le sort des habitants. Aucun investissement industriel, en particulier, n'a été fait, ce qui explique l'augmentation du nombre des sans-emploi, donc des mécontents.

Le tourisme, qui devrait être la grande ressource de l'île, n'est, lui, si peu développé qu'il a été impossible à la Maison Blanche de trouver suffisamment de chambres d'hôtel confortables pour le président, ses conseillers, ses gardes du corps et les journalistes qui le suivent partout. (Lire nos informations page 2.)

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier

ANTWERP NEW YORK

COURS INTENSIF D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR

Pour toutes informations : Scheepstraat 177 - 2018 Antwerpen TEL : 03/232.07.88 - Belgique

Machine à écrire

Une Frappeuse BCBG : la Xerox 575 chez Duriez

ISS BCBG ! Voici votre M^{me} Secrétaire de charme : la Xerox 575. Ultra-facile, in-pannable, soignée, jolie, impeccable, pratique, portable, obéissante, élégante, d'une simplicité surprenante, performante comme un champion, pas chère...

Imprime en beauté (qualité pro), Corrigé électriquement (255 signes mémorisés) Force de frappe réglable, centrage, soulèvement. Ali-néas, retraits et tabul. Décimal presse-bouton. Prix chez Duriez, 3790 F. — Arrêlez, je craque... Attendez ! Option pour hommes : Brachement ordinateur. C'est chez Duriez, 112, Bd St-Germain, M^{me} Odéon.

Distributeur
RANK XEROX

A B C D E F G